ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Premier Ministre, le 10 octobre 1988, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant l'organisation, la compétence et le fonctionnement de la Cour d'arbitrage", a donné le 26 octobre 1988 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 10 oktober 1988 door de Eerste Minister verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende de inrichting, de bevoegdheid en de werking van het Arbitragehof", heeft op 26 oktober 1988 het volgend advies gegeven :

I. OBSERVATIONS GENERALES.

Le projet de loi "portant l'organisation, la compétence et le fonctionnement de la Cour d'arbitrage" soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat, tend à modifier la loi du 28 juin 1983 ayant le même intitulé, la loi du 10 mai 1985 relative aux effets des arrêts d'annulation rendus par la Cour d'arbitrage, le Code judiciaire en ses articles 1082 et 1147bis, et les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, en leur article 31bis.

Ce projet de loi est destiné à assurer l'exécution de l'article 107ter, § 2, de la Constitution, modifié par la disposition constitutionnelle du 15 juillet 1988, qui dispose comme suit :

> "Il y a, pour toute la Belgique, une Cour d'arbitrage, dont la composition, la compétence et le fonctionnement sont déterminés par la loi.
>
> Cette Cour statue par voie d'arrêt sur :
>
> 1° les conflits visés au § 1er;
>
> 2° la violation par une loi, un décret ou une règle visée à l'article 26bis, des articles 6, 6bis et 17;
>
> 3° la violation par une loi, un décret ou une règle visée à l'article 26bis, des règles de la Constitution que la loi détermine.

.../...

La Cour peut être saisie par toute autorité que la loi désigne, par toute personne justifiant d'un intérêt ou, à titre préjudiciel, par toute juridiction.

Les lois visées au premier alinéa, au deuxième alinéa, 3°, et au troisième alinéa, sont adoptées à la majorité prévue à l'article 1er, dernier alinéa".

La majorité à laquelle il est fait référence est "la majorité des suffrages dans chaque groupe linguistique de chacune des Chambres, à la condition que la majorité des membres de chaque groupe se trouve réunie et pour autant que le total des votes positifs émis dans les deux groupes linguistiques atteignent les deux tiers des suffrages exprimés". Une telle majorité est communément appelée majorité spéciale.

Ainsi que le souligne l'exposé des motifs, la loi en projet devra être adoptée à cette majorité spéciale.

La question fondamentale est celle de savoir si le législateur peut, par une loi votée à la majorité spéciale, modifier partiellement notamment la loi du 28 juin 1983, et laisser inchangés certains articles de cette loi. Pour ceux-ci, l'article 1er, § 1er, de la loi en projet énonce les règles suivantes :

"Sont reprises, avec leur numérotation, les dispositions de la loi du 28 juin 1983 portant l'organisation, la compétence et le fonctionnement de la Cour d'arbitrage que les articles suivants ne remplacent pas.

Les dispositions nouvelles et celles reprises en vertu de l'alinéa précédent forment une loi unique qui portera la date et l'intitulé de la présente loi".

.../...

En ses paragraphes 2 et 3, l'article 1er établit des règles semblables en ce qui concerne la loi du 10 mai 1985 relative aux effets des arrêts d'annulation rendus par la Cour d'arbitrage, et certaines dispositions de la loi du 2 février 1984 relative aux traitements des membres, des référendaires et des greffiers de la Cour d'arbitrage, à leur présentation et nomination, ainsi qu'aux outrages et violences envers les membres de cette Cour.

La question fondamentale susmentionnée et la technique législative de l'article 1er appellent plusieurs observations.

1. L'article 107ter, § 2, de la Constitution fait l'objet de la disposition constitutionnelle transitoire du 15 juillet 1988 aux termes de laquelle "la loi du 28 juin 1983 portant l'organisation, la compétence et le fonctionnement de la Cour d'arbitrage et la loi du 10 mai 1985 relative aux effets des arrêts d'annulation rendus par la Cour d'arbitrage restent applicables jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi visée au § 2, alinéa 1er, et adoptée conformément au § 2, alinéa 4".

Dans son avis du 27 juillet 1988 sur un projet de loi "modifiant en ce qui concerne les référendaires à la Cour d'arbitrage, la loi du 28 juin 1983 portant l'organisation, la compétence et le fonctionnement de la Cour d'arbitrage, la loi du 2 février 1984 relative aux traitements des membres, référendaires et greffiers de la Cour d'arbitrage, à leurs présentation et nomination, ainsi qu'aux outrages et violences envers les membres de cette Cour et la loi du 5 avril 1955 relative aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat", le Conseil d'Etat fit l'observation suivante :

.../...

"La portée de cette disposition est indéniablement de maintenir provisoirement en vigueur les lois du 28 juin 1983 et du 10 mai 1985 votées à la majorité absolue. La fin de la disposition paraît toutefois impliquer la volonté du Constituant de soumettre à la procédure prévue par l'article 1er, dernier alinéa, de la Constitution, l'adoption d'une ou de deux lois nouvelles prenant la place de ces deux lois ou, à tout le moins, en adaptant le contenu à l'extension des compétences de la Cour d'Arbitrage" (doc. parl. Chambre des Représentants, session extraordinaire 1988, n° 532/2, p. 3).

La disposition transitoire a un double objet : d'une part, elle maintient provisoirement en vigueur les lois du 28 juin 1983 et du 10 mai 1985, d'autre part, elle constitue, à certaines conditions qu'elle fixe, une disposition abrogatoire de ces deux lois. En effet, dès que la loi visée à l'article 107ter, § 2, alinéa 1er, adoptée à la majorité spéciale, entre en vigueur, les deux lois précitées sont constitutionnellement abrogées. Il s'ensuit que le législateur a non seulement l'obligation d'élaborer une loi selon les conditions de majorité établies par la Constitution, mais aussi celle de légiférer de la sorte sur toutes les matières qui, aux termes de l'article 107ter, § 2, doivent être réglées par des lois adoptées à la majorité spéciale.

En procédant par la voie de la modification partielle des lois du 28 juin 1983 et du 10 mai 1985, le législateur dérogerait à la disposition constitutionnelle transitoire puisque certains articles de ces lois resteraient applicables nonobstant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi spéciale.

.../...

Dès lors que les textes relatifs aux diverses matières énumérées à l'article 107ter, § 2, sont adoptés de la manière prescrite par l'article 1er, dernier alinéa, de la Constitution, il importe peu que la loi spéciale contienne des dispositions entièrement nouvelles ou se limite à reproduire les dispositions des lois du 28 juin 1983 et du 10 mai 1985 en les adaptant à l'extension des compétences de la Cour d'arbitrage.

2. La technique législative établie par l'article 1er se heurte à des objections tirées non seulement de l'article 107ter, § 2, et de la disposition transitoire, mais aussi des articles 41 et 42 de la Constitution, dont le premier requiert le vote article par article et le second garantit le droit d'amendement et de division des articles.

En effet, selon l'article 1er de la loi en projet, les articles des lois du 28 juin 1983, du 2 février 1984 et du 10 mai 1985, qui ne sont pas modifiés, sont "repris". Ainsi, ils seraient censés avoir été adoptés à la majorité spéciale alors que le législateur n'aura pu ni les voter de manière distincte, ni les amender, ni les diviser.

Une telle technique législative est donc contraire à la Constitution.

3. La méthode mise en oeuvre par l'article 1er présente d'autres inconvénients.

Elle a pour conséquence que sont "reprises" par une loi votée à la majorité spéciale des dispositions modificatives ou abrogatoires.

Il en est ainsi, en vertu de l'article 1er, § 1er du projet, des articles 107 à 109 de la loi du 28 juin 1983 qui ont respectivement pour objet :

- des modifications et abrogations aux lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

- une modification à l'article 5, alinéa 2, de la loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les ministres, anciens ministres et ministres d'Etat, ainsi que les membres et les anciens membres des Chambres législatives;

- la modification des articles 479 et 483 du Code d'instruction criminelle.

Il en va de même, en vertu de l'article 1er, § 3, du projet, pour les articles 6 et 7 de la loi du 2 février 1984 qui modifient les articles 275 et 278 du Code pénal.

Les modifications ou les abrogations apportées à ces diverses lois par les lois du 28 juin 1983 et du 2 février 1984 sont définitives de sorte qu'il n'est point nécessaire d'y revenir pour qu'elles maintiennent leurs effets.

.../...

4. La loi en projet contient diverses dispositions qui n'entrent pas dans les matières qui doivent être réglées par une loi votée à la majorité spéciale conformément à l'article 107ter, § 2, de la Constitution.

Il s'agit spécialement :

- de l'article 22 du projet qui tend à reprendre les articles 1er à 4 de la loi du 2 février 1984 (1);

- de l'article 44 du projet qui, par l'intermédiaire d'une modification de l'article 110 de la loi du 28 juin 1983, vise en réalité à modifier l'article 3, § 3, de la loi du 5 avril 1955 relative aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat (1);

- des articles 53 et 54 du projet, qui modifient les articles 1082 et 1147bis du Code judiciaire;

- de l'article 55 du projet, qui tend à modifier l'article 31bis des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973.

.../...

(1) Des dispositions semblables se trouvent dans les articles 2, 3 et 5 du projet de loi sur lequel le Conseil d'Etat a donné l'avis précité du 27 juillet 1988. Il relève que ces dispositions peuvent être adoptées par une loi votée à la majorité absolue (doc. parl. Chambre des Représentants, session extraordinaire 1988, n° 532/2, p. 2).

5. Plusieurs articles de la loi en projet font référence à des lois votées à la majorité absolue.

Ainsi, les articles 24, 31, 32 et 84 se réfèrent à des dispositions du Code judiciaire ou des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973. Le jour où le législateur modifiera ces dispositions, la question se posera de savoir comment il faut comprendre les références contenues dans la loi en projet. Ces références faites par la loi spéciale sur la Cour d'arbitrage à des lois votées à la majorité absolue, ont-elles pour effet de figer celles-ci, du moins en ce qui concerne la Cour d'arbitrage, de sorte que toute modification ultérieure de ces lois par une loi votée à la majorité absolue serait inapplicable à la Cour d'arbitrage ?

6. Tel qu'il est présenté, le projet présente le désavantage de ne contenir aucune abrogation formelle des textes actuellement en vigueur alors qu'il substitue, en réalité, une loi nouvelle votée à la majorité spéciale à des lois antérieures adoptées à la majorité absolue.

7. Plusieurs articles de la loi en projet contiennent les termes "une loi, un décret ou une règle visée à l'article 26bis de la Constitution". Selon l'exposé des motifs, cette dernière expression a pour but de "tenir compte en tout cas de l'exécution de l'article 107quater de la Constitution, relatif à la Région de Bruxelles-capitale".

.../...

Si la loi relative à la Région de Bruxelles-capitale est votée avant la loi spéciale sur la Cour d'arbitrage, il s'indiquerait d'utiliser dans cette dernière le mot "ordonnance" en lieu et place de l'expression précitée, pour autant que cette loi adopte effectivement ce terme.

\+
\+ +

Lors de l'examen des articles du projet de loi, le Conseil d'Etat fera des propositions qui tendent à élaborer un texte nouveau autonome qui permettra d'abroger, dans la mesure voulue, les lois relatives à la Cour d'arbitrage actuellement en vigueur. Il s'ensuivra, notamment, une nouvelle numérotation des articles.

\+
\+ +

II. EXAMEN DU TEXTE.

Intitulé.

Comme ce fut le cas pour la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, il convient que l'intitulé précise que la loi a été adoptée à la majorité imposée par l'article 107ter, § 2, alinéa 3, de la Constitution.

.../...

L'intitulé suivant est proposé :

"LOI SPECIALE SUR LA COUR D'ARBITRAGE".

Article 2.

1. L'article doit être précédé des intitulés suivants :

"TITRE Ier. DE LA COMPETENCE DE LA COUR D'ARBITRAGE.

CHAPITRE Ier. DES RECOURS EN ANNULATION.

Section Ière. Des recours".

2. L'article en projet règle deux questions distinctes, à savoir l'objet des recours et la saisine de la Cour.

Il est proposé de scinder l'article en deux dispositions dont la première deviendrait l'article 1er, et la seconde l'article 2.

Le texte suivant est proposé pour l'article 1er :

"Article 1er.-

La Cour d'arbitrage statue, par voie d'arrêt, sur les recours en annulation, en tout ou en partie, d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance pour violation :

1° des règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions;

2° des articles 6, 6bis et 17 de la Constitution".

.../...

3. L'article 2 du projet organise la saisine de la Cour d'arbitrage selon la procédure du recours en annulation. Trois hypothèses sont distinguées à cette occasion.

Dans un premier cas, il revient au Conseil des ministres ou à un Exécutif de communauté et de région de saisir d'une requête la Cour d'arbitrage. Il faut présumer que ces autorités publiques ont, en raison des missions qu'elles exercent, un intérêt à voir préserver un exact partage des responsabilités entre les collectivités publiques et à voir protéger les droits visés aux articles 6, 6bis et 17 de la Constitution.

Dans un second cas, il appartient à toute personne, physique ou morale, d'introduire le même recours. Mais elle doit, pour ce faire, justifier comme l'indique l'article 107ter de la Constitution et comme le rappellent les dispositions de la loi en projet, d'un intérêt. Le Conseil d'Etat n'a pas à substituer son appréciation sur ce point à celle des auteurs du projet et à considérer, par exemple, qu'il aurait été indiqué de préciser que cet intérêt doit être direct et personnel. Il lui appartient, par contre, de constater que, de cette manière, les auteurs du projet entendent ouvrir largement l'exercice du droit de recours en annulation. Et ce d'autant plus que l'exposé des motifs indique que, conformément à la jurisprudence du Conseil d'Etat, il n'y a pas lieu d'exclure au titre de l'intérêt, "l'intérêt fonctionnel". Cela n'exclurait pas que chaque membre d'une assemblée législative soit habilité à se plaindre, en tout cas d'une violation des règles de compétence, dès qu'il apparaîtra qu'une loi ou un décret a été adopté en méconnaissance de ces règles. Si l'on sait que les mêmes personnes sont appelées à exercer un mandat national, communautaire et régional, on observera qu'elles seront toujours amenées à saisir la Cour d'arbitrage à un titre ou à un autre.

.../...

Dans cette perspective, le règlement des procédures envisageables dans une troisième hypothèse ne paraît pas cohérent : le président d'une assemblée législative ne sera, pour sa part, amené à introduire un recours en annulation que si deux tiers des membres de l'assemblée le requièrent.

Ce manque de cohérence dans les conditions prescrites ne saurait être évité que si les auteurs du projet entreprenaient soit de préciser les conditions d'intérêt prescrites au paragraphe 1er, alinéa 1er, de l'article 1er du projet, soit d'assouplir les conditions de procédure envisagées au paragraphe 2 dudit article.

4. Dans les textes qu'il propose, le Conseil d'Etat suggère de réserver le nouvel article 2 à la détermination des autorités et des personnes qui peuvent saisir la Cour d'arbitrage d'un recours en annulation. Eu égard à l'observation qui précède, il n'est cependant pas en mesure de rédiger un texte pour le nouvel article 2.

.../...

Article 3.

1. Le paragraphe 3, b), est rédigé comme suit :

"§ 3. ... un nouveau délai de six mois est ouvert pour l'introduction d'un recours en annulation ... par le Conseil des ministres ou par l'Exécutif d'une Communauté ou d'une Région lorsque :

b) la Cour, statuant sur une question préjudicielle, a déclaré que cette loi, ce décret ou cette règle visée à l'article 26bis de la Constitution viole une des règles ou un des articles de la Constitution visés à l'article 1er. Le délai prend cours à la date de la notification de l'arrêt rendu par la Cour au Premier Ministre et aux présidents des assemblées législatives et des Exécutifs".

L'application de cette disposition pourra donner lieu à des difficultés en raison de la détermination imprécise du point de départ du délai dans l'hypothèse où les notifications aux diverses autorités de l'Etat, de la Région ou de la Communauté, interviendraient à des dates différentes. Ainsi le délai accordé à un Exécutif prendra-t-il cours dès la notification de l'arrêt à celui-ci ou à partir de la notification au président de la Chambre des Représentants, du Sénat, des Conseils de Communauté et de Région et de l'Assemblée réunie des groupes linguistiques du Conseil de la Région Bruxelles-capitale ? Il semble qu'il faille admettre que le délai courre à partir du moment où l'autorité qui exercera le recours en annulation aura reçu la notification de l'arrêt rendu par la Cour d'arbitrage.

.../...

L'article gagnerait à être scindé en deux nouveaux articles rédigés comme suit :

"Article 3.-

§ 1er. Sans préjudice du paragraphe 2 et de l'article 4, les recours tendant à l'annulation en tout ou en partie d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance ne sont recevables que s'ils sont introduits dans un délai de six mois suivant la publication de la loi, du décret ou de l'ordonnance.

§ 2. Les recours tendant à l'annulation en tout ou en partie d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance par lesquels un traité reçoit l'assentiment, ne sont recevables que s'ils sont introduits dans un délai de soixante jours suivant la publication de la loi, du décret ou de l'ordonnance.

Article 4.-

Un nouveau délai de six mois est ouvert pour l'introduction d'un recours en annulation contre une loi, un décret ou une ordonnance par le Conseil des ministres ou par l'Exécutif d'une Communauté ou d'une Région, lorsque :

1° un recours est exercé contre une norme qui a le même objet et qui a été prise par un législateur autre que celui qui a adopté la loi, le décret ou l'ordonnance. Le délai prend cours à la date de la publication de la mention visée à l'article 76;

.../...

2° la Cour, statuant sur une question préjudicielle, a déclaré que cette loi, ce décret ou cette ordonnance viole une des règles ou un des articles de la Constitution visés à l'article 1er. Le délai prend cours à la date de la notification de l'arrêt rendu par la Cour au Premier Ministre et aux présidents des assemblées législatives et des Exécutifs;

3° la Cour a annulé une norme qui avait, en tout ou en partie, le même objet et qui avait été prise par un législateur autre que celui qui a adopté la loi, le décret ou l'ordonnance. Le délai prend cours à la date de la notification de l'arrêt rendu par la Cour au Premier Ministre et aux présidents des Exécutifs".

Article 4 (devenant l'article 5).

Il ressort du texte en projet qu'un avocat n'a pas qualité pour signer le recours en annulation formé par le Conseil des ministres, par un Exécutif ou par le président d'une assemblée législative. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle la requête introduite par l'une de ces autorités ne pourrait pas être signée par un avocat.

Sous réserve de l'observation qui précède, le texte suivant est proposé :

"Article 5.-

La Cour est saisie d'un recours en annulation par une requête signée, selon le cas, par le Premier Ministre, par un membre de l'Exécutif que celui-ci désigne, par le président d'une assemblée législative ou par la personne justifiant d'un intérêt ou son avocat".

.../...

Article 6 (nouveau).

Le nouvel article 5 devrait être suivi d'un article 6 qui correspondrait à l'article 4 de la loi du 28 juin 1983 :

"Article 6.-
La requête est datée. Elle indique l'objet du recours et contient un exposé des faits et moyens".

Article 5 (devenant l'article 7).

L'article 5, complété par un alinéa 3, deviendrait l'article 7 nouveau, rédigé comme suit :

"Article 7.-
La partie requérante joint à sa requête une copie de la loi, du décret ou de l'ordonnance qui fait l'objet du recours et, le cas échéant, de ses annexes.

Si le recours est introduit par le Conseil des ministres, par l'Exécutif d'une Communauté ou d'une Région ou par le président d'une assemblée législative, la partie requérante joint en outre à sa requête une copie certifiée conforme de la délibération par laquelle elle a décidé d'intenter le recours.

Lorque le recours est introduit par une personne morale, la partie requérante joint en outre à sa requête une copie certifiée conforme de ses statuts, si elle en a, et de la délibération par laquelle elle a décidé d'intenter le recours".

.../...

Article 6 (devenant l'article 8).

L'alinéa 2 de l'article en projet permet à la Cour d'arbitrage d'indiquer dans quelle mesure les effets des dispositions normatives qu'elle annule sont définitifs.

La Cour ne peut statuer que par voie de disposition générale, et non par des mesures individuelles.

Le texte suivant est proposé :

"Article 8.-

Si le recours est fondé, la Cour d'arbitrage annule, en tout ou en partie, la loi, le décret ou l'ordonnance qui fait l'objet du recours.

Si la Cour l'estime nécessaire, elle indique par voie de disposition générale ceux des effets des dispositions annulées qui doivent être considérés comme définitifs ou maintenus provisoirement pour le délai qu'elle détermine".

+

+ +

Il est suggéré de faire suivre le nouvel article 8 par une section 2 intitulée "Des effets des arrêts d'annulation". Cette section comprendrait l'article 7 de la loi du 28 juin 1983 qui devrait être adapté aux nouvelles compétences de la Cour d'arbitrage, et les dispositions de la loi du 10 mai 1985 modifiées par les articles 49 à 55 du projet de loi.

Article 9 (nouveau).

1. Cet article correspondrait à l'article 7 de la loi du 28 juin 1983 et concernerait l'autorité de la chose jugée des arrêts de la Cour d'arbitrage. La formu-

lation de cet article 7 a donné lieu à des commentaires sur lesquels le Conseil d'Etat attire l'attention du Gouvernement et des Chambres législatives. Alors que les arrêts d'annulation ont "autorité absolue de chose jugée à partir de leur publication au Moniteur belge", les arrêts portant rejet des recours en annulation sont "obligatoires pour les juridictions en ce qui concerne la question de compétence tranchée par ces arrêts". Le caractère obligatoire de ces arrêts s'étend aussi à d'autres autorités, telles que celles "qui sont chargées de l'exécution et de l'application des lois ou décrets en question", au point qu'il a été dit que "l'arrêt de rejet qui tranche une question de compétence possède, en réalité, une autorité absolue qui s'impose erga omnes" (1).

2. Sous réserve de l'observation précédente, et dans la mesure où il reprendrait l'article 7 de la loi du 28 juin 1983, l'article 9 devrait être rédigé comme suit :

"Article 9.-

§ 1er. Les arrêts d'annulation rendus par la Cour d'arbitrage ont autorité absolue de la chose jugée à partir de leur publication au Moniteur belge.

.../...

(1) R. ANDERSEN, F. DELPEREE, B. JADOT, Y. LEJEUNE, A. RASSON-ROLAND, M.-F. RIGAUX, H. SIMONART, F. TULKENS, J. VAN COMPERNOLLE : La Cour d'arbitrage - Actualité et perspectives - Bruylant, 1988, pp. 180 et 181.
En outre, sur le même sujet : E. KRINGS, Propos sur les effets des arrêts rendus par la Cour d'arbitrage, J.T. 1987, p. 630 à 632.

§ 2. Les arrêts rendus par la Cour d'arbitrage portant rejet des recours en annulation sont obligatoires pour les juridictions en ce qui concerne les questions de droit tranchées par ces arrêts".

Articles 10 à 19 (nouveaux).

1. Les nouveaux articles 10 à 19 correspondent aux articles 1er à 10 de la loi du 10 mai 1985, modifiés par la loi en projet.

2. Une difficulté existe en ce qui concerne les articles 7 et 8 de la loi du 10 mai 1985 qui modifient le Code judiciaire et l'article 9 de la même loi qui insère un article 31bis dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat. En effet, il n'est pas souhaitable que ces trois articles contenus dans des lois adoptées à la majorité absolue, soient modifiés par une loi votée à la majorité spéciale. Aussi la solution suivante est-elle proposée :

a) l'abrogation, dans l'article 1082, alinéa 2, du Code judiciaire des mots "sauf lorsque le second pourvoi invoque exclusivement l'annulation par la Cour d'arbitrage de la disposition d'une loi ou d'un décret qui a servi de fondement à la disposition entreprise";

b) l'abrogation du titre VIII du livre III et de l'article 1147bis du Code judiciaire, et de l'article 31bis des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, les dispositions abrogeant ces articles étant reportées à la fin de la loi en projet;

.../...

c) l'insertion dans la présente section 2 du titre I, chapitre Ier, de trois articles autonomes contenant la substance des articles 7 à 9 de la loi du 10 mai 1985 modifiés par la loi en projet.

3. A la suite de l'observation précédente, le texte suivant est proposé pour les articles 10 à 19 :

"Article 10.-

Les articles 11 à 19 déterminent les effets de l'annulation des lois, décrets et ordonnances par la Cour d'arbitrage, soit que cette annulation soit pure et simple soit que la Cour en ait restreint, par voie de disposition générale, l'effet rétroactif conformément à l'article 8, alinéa 2.

.../...

Article 11.-
Dans la mesure où elles sont fondées sur une disposition d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance, qui a ensuite été annulée par la Cour d'arbitrage, ou d'un règlement pris en exécution d'une telle norme, d'un tel décret ou d'une telle ordonnance, les décisions rendues par les juridictions répressives et passées en force de chose jugée peuvent être rétractées en tout ou en partie par la juridiction qui les a prononcées.

Article 12.-
Il incombe au ministère public de demander la rétractation.

Le droit de demander la rétractation appartient en outre :

1. au condamné;

2. à celui qui a fait l'objet d'une décision ordonnant la suspension du prononcé de la condamnation;

3. si le condamné ou, le cas échéant, celui qui a fait l'objet d'une décision ordonnant la suspension du prononcé de la condamnation est décédé, si son interdiction a été prononcée ou s'il se trouve en état d'absence déclarée, à son conjoint, à ses descendants, à ses ascendants, à ses frères et soeurs;

4. à la partie déclarée civilement responsable pour le condamné ou, le cas échéant, celui qui a fait l'objet d'une décision ordonnant la suspension du prononcé de la condamnation.

.../...

Article 13.-

§ 1er. La juridiction compétente est saisie, soit par le réquisitoire du ministère public, soit par une requête spécifiant la cause de la rétractation.

A peine de nullité, la demande est formée dans les six mois à dater de la publication de l'arrêt de la Cour d'arbitrage au Moniteur belge.

§ 2. Sur le vu du réquisitoire ou de la requête, la juridiction saisie, si le condamné est décédé, absent ou interdit, nomme un curateur à sa défense, lequel le représentera dans la procédure en rétractation.

§ 3. Le ministère public fait signifier la requête à toutes les parties en cause dans la décision entreprise. La signification contient citation à comparaître devant la juridiction qui a rendu la décision entreprise et reproduit le texte des articles 11 à 13 de la présente loi.

La décision par laquelle il est statué définitivement sur la rétractation est réputée contradictoire à l'égard de la partie civile régulièrement citée, même si celle-ci n'est pas intervenue avant la clôture des débats dans l'instance en rétractation.

§ 4. Le dossier sur le fondement duquel la décision a été rendue est mis à la disposition des parties pendant un délai de quinze jours au moins.

.../...

§ 5. La juridiction saisie peut, si le condamné est détenu en vertu de la décision dont la rétractation est demandée, ordonner sa mise en liberté provisoire, selon la procédure prévue à l'article 7, alinéas 2, 3 et 4, de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive.

Elle peut également, si les moyens invoqués paraissent sérieux et de nature à justifier la rétractation demandée, ordonner qu'il sera sursis à toute mesure d'exécution ou d'application de la décision susceptible d'être rétractée.

§ 6. Le juge peut, à la demande d'une personne visée à l'article 12, 2° à 5°, ordonner que sa décision de rétractation soit publiée par extrait dans un journal qu'il désigne.

§ 7. Les frais de la procédure sont à charge de l'Etat.

Article 14.-

§ 1er. Dans les limites où elle est prononcée, la rétractation rend non avenues les condamnations pénales fondées sur une loi, un décret ou une ordonnance ou sur un règlement pris en exécution d'une telle loi, d'un tel décret ou d'une telle ordonnance, ainsi que les décisions de suspension du prononcé de telles condamnations.

.../...

§ 2. Lorsque par la décision entreprise, il n'a été prononcé qu'une seule peine du chef de plusieurs infractions, dont l'une au moins était une infraction à une disposition non annulée, le juge peut, sur les réquisitions du ministère public et pourvu que l'action publique ne soit pas prescrite, soit maintenir intégralement la condamnation, soit diminuer la peine, soit suspendre le prononcé de la condamnation, soit prononcer un jugement d'acquittement.

§ 3. Si les faits qui ont donné lieu au jugement rétracté demeurent punissables en vertu de dispositions redevenues applicables par l'effet de l'annulation, le juge saisi de la demande de rétractation peut, sur les réquisitions du ministère public et pourvu que l'action publique ne soit pas prescrite, prononcer de nouvelles condamnations, sans toutefois qu'il puisse s'ensuivre une aggravation des peines.

§ 4. Le juge ordonne le remboursement de l'amende perçue indûment, augmentée des intérêts légaux depuis la perception.

L'article 28 de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive est applicable au condamné qui a été détenu indûment en exécution du jugement rétracté.

§ 5. Si, par suite de la rétractation, le juge a cessé d'être compétent pour statuer sur l'action civile, il renvoie celle-ci devant le juge compétent. Les articles 660 à 663 du Code judiciaire et l'article 17, §§ 1er et 2, de la présente loi sont applicables à ce renvoi.

.../...

Article 15.-

Sont susceptibles de rétractation, conformément aux articles 11 à 14, les décisions ordonnant l'internement des inculpés et accusés en état de démence, de déséquilibre mental ou de débilité mentale, prononcées en vertu de la loi de défense sociale, à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude.

Article 16.-

Par dérogation à l'article 1082, alinéa 2, du Code judiciaire, un second pourvoi en cassation peut être formé lorsqu'il invoque exclusivement l'annulation par la Cour d'arbitrage d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance qui a servi de fondement à la décision entreprise, ou d'un règlement pris en exécution d'une telle norme.

Article 17.-

§ 1er. Dans la mesure où elles sont fondées sur une disposition d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance, qui a ensuite été annulée par la Cour d'arbitrage, ou d'un règlement pris en exécution d'une telle norme, les décisions passées en force de chose jugée rendues par les juridictions civiles peuvent être rétractées en tout ou en partie, à la demande de ceux qui y auront été parties ou dûment appelés.

.../...

§ 2. Dans les limites de la rétractation, le juge peut rendre une décision nouvelle en se fondant sur une autre cause ou sur une qualification juridique différente d'un fait ou d'un acte invoqué à l'appui de la décision entreprise.

§ 3. La demande en rétractation est portée devant la juridiction qui a rendu la décision entreprise et est introduite par une citation contenant l'énoncé des moyens, et signifiée à toutes les parties en cause dans la décision entreprise, le tout à peine de nullité.

§ 4. A peine de déchéance, la demande est formée dans les six mois à dater de la publication de l'arrêt de la Cour d'arbitrage au Moniteur belge.

Article 18.-

Dans la mesure où un arrêt du Conseil d'Etat est fondé sur une disposition d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance, qui a ensuite été annulée par la Cour d'arbitrage, ou d'un règlement pris en exécution d'une telle norme, cet arrêt peut être rétracté en tout ou en partie.

Le délai du recours est de six mois à dater de la publication de l'arrêt de la Cour d'arbitrage au Moniteur belge.

.../...

Article 19.-

Nonobstant l'écoulement des délais prévus par les lois et règlements particuliers, les actes et règlements des diverses autorités administratives ainsi que les décisions des juridictions autres que celles visées à l'article 17 de la présente loi, peuvent, s'ils sont fondés sur une disposition d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance qui a été ensuite annulée par la Cour d'arbitrage ou d'un règlement pris en exécution d'une telle norme, faire selon le cas, l'objet des recours administratifs ou juridictionnels organisés à leur encontre dans les six mois à dater de la publication de l'arrêt de la Cour d'arbitrage au Moniteur belge".

Articles 7, 8 et 9
(devenant les articles 20, 21 et 24).

1. Les articles 7, 8 et 9 du projet de loi qui deviendraient les articles 20, 21 et 24, auxquels s'adjoindraient les articles 10, 11, 13 et 14 de la loi du 28 juin 1983, comme articles 22, 23, 25 et 26 nouveaux, devraient être précédés de l'intitulé "Section 3. De la suspension".

2. Le délai d'un mois dans lequel la Cour d'arbitrage doit statuer sur la demande de suspension peut s'avérer trop court dans certains cas, comme, par exemple, pendant les vacances judiciaires. Il est vrai qu'il ne s'agit que d'un délai d'ordre, aucun effet juridique n'étant attaché au dépassement de ce délai.

Il en est de même pour l'article 26 nouveau.

3. Les textes suivants sont proposés :

"Article 20.-

A la demande de la partie requérante, la Cour peut, par une décision motivée, suspendre en tout ou en partie la loi, le décret ou l'ordonnance qui fait l'objet d'un recours en annulation.

Article 21.-

La suspension ne peut être décidée que si des moyens sérieux sont invoqués et à la condition que l'exécution immédiate de la loi, du décret ou de l'ordonnance faisant l'objet du recours risque de causer un préjudice grave difficilement réparable.

.../...

Article 22.-

La demande de suspension est formée dans la requête en annulation ou par un acte distinct, signé conformément à l'article 5, et joint à la requête ou introduit en cours d'instance.

Article 23.-

La demande contient un exposé des faits de nature à établir que l'application immédiate de la norme attaquée risque de causer un préjudice grave difficilement réparable.

Lorsqu'elle est introduite par un acte distinct, la demande est datée et elle indique la norme qui fait l'objet du recours en annulation.

Article 24.-

Sans préjudice des dispositions des articles 72 à 75, la Cour statue dans un délai d'un mois sur la demande par un arrêt motivé, les parties entendues.

Article 25.-

L'arrêt ordonnant la suspension est rédigé en français, en néerlandais et en allemand. A la requête du greffier, il est publié au Moniteur belge dans les cinq jours de la prononciation.

Il a effet à dater de sa publication.

.../...

Article 26.-

La Cour rend son arrêt sur la demande principale dans les trois mois de la prononciation de l'arrêt ordonnant la suspension. Ce délai ne peut être prorogé.

Si l'arrêt sur la demande principale n'est pas rendu dans ce délai, la suspension cesse immédiatement ses effets".

Article 10 (devenant l'article 27).

1. L'article 10 du projet, qui deviendrait l'article 27, devrait être précédé de l'intitulé suivant : "Chapitre II. Des questions préjudicielles".

2. Le paragraphe 2, en projet, est rédigé comme suit :

"§ 2. Lorsqu'une telle question est soulevée devant une juridiction, celle-ci doit demander à la Cour d'arbitrage de statuer sur cette question.

Toutefois, la juridiction dont la décision est susceptible, selon le cas, d'appel, d'opposition ou d'un pourvoi en cassation, n'y est pas tenue :

a) lorsque la Cour a déjà statué sur une question ou un recours ayant le même objet;

b) lorsque l'action est irrecevable pour des motifs de procédure tirés de normes ne faisant pas elles-mêmes l'objet de la demande de question préjudicielle;

c) lorsqu'elle estime que la réponse à la question préjudicielle n'est pas nécessaire pour rendre sa décision, ou qu'elle juge que la loi, le décret ou la règle visée à l'article 26bis de la Constitution viole manifestement ou ne viole manifestement pas une règle ou un article de la Constitution visés au § 1er".

.../...

Ce paragraphe pose les problèmes suivants :

A. L'article 107ter ancien de la Constitution ne disposait rien quant à la compétence de la Cour d'arbitrage : il abandonnait cette matière au législateur ordinaire, tant en ce qui concerne le recours direct que les questions préjudicielles.

La loi du 28 juin 1983 a dès lors pu disposer en son article 15, § 2 :

"§ 2. Lorsqu'une telle question est soulevée devant une juridiction, celle-ci doit demander à la Cour d'arbitrage de statuer sur cette question.

Toutefois, elle n'y est pas tenue :

a) lorsque la Cour a déjà statué sur une question ou sur un recours ayant le même objet;

b) lorsque l'action est irrecevable pour des motifs de procédure tirés de normes ne faisant pas elles-mêmes l'objet de la demande de question préjudicielle;

c) lorsqu'elle estime que la réponse à la question préjudicielle n'est pas nécessaire pour rendre sa décision".

Il ressortait de là une obligation de principe pour toute juridiction, sauf dans les cas où la question était déjà résolue par la Cour et dans les cas où le procès pouvait être jugé sans avoir à statuer sur la question.

.../...

Aux termes de l'article 107ter, § 2, alinéa 3 nouveau, "la Cour peut être saisie ... à titre préjudiciel, par toute juridiction". A l'obligation prescrite par la loi du 28 juin 1983, la Constitution paraît ainsi substituer une simple faculté.

Le projet initial soumis par le Gouvernement était plus contraignant. Il disposait : "La Cour est saisie ... par une juridiction à titre préjudiciel". Mais la note explicative commentait ce texte de la manière suivante :

> "En vue d'une plus grande efficacité de la Cour d'arbitrage par le biais des questions préjudicielles, la loi d'exécution disposera que la juridiction qui estime que la réponse à la question préjudicielle soulevée devant elle n'est pas nécessaire pour rendre sa décision (actuellement l'article 15, § 2, alinéa 2, c), de la loi du 28 juin 1983), doit motiver sa décision, et que son refus est susceptible d'un recours, même distinct (modification de l'article 18, alinéa 2, de l'actuelle loi du 28 juin 1983)" (1).

Le texte gouvernemental et le commentaire dont il était assorti ont suscité des inquiétudes au sein de la Commission sénatoriale, qui y a discerné le risque d'un encombrement de la Cour en raison de l'extension des compétences de celle-ci et d'un allongement des procédures en raison de la faculté de recourir contre la décision juridictionnelle qui aura refusé de poser la question (2). Le texte a été modifié par la Commission sans que celle-ci s'en expliquât (3). Mais en séance publique, le Vice-Premier Ministre Dehaene a déclaré : "Il est clair que lorsqu'une question préjudicielle est soulevée devant les cours et tribunaux, ces juridictions ont l'obligation de poser cette question. Le mot "peut" a malencontreusement été utilisé dans l'exposé des motifs. Toutefois,

---

.../...

(1) Documents parlementaires, Sénat, session extraordinaire 1988, n° 100-3/1°, p. 3.
(2) Documents parlementaires, Sénat, session extraordinaire 1988, n° 100-3/2°, p. 3.
(3) Ibidem, p. 17.

il est des cas où, dans les limites de la loi, le tribunal peut décider de ne pas poser cette question" (1). Plus tard, M. le Sénateur Arts, soucieux d'éviter des procédures préjudicielles dilatoires, a estimé que lorsqu'il est clair et évident (klaar en duidelijk) que le moyen n'est pas fondé, le juge doit pouvoir refuser de poser la question préjudicielle (2). M. le Sénateur Cerexhe, tirant ensuite argument de la note explicative du Gouvernement, s'est demandé s'il n'y avait pas lieu d'en revenir au renvoi préjudiciel obligatoire pour la Cour de cassation et pour le Conseil d'Etat, dont les arrêts ne sont pas susceptibles de recours, tout en réservant le cas de l'acte clair mais en soulignant que cette notion est "interprétée par la Cour de justice des Communautés européennes de façon extrêmement restrictive" (3). En réponse à toutes ces observations, le Vice-Premier Ministre Dehaene a répondu : "La loi actuelle ... contient le principe - qui ne me semble pas devoir être motivé - selon lequel les cours et tribunaux sont tenus de poser la question préjudicielle, les trois exceptions prévues dans la loi étant fort restrictives"; il a ensuite annoncé les dispositions qui figurent à l'article 12 du projet (4).

Il semble ressortir de là que le mot "peut", en tant qu'il s'applique aux questions préjudicielles à poser par les juridictions, n'ait pas été utilisé dans l'intention de modifier substantiellement l'obligation que l'article 15, § 2, de la loi du 28 juin 1983 impose actuellement aux juridictions (5).

.../...

(1) Annales Sénat, 14 juin 1988, p. 511.

(2) Annales Sénat, 16 juin 1988, p. 632.

(3) Annales Sénat, 16 juin 1988, p. 637.

(4) Ibidem, p. 644.

(5) Les travaux de la Chambre des Représentants n'ont rien précisé à ce sujet.

B. A l'article 15, § 2, de la loi du 28 juin 1983, le projet se borne à ajouter un cas où le renvoi n'est pas obligatoire. C'est celui où la juridiction juge que la norme viole manifestement ou ne viole manifestement pas une règle ou un article de la Constitution qu'il appartient à la Cour de faire respecter. C'est une référence à la théorie de l'acte clair. L'exposé des motifs ne s'en cache pas et s'en explique en observant que le texte actuel ne l'admet pas, mais qu'il y a lieu d'en faire application désormais pour éviter "une surcharge à la Cour d'arbitrage". Et de se référer aux sources d'inspiration que sont les dispositions régissant le renvoi à la Cour Benelux ou à la Cour de justice des Communautés européennes.

Selon le deuxième alinéa du paragraphe 2 du texte en projet, le caractère facultatif du renvoi ne concerne que les juridictions dont la décision est susceptible soit d'appel, soit d'opposition, soit d'un pourvoi en cassation. Selon l'exposé des motifs, on s'aligne ainsi sur les dispositions du traité Benelux ou du traité C.E.E. dont on s'inspire.

On doit cependant se demander si l'on ne va pas plus loin. Il ressort en effet du texte que la Cour de cassation et le Conseil d'Etat, pour appeler par leur nom ce que l'exposé des motifs définit comme étant "les juridictions siégeant en dernière instance", devront toujours en référer à la Cour d'arbitrage lorsqu'une question entrant dans la catégorie des questions préjudicielles sera soulevée devant eux. Peu importe que la Cour d'arbitrage ait déjà statué sur une question ou sur un recours ayant le même objet (a), ou que l'action soit irrecevable pour des motifs de procédure tirés de normes ne faisant pas par elles-mêmes l'objet de question préjudicielle (b), ou que la réponse à la question préjudicielle ne soit pas nécessaire pour rendre la décision (c) ou que la réponse dans un sens ou dans l'autre soit manifeste (c).

.../...

Manifestement, le projet entend mettre un terme à certaines réticences apparentes ou éventuelles des juridictions suprêmes à saisir la Cour d'arbitrage. L'exposé des motifs explique l'obligation nouvelle imposée aux juridictions suprêmes par un souci de "recherche d'une protection juridique aussi large que possible qui est à présent renforcée par l'extension des du (sic) contrôle (verruiming van de toetsingscriteria) aux articles 6, 6bis et 17 de la Constitution". Le Gouvernement ne craint pas la surcharge de la Cour d'arbitrage en raison de la "procédure de filtrage" instaurée par l'article 27 du projet.

D'une part, en ce qui concerne l'obligation faite à la Cour de cassation et au Conseil d'Etat, de poser une question préjudicielle à la Cour d'arbitrage dès lors qu'une telle question est soulevée devant ces juridictions, il y a lieu d'observer qu'il n'y a aucun motif de leur imposer le recours à la question préjudicielle alors que l'action est irrecevable (§ 2, alinéa 2, b)) ou que la réponse à cette question n'est pas nécessaire pour rendre la décision (§ 2, alinéa 2, c) - ainsi par exemple lorsqu'un acte d'une autorité administrative peut faire l'objet d'une annulation aussi étendue sur base d'un autre moyen invoqué devant le Conseil d'Etat - ou encore que la Cour d'arbitrage a déjà statué sur une question ou un recours ayant le même objet (§ 2, alinéa 2, a).

.../...

D'autre part, pour ce qui a trait à la règle du paragraphe 2, alinéa 2, c) in fine, selon laquelle les juridictions autres que la Cour de cassation ou le Conseil d'Etat, ne doivent pas poser de question préjudicielle à la Cour d'arbitrage lorsqu'elles jugent "que la loi, le décret ou la règle visée à l'article 26bis de la Constitution viole manifestement ou ne viole manifestement pas une règle ou un article de la Constitution visés au § 1er", il convient de souligner que la loi en projet admet ainsi que les juridictions contrôlent la constitutionnalité d'une norme législative et, au besoin, ne l'appliquent pas au cas d'espèce. Ce faisant, cette règle va à l'encontre de l'article 107ter, § 2, alinéa 2, de la Constitution qui réserve en exclusivité à la Cour d'arbitrage la compétence du contrôle de la constitutionnalité des lois, des décrets et des ordonnances dans les conditions que cet article définit.

La règle contenue au paragraphe 2, alinéa 2, c) in fine est donc inconstitutionnelle et doit être omise.

3. L'article 27 nouveau devrait être rédigé comme suit :

"Article 27.-

§ 1er. La Cour statue, à titre préjudiciel, dans les cas où elle aurait pu être saisie d'un recours en annulation.

§ 2. Lorsqu'une telle question est soulevée devant une juridiction, celle-ci doit demander à la Cour d'arbitrage de statuer sur cette question.

.../...

Toutefois, elle n'y est pas tenue :

a) lorsque la Cour a déjà statué sur une question ou sur un recours ayant le même objet;

b) lorsque l'action est irrecevable pour des motifs de procédure tirés de normes ne faisant pas elles-mêmes l'objet de la demande de question préjudicielle;

c) lorsqu'elle estime que la réponse à la question préjudicielle n'est pas nécessaire pour rendre sa décision".

Article 11 (devenant l'article 28).

Le texte suivant est proposé :

"Article 28.-

§ 1er. La Cour est saisie des questions préjudicielles par la transmission d'une expédition de la décision de renvoi, signée par le président et par le greffier de la juridiction.

§ 2. La décision de renvoi indique les dispositions de la loi, du décret ou de l'ordonnance qui font l'objet de la question; le cas échéant, elle précise, en outre, les articles pertinents de la Constitution ou des lois spéciales. Toutefois, la Cour d'arbitrage peut reformuler la question préjudicielle posée".

Article 29 (nouveau).

L'article 17 de la loi du 28 juin 1983 qui deviendrait l'article 29 nouveau, serait rédigé comme suit :

.../...

"Article 29.-

La juridiction qui a posé la question préjudicielle ainsi que toutes autres juridictions appelées à statuer dans la même affaire, sont tenues, pour la solution du litige à l'occasion duquel ont été posées les questions visées à l'article 27, de se conformer à l'arrêt rendu par la Cour d'arbitrage".

Article 12 (devenant l'article 30).

Il est suggéré de compléter le paragraphe 2 afin de viser les cas dans lesquels le Conseil d'Etat est juge de cassation administrative.

Le texte suivant est proposé :

"Article 30.-

§ 1er. En tant qu'elle pose une question préjudicielle à la Cour d'arbitrage, la décision d'une juridiction n'est susceptible d'aucun recours.

§ 2. La décision par laquelle une juridiction refuse de poser une question préjudicielle doit indiquer les motifs de refus. Une telle décision est susceptible, le cas échéant, d'appel, d'opposition, d'un pourvoi en cassation ou d'un recours en annulation".

.../...

Article 31 (nouveau).

L'article 31 nouveau reprendrait l'article 19 de la loi du 28 juin 1983 dans les termes suivants :

"Article 31.-

La décision de poser une question préjudicielle à la Cour d'arbitrage suspend la procédure et les délais de procédure et de prescription depuis la date de cette décision jusqu'à celle à laquelle l'arrêt de la Cour d'arbitrage est notifié aux parties et à la juridiction qui a posé la question préjudicielle".

Article 13 (devenant l'article 32).

1. Selon la deuxième phrase de l'article en projet, le greffe de la juridiction qui pose la question préjudicielle "indique que cette notification (de la décision aux parties) fait courir le délai visé à l'article 69", c'est-à-dire le délai pour déposer des mémoires devant la Cour d'arbitrage.

Il n'est pas normal qu'un délai dans lequel des actes de procédure peuvent être faits devant la Cour d'arbitrage, dépende d'une notification faite par le greffe d'une autre juridiction. Aussi est-il souhaitable que ce soit le greffe de la Cour d'arbitrage qui fasse cette notification aux parties afin que le délai pour le dépôt des mémoires ait un point de départ certain et connu de la Cour elle-même.

.../...

2. L'article 29 du projet de loi remplace l'article 60 de la loi du 28 juin 1983 et prévoit que le greffier de la Cour d'arbitrage notifie la décision de renvoi aux parties en cause, "lorsque la décision a été reformulée par la Cour".

Pour répondre à l'observation précédente, il suffirait d'omettre ce dernier membre de phrase dans l'article 29 du projet.

3. Ainsi l'article 13 du projet - devenant l'article 32 - se limiterait à imposer au greffe de la juridiction qui a décidé du renvoi, de notifier cette décision aux parties, et l'article 79 nouveau (qui correspond à l'article 60 de la loi du 28 juin 1983, modifié par l'article 29 du projet de loi) concernerait les notifications faites par le seul greffier de la Cour d'arbitrage, ces notifications faisant courir le délai pour déposer les mémoires.

4. Le texte suivant est proposé pour l'article 32 nouveau :

"Article 32.-

Le greffe de la juridiction qui a rendu la décision de renvoi, notifie cette décision aux parties".

.../...

Articles 14 à 19 (devenant les articles 33 à 35).

1. A la suite de l'article 32 nouveau, devraient venir le "Titre II - De l'organisation de la Cour d'arbitrage" et le "Chapitre Ier - Des juges de la Cour d'arbitrage", tel que cet intitulé est modifié par l'article 14 du projet de loi.

2. Dans ce chapitre Ier, devraient figurer l'article 21 de la loi du 28 juin 1983 et, dans la mesure où il concerne les juges, l'article 5 de la loi du 2 février 1984 repris par l'article 19 du projet. Ces dispositions formeraient les articles 33 à 35 nouveaux.

3. Les textes suivants sont proposés :

"Article 33.-

La Cour d'arbitrage est composée de douze juges : six juges d'expression française qui forment le groupe linguistique français de la Cour et six juges d'expression néerlandaise qui forment le groupe linguistique néerlandais de la Cour.

La qualité de juge d'expression française ou juge d'expression néerlandaise de la Cour d'arbitrage est déterminée en ce qui concerne les juges visés à l'article 36, § 1er, 1°, par la langue du diplôme et, en ce qui concerne les juges visés à l'article 36, § 1er, 2°, par le groupe linguistique parlementaire dont ils faisaient partie en dernier lieu.

.../...

Article 34.-

Les juges sont nommés à vie par le Roi sur une liste double présentée par le Sénat. Celle-ci est adoptée à la majorité des deux tiers des suffrages des membres présents.

Il ne peut être procédé aux présentations qu'après que la place est devenue vacante et quinze jours au moins après la publication de la vacance au Moniteur belge. Cette publication pourra avoir lieu au plus tôt trois mois avant la vacance.

Chaque présentation fait l'objet d'une publication au Moniteur belge; la nomination ne peut intervenir au plus tôt que quinze jours après celle-ci.

Article 35.-

Les juges d'expression française et les juges d'expression néerlandaise de la Cour d'arbitrage choisissent, chacun en ce qui les concerne, en leur sein, un président d'expression française et un président d'expression néerlandaise".

Article 36 (nouveau).

L'article 36 nouveau correspondrait à l'article 22 de la loi du 28 juin 1983 :

"Article 36.-

§ 1er. Pour pouvoir être nommé juge de la Cour d'arbitrage, le candidat doit être âgé de quarante ans accomplis et satisfaire à l'une des conditions suivantes :

.../...

1° avoir, en Belgique et pendant au moins cinq ans, occupé la fonction :

a) soit de conseiller, de procureur général, de premier avocat général ou d'avocat général à la Cour de cassation;

b) soit de conseiller d'Etat ou d'auditeur général, d'auditeur général adjoint ou de premier auditeur ou de premier référendaire au Conseil d'Etat;

c) soit de référendaire à la Cour d'arbitrage;

d) soit de professeur ordinaire, de professeur extraordinaire, de professeur ou de professeur associé de droit dans une université belge.

2° avoir, pendant au moins huit ans, été membre du Sénat ou de la Chambre des Représentants.

§ 2. La Cour compte, parmi ses juges d'expression française comme parmi ses juges d'expression néerlandaise, autant de juges répondant aux conditions fixées au § 1er, 1°, que de juges répondant à la condition fixée au § 1er, 2°.

Parmi les juges qui répondent aux conditions fixées au § 1er, 1°, un juge au moins doit satisfaire à la condition visée au a), un juge au moins doit satisfaire à la condition visée au b), et un juge au moins doit satisfaire à la condition visée au d).

.../...

§ 3. Un candidat dont la présentation est fondée sur les conditions fixées au § 1er, 1°, ne peut être présenté en vertu de la condition fixée au § 1er, 2°.

Un candidat dont la présentation est fondée sur la condition fixée au § 1er, 2°, ne peut être présenté en vertu des conditions fixées au § 1er, 1°.

§ 4. Un juge, au moins, comptant parmi les juges qui répondent aux conditions fixées au § 1er, 1°, doit justifier de la connaissance suffisante de l'allemand. Le Roi détermine le mode de justification de la connaissance de l'allemand".

Article 15 (devenant l'article 37).

1. L'article 37 nouveau devrait être précédé de l'intitulé suivant :

"CHAPITRE II - DES REFERENDAIRES".

2. Le texte serait rédigé comme suit :

"Article 37.-

La Cour d'arbitrage est assistée par quatorze référendaires au maximum, dont la moitié sont d'expression française et l'autre d'expression néerlandaise, selon la langue du diplôme et qui ont justifié d'une connaissance suffisante de la seconde langue nationale devant un jury constitué par le Secrétaire permanent au recrutement.

.../...

Un référendaire d'expression française et un référendaire d'expression néerlandaise, au moins, doivent justifier de la connaissance suffisante de l'allemand, devant un jury constitué par le Secrétaire permanent au recrutement".

Articles 16 et 17 (devenant les articles 38 à 41).

Par souci de clarté, il est suggéré de scinder les articles 16 et 17 et d'en faire quatre nouveaux articles, ainsi qu'il suit :

"Article 38.-

Nul ne peut être nommé référendaire s'il n'est âgé de vingt-cinq ans et s'il n'est docteur ou licencié en droit.

L'article 34, alinéa 2, est applicable à la nomination des référendaires.

Article 39.-

Les candidats sont classés, en vue de leur nomination, lors d'un concours dont la Cour fixe les conditions et constitue le jury.

Le jury est composé pour moitié de juges et pour moitié de personnes extérieures à l'institution, dans le respect de la parité linguistique.

La durée de validité du concours est de trois ans.

Le concours est, quant à ses effets, assimilé aux concours donnant, dans l'administration de l'Etat et dans les organismes d'intérêt public, accès aux fonctions de secrétaire d'administration-juriste.

.../...

Article 40.-

Les référendaires sont nommés par la Cour pour un stage de trois ans selon le classement du concours prévu à l'article 39.

Au terme de ces trois ans, la nomination devient définitive sauf décision contraire prise par la Cour durant la troisième année du stage.

Article 41.-

Les fonctions de référendaire à la Cour d'arbitrage sont assimilées aux fonctions judiciaires pour ce qui concerne les conditions de nomination prévues aux articles 70 et 71 des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973 et aux articles 187 et suivants du Code judiciaire.

Les années prestées en tant que référendaire à la Cour d'arbitrage entrent en ligne de compte pour le calcul de l'ancienneté dans toute fonction administrative, judiciaire ou dans une fonction au Conseil d'Etat, que les référendaires pourraient exercer par la suite".

Article 42 (nouveau).

A la suite de l'article 41 nouveau, devrait être introduit un "CHAPITRE III - DES GREFFIERS".

Il commencerait par l'article 42 qui reprendrait l'article 26 de la loi du 28 juin 1983 moyennant deux modifications :

.../...

- d'une part, il est inutile de préciser que les greffiers sont d'un rôle linguistique différent puisque l'un a dû être présenté par un groupe linguistique de la Cour d'arbitrage et l'autre par l'autre groupe linguistique et que c'est la présentation par le groupe linguistique qui détermine le rôle linguistique du greffier;

- d'autre part, le nouveau texte devrait tenir compte de l'article 19 du projet de loi.

L'article 42 nouveau serait rédigé comme suit :

"Article 42.-

§ 1er. Le Roi nomme deux greffiers sur deux listes comprenant chacune deux candidats et présentées, l'une par le groupe linguistique français et l'autre par le groupe linguistique néerlandais de la Cour d'arbitrage.

L'article 34, alinéas 2 et 3, est applicable à ces présentations.

§ 2. Le rôle linguistique d'un greffier est déterminé par sa présentation par le groupe linguistique correspondant de la Cour d'arbitrage".

Article 18 (devenant l'article 43).

L'article 18 du projet de loi deviendrait l'article 43 nouveau. On relève qu'aucun des greffiers ne doit justifier d'une connaissance, fût-elle élémentaire, de la langue allemande. La loi du 28 juin 1983 n'est pas modifiée sur ce point.

Le texte suivant est proposé :

.../...

"Article 43.-

Pour pouvoir être nommé greffier à la Cour d'arbitrage, le candidat doit être âgé de trente-cinq ans accomplis, être docteur ou licencié en droit et avoir pendant au moins un an exercé la fonction de greffier au Conseil d'Etat, dans une cour ou dans un tribunal.

En outre, le candidat d'expression française doit justifier d'une connaissance suffisante du néerlandais et le candidat d'expression néerlandaise doit justifier d'une connaissance suffisante du français, selon les modalités prévues à l'article 53, § 4, alinéa 2, de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire".

Article 19.

Le contenu de cet article a été repris dans les articles 34, 38 et 42 nouveaux.

Article 20 (devenant l'article 44).

1. L'article 43 nouveau devrait être suivi d'un chapitre IV intitulé : "DU PERSONNEL ADMINISTRATIF".

2. L'article 20 du projet, éventuellement complété par une règle reprise de l'article 43 du projet, deviendrait l'article 44 nouveau.

Il appelle les observations suivantes :

.../...

A. De l'exposé des motifs relatif à l'alinéa 3, il ressort que c'est seulement pour le bon fonctionnement des services de la Cour que peuvent être accordées des dérogations au statut des agents de l'Etat. Le texte devrait faire ressortir cette précision.

B. Le texte devrait d'autre part préciser si la décision de la Cour doit être une décision de nature réglementaire ou si les dérogations au statut des agents de l'Etat peuvent être individuelles. Il semble ressortir de l'article 43 du projet que c'est la première interprétation qui doit être retenue.

En effet, aux termes de cet article 43, la Cour arrêterait "un règlement du personnel administratif". Or, il ressort de l'article 20 du projet que, "sauf décision contraire de la Cour, le personnel est soumis aux règles légales et statutaires applicables aux agents définitifs de l'Etat". Le "règlement" arrêté par la Cour sur base de l'article 43 du projet serait de ce fait la "décision contraire" de la Cour.

La faculté donnée à la Cour d'arrêter le règlement de son personnel se heurte à l'inconvénient, maintes fois dénoncé par les deux sections du Conseil d'Etat, de confier un pouvoir réglementaire à des autorités sans responsabilité politique **(Voyez notamment l'arrêt WAUTHIER, n° 25.595, du 30 juillet 1985).**

C. Du texte, il ressort que le statut syndical des agents de l'Etat est applicable au personnel de la Cour.

.../...

D. Le texte est muet quant aux recours juridictionnels dont les agents de la Cour peuvent éventuellement disposer. La précision est d'autant plus indispensable que la Cour ne paraît pas être une autorité administrative au sens des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

3. Le texte suivant est proposé pour l'article 44 nouveau :

"Article 44.-

La Cour d'arbitrage dispose d'un personnel propre. Elle fixe le cadre organique et le cadre linguistique du personnel, dans le respect de la parité linguistique par niveau; elle nomme et révoque les membres du personnel.

Le Roi approuve les cadres visés à l'alinéa 1er par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

Sauf décision contraire de la Cour, nécessitée par le bon fonctionnement de ses services et fixée dans un règlement, le personnel est soumis aux règles légales et statutaires applicables aux agents définitifs de l'Etat".

Article 21 (devenant l'article 45).

1. Il semble qu'il faille déduire du premier alinéa que les dispositions du statut des agents de l'Etat relatives aux congés (arrêté royal du 1er juin 1964) ne sont pas applicables au personnel de la Cour.

2. Le texte suivant est proposé :

.../...

"Article 45.-

La Cour décide des délégations, des empêchements et des remplacements, des absences, congés et vacances des membres du personnel administratif, en application de l'article 44.

La Cour peut déléguer tout ou partie de ce pouvoir à une commission du personnel, composée des deux présidents, de deux juges du groupe linguistique français et de deux juges du groupe linguistique néerlandais, désignés par la Cour pour une durée de quatre ans. Ils sont rééligibles".

Articles 22 et 23.

Ces articles concernent les traitements et tendent à modifier les articles 31 et 32 de la loi du 28 juin 1983, notamment en reprenant les dispositions qui ont le même objet dans la loi du 2 février 1984 et dans la proposition de loi de M. Lallemand votée par le Sénat.

Saisie d'une demande d'avis sur un projet de loi, la section de législation a, dans son avis du 27 juillet 1988 déjà cité, observé ce qui suit (1) :

"Les modifications que l'article 2 apporterait à l'article 1er de la loi du 2 février 1984 relative aux traitements des membres, des référendaires et greffiers de la Cour d'arbitrage, à leur présentation et nomination, ainsi qu'aux outrages et violences envers les membres de cette Cour, ont pour seul objet, la détermination du traitement des référendaires.

.../...

(1) Voir notamment le rapport de MM. Lallemand et Leemans, Doc. parl., Sénat, n° 100-3/2° (S.E. 1988), pp. 24 et 25, et le rejet par la Chambre des Représentants de l'amendement n° 65 de MM. Flamand, Cortois et Mahieu (Doc. parl., Chambre, n° 10/107t-457/2-1988, p. 4)".

Cette matière n'appartient pas à celles que le Constituant a entendu réserver à une loi votée à la majorité spéciale. Elle ne concerne aucun des trois objets limitativement énumérés par l'article 107ter, § 2, alinéa 1er, de la Constitution auxquels se réfère l'alinéa 4 du même paragraphe. En outre, la loi précitée du 2 février 1984 a été intentionnellement omise de l'énumération des lois visées par la disposition transitoire figurant sous l'article unique, B, de la révision constitutionnelle du 15 juillet 1988 "(1).

Cet extrait de l'avis n'est pas déterminant quant à son champ d'application, notamment s'il est limité aux référendaires ou s'il concerne l'ensemble de la Cour, à tout le moins les juges et les greffiers. Le renvoi au rapport de MM. Lallemand et Leemans sur la proposition de modification de l'article 107ter, § 2, de la Constitution et la référence au rejet de l'amendement de M. Flamand (lire : Flamant) et consorts par la Chambre des Représentants sont nettement en faveur de la seconde interprétation. En effet, saisie d'un projet d'amendement tendant à maintenir, pendant la période transitoire, les lois des 2 février 1984 et 10 mai 1985, la Commission sénatoriale l'a "partiellement pris en considération", c'est-à-dire adopté; elle a en effet maintenu la loi du 10 mai 1985, non celle du 2 février 1984. Et, en séance publique du Sénat, M. Van den Bossche, Secrétaire d'Etat à l'Education nationale, a clairement confirmé, qu'à la différence de la composition et de la procédure, la question des rémunérations des membres de la Cour ne requiert pas le vote à la majorité spéciale (2).

.../...

(1) Documents parlementaires Chambre, session extraordinaire 1988, n° 532/2, p. 2.
(2) Annales Chambre, 8 juillet 1988, p. 1039.

Dès lors, la fixation des rémunérations et des pensions qui fait l'objet du titre II, chapitre V, articles 31 à 34, de la loi du 28 juin 1983 et des articles 1er à 4 de la loi du 2 février 1984 relève de la compétence du législateur ordinaire, de sorte que les articles 22 et 23 devraient être disjoints du projet de loi spéciale.

\+

\+ +

Les chapitres VI à VIII du titre II (articles 35 à 44) de la loi du 28 juin 1983 traitent des incompatibilités, de la discipline, de la prestation de serment, du costume et du service de concordance. Ils sont en rapport avec le fonctionnement de la Cour et doivent dès lors être repris dans la loi spéciale, sous la forme de chapitres V à VII du titre II (articles 46 à 55).

Les textes suivants sont proposés :

"CHAPITRE V - DES INCOMPATIBILITES.

Article 46.-

Les fonctions de membre de la Cour d'arbitrage, de référendaire et de greffier sont incompatibles avec les fonctions judiciaires, avec l'exercice d'un mandat public conféré par élection, avec toute fonction ou charge publique d'ordre politique ou administratif, avec les charges de notaire et d'huissier de justice, avec la profession d'avocat, avec l'état militaire et avec la fonction de ministre d'un culte reconnu.

.../...

Il peut être dérogé par le Roi, sur avis favorable et motivé de la Cour, à l'alinéa 1er :

1° lorsqu'il s'agit de l'exercice de fonctions de professeur, chargé de cours, maître de conférence ou assistant dans les établissements d'enseignement supérieur, pour autant que ces fonctions ne s'exercent pas pendant plus de cinq heures par semaine ni en plus de deux demi-journées par semaine;

2° lorsqu'il s'agit de l'exercice de fonctions de membre d'un jury d'examen;

3° lorsqu'il s'agit de la participation à une commission, à un conseil ou comité consultatif, pour autant que le nombre de charges ou fonctions rémunérées soit limité à deux et que l'ensemble de leurs rémunérations ne soit pas supérieur au dixième du traitement brut annuel de la fonction principale à la Cour.

Article 47.-

Les présidents, les juges, les référendaires et les greffiers ne peuvent être requis pour aucun service public, sauf les cas prévus par la loi.

Article 48.-

Les présidents, les juges, les référendaires et les greffiers ne peuvent :

1° assumer la défense des intéressés, ni verbalement, ni par écrit, ni leur donner des consultations;

2° faire d'arbitrage rémunéré;

3° soit personnellement, soit par personne interposée, exercer aucune activité professionnelle, aucune espèce de commerce, être agent d'affaires, participer à la direction, à l'administration ou à la surveillance de sociétés commerciales ou d'établissements industriels ou commerciaux.

Article 49.-

Les parents et alliés, jusqu'au troisième degré inclusivement, ne peuvent être simultanément président ou juge et référendaire sans une dispense du Roi.

Article 50.-

§ 1er. L'article 46, alinéa 1er, et l'article 48, 1° et 2°, sont applicables aux membres du personnel administratif de la Cour d'arbitrage.

§ 2. Des dérogations peuvent leur être accordées par la Cour dans les cas où les dispositions applicables aux agents de l'Etat permettent à ceux-ci ou à leur conjoint l'exercice de certaines occupations complémentaires.

CHAPITRE VI - DE LA DISCIPLINE.

Article 51.-

Les membres de la Cour d'arbitrage qui ont manqué à la dignité de leurs fonctions ou aux devoirs de leur état peuvent être destitués ou suspendus de leurs fonctions par arrêt rendu par la Cour d'arbitrage.

.../...

Article 52.-

§ 1er. Les référendaires et les greffiers qui manquent à leurs devoirs, sont avertis et réprimandés par le président, suspendus et démis par la Cour d'arbitrage. La peine de la suspension comporte la privation du traitement, avec les répercussions qui lui sont inhérentes, tant en matière de pensions que pour l'octroi des augmentations ultérieures de traitement.

§ 2. Aucune sanction n'est infligée sans que la personne concernée ait été entendue ou dûment appelée.

§ 3. Lorsqu'ils sont poursuivis pour un crime ou un délit ou dans le cas de poursuites disciplinaires, les référendaires et les greffiers peuvent, lorsque l'intérêt du service le requiert, être suspendus de leurs fonctions par mesure d'ordre par la Cour d'arbitrage, pendant la durée des poursuites et jusqu'à la décision finale.

La suspension par mesure d'ordre est prononcée pour un mois; elle peut être prorogée de mois en mois jusqu'à décision définitive. La Cour d'arbitrage peut décider que cette mesure comportera, pendant tout ou partie de sa durée, retenue provisoire, totale ou partielle du traitement.

CHAPITRE VII - DISPOSITIONS DIVERSES.

Article 53.-

§ 1er. Les présidents et les juges prêtent entre les mains du Roi le serment prescrit par l'article 2 du décret du 20 juillet 1831.

§ 2. Les référendaires et les greffiers prêtent ce serment entre les mains du président.

§ 3. Ils sont tenus à la prestation de serment dans le mois qui suit le jour où leur nomination leur a été notifiée, à défaut de quoi il peut être pourvu à leur remplacement.

§ 4. Le serment est prêté en français ou en néerlandais selon que l'intéressé est d'expression française ou d'expression néerlandaise.

Article 54.-

Le Roi prescrit le costume porté aux audiences et dans les cérémonies officielles par les titulaires de fonctions à la Cour d'arbitrage.

Il règle la préséance et les honneurs

Article 55.-

Le Roi crée, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, un service de concordance auprès de la Cour d'arbitrage".

Article 24 (devenant l'article 56).

1. Le nouvel article 56 devrait être précédé de l'intitulé suivant : "TITRE III. DU FONCTIONNEMENT DE LA COUR D'ARBITRAGE".

2. L'article serait rédigé comme suit :

" Article 56.-

La présidence est exercée à tour de rôle par chaque président pour une période d'un an.

Ces périodes débutent le premier septembre de chaque année".

.../...

Article 25 (devenant les articles 57 et 58)

L'article 25 du projet devrait être scindé et former les nouveaux articles 57 et 58, ainsi qu'il suit :

"Article 57.-

Sans préjudice de l'article 58, la Cour d'arbitrage tient ses audiences, délibère et statue étant composée de sept juges : trois d'expression française, trois d'expression néerlandaise et le président ou, à son défaut, le juge le plus ancien ou, le cas échéant, le plus âgé du même groupe linguistique.

Parmi les sept juges visés à l'alinéa 1er, deux au moins doivent répondre aux conditions fixées à l'article 36, § 1er, 1°, et deux au moins doivent répondre à la condition fixée à l'article 36, § 1er, 2°.

Lorsqu'il s'agit d'une affaire qui doit être traitée dans la langue qui n'est pas celle du groupe linguistique auquel il appartient, le président délègue ses compétences à l'autre président ou, à son défaut, au juge le plus ancien ou, le cas échéant, le plus âgé de l'autre groupe linguistique.

Toute décision est prise à la majorité des voix des membres.

Article 58.-

La Cour d'arbitrage se réunit en séance plénière pour prendre les décisions en application des articles 39, 40, 44, 45, 46, 51, 52, 102 et 124.

.../...

Lorsqu'il l'estime nécessaire, chacun des présidents peut soumettre une affaire à la Cour d'arbitrage réunie en séance plénière. Ils y sont tenus lorsque, parmi les sept juges qui, conformément à l'article 57, composent le siège, deux juges en font la demande.

En séance plénière, la Cour ne peut statuer que si au moins dix juges et autant de juges d'expression française que de juges d'expression néerlandaise sont présents. Si cette dernière condition n'est pas remplie, le juge le dernier nommé ou, le cas échéant, le juge le plus jeune du groupe linguistique le plus nombreux doit s'abstenir pour chaque décision.

Lorsque la Cour statue en séance plénière, la voix du président est prépondérante en cas de parité des voix. Lorsque le président est absent ou empêché, il est remplacé par le juge le plus ancien ou, le cas échéant, le plus âgé du même groupe linguistique".

Articles 59 à 68 nouveaux et article 26 du projet de loi.

1. Les articles 59 à 68 nouveaux reprendraient les articles 47 à 56 de la loi du 28 juin 1983.

2. L'article 26 du projet remplace l'article 52 de la loi du 28 juin 1983.

A. En son alinéa 2, 2°, il dispose que "les Exécutifs utilisent leur langue administrative". Ce texte est imprécis en tant qu'il s'applique à l'Exécutif de la Région de Bruxelles-capitale.

.../...

B. Le 6°, qui contraint en principe les personnes privées à utiliser la langue de la région linguistique dans laquelle elles ont leur domicile, n'est conforme à l'article 23 de la Constitution que si l'on considère le recours à la Cour d'arbitrage comme une "affaire judiciaire". Or, "la Cour d'arbitrage n'est ni une juridiction du pouvoir judiciaire ni une juridiction administrative" (1).

A titre indicatif, on rappellera que, selon l'arrêt Pieters, n° 19.907, du 13 novembre 1979, "toute personne - même un fonctionnaire - qui adresse la parole à un organe collectif légalement bilingue a le droit ... de le faire dans la langue nationale de sa préférence - normalement - le néerlandais ou le français".

Jusqu'ici, le législateur s'est conformé à cette disposition constitutionnelle, ainsi qu'à l'article 66 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, aux termes duquel "les parties qui ne sont pas soumises à la législation sur l'emploi des langues en matière administrative peuvent établir leurs actes et déclarations dans la langue de leur choix". Au surplus, l'article 54 de la loi du 28 juin 1983 dispose que "les interventions orales à l'audience ont lieu en français, en néerlandais ou en allemand".

Il y a discordance entre le texte français et le texte néerlandais du 6°.

.../...

(1) R. ANDERSEN, F. DELPEREE, B. JADOT, Y. LEJEUNE, A. RASSON-ROLAND, M.-F. RIGAUX, H. SIMONART, F. TULKENS, J. VAN COMPERNOLLE, La Cour d'arbitrage - Actualité et Perspectives - Bruylant 1988, p. 94.

Enfin, le projet ne règle pas la langue à employer par le requérant domicilié à l'étranger, et qui a la faculté de saisir la Cour à condition d'élire domicile en Belgique (voir l'article 31 du projet modifiant l'article 64 de la loi du 28 juin 1983 - article 83 du texte proposé ci-dessous).

C. Le texte proposé pour le nouvel article 64 contient une règle applicable aux personnes de droit public.

3. Sous réserve des observations susmentionnées, les articles 59 à 68 nouveaux se présenteraient comme suit :

"Article 59.-

L'article 258 du Code pénal relatif au déni de justice est applicable aux membres de la Cour d'arbitrage.

Article 60.-

Le 1er septembre de chaque année, les présidents établissent, pour les besoins du service, une liste des juges de leur groupe linguistique. Y est porté le premier un juge nommé sur base de l'article 36, § 1er, 2°, si le président lui-même était nommé sur base du 1°, ou inversement. Figurent ensuite alternativement sur la liste les juges nommés sur base du 1° et les juges nommés sur base du 2°.

Article 61.-

Les présidents siègent dans toutes les affaires.

.../...

Pour chaque affaire, le président en exercice désigne les membres du siège en se conformant aux règles suivantes. Dans sa liste, il retient (1) :

- pour la première affaire, les premier, deuxième et troisième noms;

- pour la deuxième affaire, les quatrième, cinquième et premier noms, et ainsi de suite.

Dans la liste de l'autre président, il retient (1) :

- pour la première affaire, les premier et deuxième noms;

- pour la deuxième affaire, les troisième et quatrième noms;

- pour la troisième affaire, les cinquième et premier noms, et ainsi de suite.

L'ordre des affaires est celui que détermine l'article 69.

Article 62.-

En cas d'absence ou d'empêchement d'un juge autre qu'un président, ce juge est remplacé par celui qui, nommé sur base de la même disposition, le suit sur la liste ou, s'il est le dernier de cette liste, par le premier.

Article 63.-

La Cour est assistée par le greffier dont la langue est celle de l'instruction.

.../...

(1) Dans l'ancien texte (article 52), il y avait une discordance entre le texte français : "Dans sa liste, il retient ..." et le texte néerlandais "Op zijn lijst, plaatst hij ...". Il est proposé d'écrire en néerlandais : "Uit zijn lijst, neemt hij ...".

TITRE IV. - DE L'EMPLOI DES LANGUES.

CHAPITRE 1er. - DE L'EMPLOI DES LANGUES DEVANT LA COUR D'ARBITRAGE.

Article 64.-

Les affaires sont introduites devant la Cour d'arbitrage en français, en néerlandais ou en allemand.

Dans les actes et déclarations :

1° le Conseil des ministres utilise le français ou le néerlandais selon les règles fixées à l'article 17, § 1er, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966;

2° les Exécutifs utilisent leur langue administrative **(sous réserve de l'observation formulée sur l'article 26 du projet de loi);**

3° les juridictions utilisent la langue ou les langues dans laquelle ou dans lesquelles elles doivent rédiger leurs décisions;

4° les présidents des Chambres législatives, le président du Conseil de la Région Bruxelles-capitale et le président de l'assemblée réunie des groupes linguistiques du Conseil de la Région Bruxelles-capitale utilisent le français et le néerlandais;

.../...

5° les présidents du Conseil de la Communauté française et du Conseil régional wallon utilisent le français, le président du Conseil de la Communauté germanophone l'allemand, et le président du Conseil flamand le néerlandais;

6° les personnes de droit public utilisent la langue qui est déterminée par les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966;

7° **(voyez l'observation B formulée sur l'article 26 du projet de loi).**

La Cour constate d'office que les actes et les déclarations du Conseil des ministres, des Exécutifs, des présidents des assemblées législatives et des personnes de droit public, qui ne sont pas adressés à la Cour dans la langue prescrite, sont nuls.

Article 65.-

§ 1er. Sous réserve des dispositions du § 2, l'instruction de l'affaire a lieu dans la langue de la demande.

§ 2. Si l'affaire est introduite en allemand, ou à la fois en français et en néerlandais, la Cour décide si l'instruction est faite en français ou en néerlandais.

§ 3. Les dossiers à l'usage de la Cour seront traduits en français ou en néerlandais, selon le cas.

.../...

Article 66.-

Les interventions orales à l'audience ont lieu en français, en néerlandais ou en allemand; elles font l'objet d'une traduction simultanée.

Article 67.-

Les arrêts de la Cour sont rédigés et prononcés en français et en néerlandais. Ils sont publiés au Moniteur belge de la manière prévue à l'article 116, avec une traduction en allemand.

Toutefois, les arrêts sont rédigés, prononcés et publiés en français, en néerlandais et en allemand :

1° s'il s'agit d'arrêts rendus sur recours en annulation;

2° si l'affaire est introduite en allemand.

CHAPITRE II. - DE L'EMPLOI DES LANGUES DANS LES SERVICES DE LA COUR D'ARBITRAGE.

Article 68.-

Les travaux administratifs de la Cour d'arbitrage et l'organisation de ses services sont régis par les dispositions de la législation sur l'emploi des langues en matière administrative qui sont applicables aux services dont l'activité s'étend à tout le pays".

.../...

Article 69 (nouveau).

1. L'article 69 nouveau reproduirait l'article 57 de la loi du 28 juin 1983, sous les intitulés suivants :

TITRE V. - PROCEDURE DEVANT LA COUR D'ARBITRAGE.

CHAPITRE Ier. - DE LA MISE AU ROLE ET DE LA DESIGNATION DES RAPPORTEURS.

2. L'article serait rédigé comme suit :

"Article 69.-

Le greffier inscrit les affaires au rôle de la Cour dans l'ordre de leur réception".

Article 32 (devenant l'article 70 nouveau).

L'article 70 nouveau correspond à l'article 68, alinéas 1er et 2, de la loi du 28 juin 1983, modifié par l'article 32 du projet.

Le texte en serait le suivant :

"Article 70.-

Pour chaque affaire, les rapporteurs sont les juges désignés en premier lieu sur chacune des listes visées à l'article 61.

Chaque rapporteur est chargé d'instruire le dossier et de faire rapport à l'audience".

.../...

Article 27.

1. L'article 27 du projet - qui deviendrait les articles 71 à 75 - prendrait place dans un chapitre II intitulé "DE LA COMMISSION RESTREINTE".

2. Selon l'article 27 du projet, la Commission restreinte est composée du président et des deux rapporteurs. Cette commission a donc une composition variable en fonction des juges désignés comme rapporteurs.

Dans le cas où "le recours en annulation ou la question préjudicielle apparaît comme manifestement irrecevable ou comme ne relevant manifestement pas de la compétence de la Cour", la commission peut rendre à l'unanimité un arrêt en ce sens.

Si le recours ou la question apparaît comme manifestement non fondé, les rapporteurs font rapport devant la Cour qui peut, par arrêt, déclarer que la demande est non fondée.

D'une part, il importe de faire clairement apparaître dans la loi spéciale que la "commission restreinte" a un caractère juridictionnel. A cet égard, on observera que, dans le cas de la demande qui n'est manifestement pas fondée, la commission ne joue aucun rôle puisque les rapporteurs font directement rapport à la Cour elle-même.

.../...

La "Commission restreinte" doit être un organe de jugement de la Cour d'arbitrage afin que soit respecté l'article 107ter, § 2, de la Constitution qui attribue compétence à une juridiction, qu'il dénomme expressément "Cour d'arbitrage". Les termes "chambre des requêtes" traduiraient mieux la réalité juridique qui doit être celle de l'organe créé au sein de la Cour; par contre, les mots "commission restreinte" sont à proscrire car ils évoquent davantage une commission administrative qu'une juridiction.

D'autre part, comme la "Commission restreinte" est une juridiction, il y a lieu que la loi spéciale en projet impose le respect d'un certain nombre de règles de procédure. Ainsi en va-t-il de la nécessité d'une audience publique et de l'obligation de donner aux parties la possibilité d'être entendues.

3. Le projet présente une lacune en ce qu'il ne détermine pas sous quelle forme la Commission restreinte ou la Cour rejetterait la proposition des rapporteurs. Il ressort du paragraphe 6 qu'un arrêt ne serait pas nécessaire, ce qui est logique puisqu'une telle décision ne statue sur aucune des prétentions des parties. On peut dès lors préciser que la décision sera prise par ordonnance.

4. Le paragraphe 6 formerait les articles 76 et 77 qui prendraient place dans un chapitre III, intitulé :

"DE LA PUBLICATION ET DE LA COMMUNICATION DES RECOURS ET DES QUESTIONS PREJUDICIELLES"

.../...

5. Le paragraphe 6, in fine, dispose comme suit :

"La procédure se poursuit conformément aux dispositions suivantes et la Cour peut ordonner l'assistance d'un avocat".

Une question se pose : quelle sera la portée de l'ordonnance qui impose à une partie de se faire assister par un avocat ?

Il paraît préférable d'adopter une solution déjà connue devant certaines juridictions judiciaires, à savoir la désignation d'un avocat commis d'office, ce qui laisse intact le problème de savoir si la personne sera ou non assistée. Une autre solution consisterait à imposer que la requête qui émane d'une personne privée soit signée par un avocat. Ceci exigerait une adaptation de l'article 5 nouveau.

Si la première solution est choisie, elle devrait faire l'objet de l'article 77 nouveau. Eu égard à l'observation qui précède, le Conseil d'Etat ne propose pas de texte pour cet article.

6. L'article 27 du projet de loi doit, en conséquence, être revu. Pour ce motif, ce n'est qu'à titre indicatif que les articles 71 à 75 et l'article 76, dans son début, sont proposés ci après :

"Article 71.-

Il existe (une Commission restreinte) composée du président et des deux rapporteurs.

.../...

Article 72.-

Dès réception d'un recours en annulation ou de la décision de renvoi, les rapporteurs examinent s'il apparaît ou non, sur le vu de la requête ou de la décision de renvoi, que le recours ou la question est manifestement irrecevable ou non fondé, ou que la Cour d'arbitrage n'est manifestement pas compétente pour en connaître.

Article 73.-

Si le recours en annulation ou la question préjudicielle apparaît comme manifestement irrecevable ou comme ne relevant manifestement pas de la compétence de la Cour, les rapporteurs font rapport à ce sujet devant le président dans un délai de trente jours au maximum suivant la réception de la requête ou de la décision de renvoi; si la règle attaquée fait également l'objet d'une demande de suspension, ce délai est réduit à dix jours au maximum.

(La commission restreinte) peut alors décider, à l'unanimité des voix, de mettre fin à l'examen de l'affaire, sans autre acte de procédure, par un arrêt dans lequel l'affaire est déclarée irrecevable ou dans lequel il est constaté que la Cour n'est pas compétente.

Si la proposition des rapporteurs n'est pas retenue, (la commission restreinte) le constate par ordonnance.

.../...

Article 74.-

Si le recours en annulation ou la question préjudicielle apparaît comme manifestement non fondé, les rapporteurs font rapport à ce sujet devant la Cour dans un délai de trente jours au maximum suivant, la réception de la requête ou de la décision de renvoi; si la règle attaquée fait également l'objet d'une demande de suspension, ce délai est réduit à dix jours au maximum.

La Cour peut alors décider de mettre fin à l'examen de l'affaire, sans autre acte de procédure, par un arrêt dans lequel, selon le cas, l'affaire est déclarée non fondée.

(Les rapporteurs peuvent proposer à la Cour l'audition des parties.)

Si la proposition des rapporteurs n'est pas retenue, la Cour le constate par ordonnance.

Article 75.-

Les arrêts visés aux articles 73, alinéa 2, et 74, alinéa 2, sont notifiés aux parties.

.../...

CHAPITRE III. - DE LA PUBLICATION ET DE LA COMMUNICATION DES RECOURS ET DES QUESTIONS PREJUDICIELLES.

Article 76.-

Lorsqu'il n'a pas été fait application du chapitre II ou sur le vu de l'ordonnance visée à l'article 73, alinéa 3, ou de l'ordonnance visée à l'article 74, alinéa 3, le greffier fait publier au Moniteur belge en français, en néerlandais et en allemand, un avis indiquant notamment l'auteur et l'objet du recours en annulation ou de la question préjudicielle.

La procédure se poursuit conformément aux dispositions suivantes.

Article 77.-

(voyez l'observation 5 sur l'article 27 du projet)".

Articles 28 à 30 (devenant les articles 78 à 80).

1. Le projet devrait préciser si les assemblées législatives visées par l'article 28 et les articles suivants comprennent l'assemblée réunie des groupes linguistiques du Conseil de la Région de Bruxelles-capitale.

2. A l'article 28, § 4, il convient de supprimer l'adjectif "privée" dans l'expression "personne privée" car il pourrait s'agir d'une personne de droit public, telle une commune.

.../...

3. Pour les motifs expliqués lors de l'examen de l'article 13 du projet, les mots "lorsque la décision a été reformulée par la Cour" devraient être omis.

Les textes suivants sont proposés :

"Article 78.-

§ 1er. Le greffier notifie les recours en annulation introduits par le Conseil des ministres aux Exécutifs régionaux et de Communautés et aux présidents des assemblées législatives.

§ 2. Il notifie les recours en annulation introduits par un Exécutif régional ou de Communauté au Conseil des ministres, aux autres Exécutifs et aux présidents des assemblées législatives.

§ 3. Il notifie les recours en annulation introduits par le président d'une assemblée législative au Conseil des ministres, aux Exécutifs et aux présidents des autres assemblées législatives.

§ 4. Il notifie les recours en annulation introduits par une personne justifiant d'un intérêt au Conseil des ministres, aux Exécutifs régionaux et de Communautés et aux présidents des assemblées législatives.

Article 79.-

Le greffier notifie les décisions de renvoi au Conseil des ministres, aux Exécutifs régionaux et de Communautés et aux présidents des assemblées législatives, ainsi qu'aux parties en cause devant la juridiction qui a pris la décision de renvoi.

.../...

Article 80.-

Lorsqu'une même disposition fait l'objet d'un recours en annulation et d'une décision de renvoi antérieure, le greffier notifie le recours en annulation aux parties en cause devant la juridiction qui a posé la question préjudicielle. La notification fait mention du délai dans lequel elles peuvent déposer un mémoire, conformément à l'article 87.

Sauf application de l'article 102, la Cour statue d'abord sur le recours en annulation".

Articles 81 et 82 (nouveaux)

Après l'article 80 nouveau, devrait figurer le chapitre IV intitulé "DE L'INSTRUCTION".

Ce chapitre commencerait par les articles 62 et 63 de la loi du 28 juin 1983, devenant les articles 81 et 82 nouveaux.

Le texte suivant est proposé :

"Article 81.-

L'instruction a lieu par écrit.

Article 82.-

Les notifications au Conseil des ministres sont faites au cabinet du Premier Ministre.

Les notifications aux Exécutifs régionaux et de Communautés sont faites au cabinet du président de l'Exécutif.

Les notifications aux présidents des assemblées législatives sont faites au greffe de l'assemblée".

.../...

Article 31 (devenant l'article 83).

Cet article qui modifie l'article 64 de la loi du 28 juin 1983 présente deux lacunes :

- d'une part, en ce qu'il semble interdire à une partie ayant son domicile ou siège en Belgique, d'élire domicile ailleurs, par exemple chez son avocat;

- d'autre part, en ce que la sanction qu'il prévoit ne s'applique qu'au défaut de domicile élu, non au défaut d'indication d'un domicile ou siège.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 83.-

Toute partie, si elle n'est pas une autorité publique, indique dans la requête ou le mémoire, son domicile ou son siège en Belgique ou le domicile qu'elle élit en Belgique.

A défaut de telle indication, aucune notification ne doit être faite par le greffe et la procédure est réputée contradictoire.

Toute notification est faite par le greffier au siège ou domicile indiqué, même en cas de décès de la partie".

Articles 84 à 86 (nouveaux).

Ces articles correspondraient aux articles 65 à 67 de la loi du 28 juin 1983.

Le texte en serait le suivant :

.../...

"Article 84.-

L'envoi à la Cour de toute pièce de procédure est fait sous pli recommandé à la poste.

L'envoi par la Cour de toute pièce, notification ou convocation est fait sous pli recommandé à la poste avec accusé de réception.

Le délai accordé aux parties prend cours à la date de la réception du pli. Si le destinataire refuse le pli, le délai prend cours à dater du refus.

La date de la poste fait foi tant pour l'envoi que pour la réception ou pour le refus.

Article 85.-

A toute requête ou mémoire sont jointes dix copies certifiées conformes par le signataire.

La remise de copies supplémentaires peut être ordonnée.

Article 86.-

Les requêtes et mémoires transmis à la Cour contiennent un inventaire des pièces à l'appui.

Tout dossier est transmis avec un inventaire des pièces qui le composent".

Article 32.

Les deux premiers alinéas ont été introduits dans l'article 70 nouveau.

Le troisième alinéa devrait être repris dans les dispositions relatives à la connexité (voyez ci-dessous l'article 102 du texte proposé).

.../...

Article 33 (devenant les articles 87 et 88)

1. Cet article, qui remplace l'article 69 de la loi du 28 juin 1983, concerne les délais d'introduction des mémoires des parties (alinéas 1er et 3) et les moyens qui peuvent être invoqués dans ces derniers (alinéa 2). Compte tenu de ces deux objets, l'article doit être divisé en deux articles, devenant les articles 87 et 88 du texte proposé.

2. L'article 33 appelle, en ce qui concerne les assemblées législatives, la même observation que les articles 28 à 30 du projet.

Il devrait être complété par un alinéa reprenant l'article 72 de la loi du 28 juin 1983.

3. Dans la mesure où l'article 33 interdit aux parties d'invoquer "subséquemment" de nouveaux moyens, il demeurera sans effet s'il s'agit de moyens d'ordre public que la Cour doit soulever d'office ainsi qu'il en va nécessairement pour les moyens déduits de l'incompétence de l'auteur d'une norme litigieuse. Pour de tels moyens, l'article 41 du projet, modifiant l'article 90 de la loi du 28 juin 1983, prescrit d'ailleurs à la Cour de rouvrir, le cas échéant, les débats. L'article 88 nouveau n'en sera pas moins très utile dès lors que la Cour peut être saisie, non seulement pour incompétence de l'auteur de la norme, mais également pour violation des articles 6, 6bis et 17 de la Constitution. La jurisprudence de la Cour sur les moyens pris de la violation de ces articles sera, pour les autres juridictions, une indication très utile de la voie où elles devront, elles-mêmes, s'engager lorsqu'elles auront à apprécier la légalité de règlements ou d'actes individuels.

.../...

Bien qu'il ne soit pas d'usage de donner un avis sur l'exposé des motifs, on ne peut laisser sans observation le commentaire qu'il fait du troisième alinéa de l'article 33, notamment la phrase suivante : "Seule la Cour d'arbitrage peut encore soulever d'office d'autres moyens ...". S'il s'agit d'un moyen prétendument qualifié d'ordre public par celui qui l'invoque, fût-ce oralement à l'audience, la Cour devra toujours, sauf à ne pas motiver dûment son arrêt, dire pourquoi un tel moyen qu'elle rejetterait pour tardiveté n'est pas d'ordre public et ne doit pas par elle être soulevé d'office.

4. Les textes suivants sont proposés :

"Article 87.-

Dans les trente jours de la réception des notifications faites par le greffier en vertu des articles 79 et 80 ou de la décision de renvoi visée à l'article 30, le Conseil des ministres, les Exécutifs, les présidents des assemblées législatives et les personnes destinataires de ces notifications peuvent adresser un mémoire à la Cour.

Lorsque l'affaire concerne un recours en annulation, ces mémoires peuvent formuler de nouveaux moyens. Subséquemment, les parties ne peuvent plus invoquer de nouveaux moyens.

Le délai fixé à l'alinéa 1er peut être abrégé ou prorogé par ordonnance motivée du président.

.../...

Article 88.-

Les mémoires visés à l'article 87 qui n'ont pas été introduits dans les délais prévus par la loi, sont écartés des débats".

Articles 89 et 90 (nouveaux).

Les articles 70 et 71 de la loi du 28 juin 1983 devraient être introduits sous forme d'articles 89 et 90 nouveaux.

L'article 70 a donné lieu à des critiques sur lesquelles le Conseil d'Etat attire l'attention du Gouvernement et des Chambres législatives (voyez l'ouvrage déjà cité "La Cour d'arbitrage - Actualité et perspectives -", p. 97 et suivantes).

Sous cette réserve, les textes suivants sont proposés :

"Article 89.-

§ 1er. Lorsque la Cour d'arbitrage statue, à titre préjudiciel, sur les questions visées à l'article 27, toute personne justifiant d'un intérêt dans la cause devant la juridiction qui ordonne le renvoi, peut adresser un mémoire à la Cour dans les trente jours de la publication prescrite par l'article 76. Elle est, de ce fait, réputée partie au litige.

§ 2. Lorsque la Cour d'arbitrage statue sur les recours en annulation visés à l'article 1er, toute personne justifiant d'un intérêt peut adresser ses observations dans un mémoire à la Cour dans les trente jours de la publication prescrite par l'article 76.

.../...

Article 90.-

Toute personne qui, en application des articles 87 et 89, adresse un mémoire à la Cour, est tenue d'y joindre le dossier qu'elle détient".

Article 34 (devenant les articles 91 et 92).

Le texte suivant est proposé :

"Article 91.-

A l'expiration des délais prévus par les articles 87 et 89, le greffier transmet une copie des mémoires déposés aux autres parties ayant introduit une requête ou un mémoire. Celles-ci disposent alors de trente jours à dater du jour de la réception pour faire parvenir au greffe un mémoire en réponse.

Article 92.-

A l'expiration du délai prévu par l'article 91, la Cour, les rapporteurs entendus, décide si l'affaire est, ou non, en état.

L'ordonnance décidant que l'affaire est en état fixe le jour de l'audience.

L'ordonnance décidant que l'affaire n'est pas en état énonce les devoirs à accomplir par les rapporteurs ou par les greffiers, mentionne, le cas échéant, les moyens qui, en l'état de l'affaire, paraissent devoir être examinés d'office et invite les parties à déposer un mémoire à cet égard dans le délai qu'elle fixe. Une fois ces devoirs accomplis, la Cour procède conformément aux alinéas 1er et 2.

Les ordonnances sont notifiées aux parties".

.../...

Article 35 (devenant l'article 93).

1. Suivant l'article 74 en projet, chacun des rapporteurs a les pouvoirs d'instruction et d'investigation les plus étendus.

Cette innovation est motivée par le souci de ne pas surcharger la Cour.

Une telle justification n'est pas suffisante pour déroger au caractère collégial des décisions prises par la Cour d'arbitrage.

Pour que le rapporteur puisse exercer les pouvoirs d'instruction, il faut qu'une ordonnance prise collégialement l'y autorise.

2. Le texte suivant est proposé :

"Article 93.-

La Cour a les pouvoirs d'instruction et d'investigation les plus étendus.

Elle peut notamment :

1° correspondre directement avec le Premier Ministre, avec les présidents des assemblées législatives et des Exécutifs, ainsi qu'avec toute autre autorité publique;

.../...

2° entendre contradictoirement les parties et se faire communiquer par elles et par toute autorité publique tous documents et renseignements ayant trait à l'affaire;

3° entendre toute personne dont elle estime l'audition utile;

4° procéder sur les lieux à toute constatation;

5° commettre des experts.

Elle peut, par ordonnance, charger les rapporteurs de certains devoirs".

Articles 94 à 97 (nouveaux).

Les articles 94 à 96 reprendraient les articles 75 à 77 de la loi du 28 juin 1983.

Sous l'intitulé "CHAPITRE V - DES INCIDENTS" viendrait une section 1ère "De l'inscription en faux" comprenant un article 97 qui correspondrait à l'article 78 de la loi du 28 juin 1983.

Les textes suivants sont proposés :

"Article 94.-

La Cour peut décider que les personnes visées à l'article 93, 3°, seront entendues sous serment, les parties et leurs avocats convoqués.

.../...

En ce cas, elles prêteront le serment suivant :

"Je jure en honneur et conscience de dire toute la vérité, rien que la vérité",
ou
"Ik zweer in eer en geweten dat ik de gehele waarheid en niets dan de waarheid zal zeggen",
ou
"Ich schwöre auf Ehre und Gewissen, die ganze Wahrheit und nur die Wahrheit zu sagen".

Toute personne convoquée sera tenue de comparaître et de satisfaire à la convocation. Le refus de comparaître, de prêter serment ou de déposer sera puni d'une amende de vingt-six francs à cent francs.

Procès-verbal relatif à la non-comparution ou au refus de témoigner sous serment sera dressé et transmis au procureur du Roi de l'arrondissement dans lequel la personne devait être entendue.

Les dispositions du Code pénal relatives au faux témoignage en matière civile ainsi qu'à la subordination des témoins sont applicables à la procédure d'enquête prévue par le présent article.

Le procès-verbal de l'audition est signé par le président ou par les membres de la Cour qui y ont procédé, par le greffier et par la personne entendue.

Article 95.-

En cas de descente sur les lieux, les parties et leurs avocats sont convoqués.

Article 96.-

La Cour détermine par ordonnance la mission des experts qu'elle commet et fixe le délai pour le dépôt de leur rapport. Le greffier notifie cette ordonnance aux experts et aux parties.

Les articles 966 à 970 du Code judiciaire sont d'application aux experts commis.

Dans les huit jours qui suivent la notification prévue à l'alinéa 1er, les experts avisent par lettre recommandée à la poste chacune des parties des lieu, jour et heure où ils commenceront leurs opérations.

Les pièces nécessaires sont remises aux experts; les parties peuvent faire tels dires et réquisitoires qu'elles jugent convenables; il en est fait mention dans le rapport, dont les préliminaires sont portés à la connaissance des parties.

.../...

Le rapport est signé par tous les experts, sauf empêchement constaté par le greffier au moment du dépôt du rapport. La signature des experts est précédée du serment :

"Je jure que j'ai rempli ma mission en honneur et conscience, avec exactitude et probité",

ou

"Ik zweer dat ik in eer en geweten, nauwgezet en eerlijk mijn opdracht heb vervuld",

ou

"Ich schwöre, dass ich den mir erteilten Auftrag auf Ehre und Gewissen, genau und ehrlich erfüllt habe".

La minute du rapport est déposée au greffe. Le greffier en avise les parties.

La Cour peut, pour des motifs graves et par une décision motivée, mettre fin à la mission des experts et pourvoir à leur remplacement après les avoir entendus. Le greffier notifie la décision aux experts et aux parties.

.../...

CHAPITRE V - DES INCIDENTS.

Section 1ère - De l'inscription en faux.

Article 97.-

Dans le cas où une partie s'inscrit en faux contre une pièce produite, la Cour invite la partie qui l'a produite à déclarer sans délai si elle persiste dans son intention de s'en servir.

Si la partie ne satisfait pas à cette demande ou si elle déclare qu'elle n'entend pas se servir de la pièce, celle-ci est rejetée.

Si elle déclare vouloir s'en servir et que la pièce soit essentielle pour la solution du litige, la Cour surseoit à statuer jusqu'après le jugement de faux par la juridiction compétente; celle-ci statue toutes affaires cessantes. Si aucune juridiction n'a été saisie de la question, la Cour apprécie la force probante de la pièce.

S'il peut être statué sans tenir compte de la pièce arguée de faux, il est passé outre".

Article 36 (devenant l'article 98).

Sous l'intitulé "Section 2 - De la reprise d'instance", se trouveraient l'article 36, devenant l'article 98, et l'article 80 de la loi du 28 juin 1983, devenant l'article 99.

.../...

La section 3, intitulée "Du désistement" rassemblerait les articles 81 et 82 de la loi du 28 juin 1983, qui deviendraient les articles 100 et 101.

Les articles seraient rédigés comme suit :

"Section 2 - De la reprise d'instance.

Article 98.-

Si, avant la clôture des débats, une personne justifiant d'un intérêt ayant introduit un recours en annulation ou une partie visée à l'article 89 vient à décéder, la procédure est poursuivie sans qu'il y ait lieu à reprise d'instance.

Article 99.-

Si, avant la clôture des débats, l'une des parties au litige devant la juridiction qui a posé la question préjudicielle vient à décéder, la procédure devant la Cour est suspendue.

La procédure est reprise lorsque la juridiction qui a posé la question préjudicielle informe la Cour de la reprise d'instance.

Section 3 - Du désistement.

Article 100.

Le Conseil des ministres, les Exécutifs régionaux et de Communautés, les présidents des assemblées législatives peuvent se désister de leur recours en annulation.

.../...

Le Conseil des ministres et les Exécutifs régionaux et de Communautés joignent à la communication qu'ils font de cette décision à la Cour une copie certifiée conforme de la délibération par laquelle le désistement a été décidé.

S'il y a lieu, la Cour décrète le désistement, les autres parties entendues.

Article 101.-

Le désistement, accepté ou admis devant la juridiction qui a posé la question préjudicielle, met fin à la procédure devant la Cour.

La juridiction transmet une expédition de sa décision à la Cour".

Article 37 (devenant l'article 102).

Cet article devrait être complété par l'article 68, alinéa 3, de la loi du 28 juin 1983, tel qu'il est modifié par l'article 32 du projet.

.../...

Le texte suivant est proposé :

"Section 4 - De la connexité.

Article 102.-

L'assemblée générale de la Cour d'arbitrage peut joindre les recours en annulation ou les questions préjudicielles relatifs à une même norme, sur lesquels il y a lieu de statuer par un seul et même arrêt. Dans ce cas, les affaires sont examinées par le siège saisi le premier.

Le greffier notifie l'ordonnance de jonction aux parties.

Lorsque deux ou plusieurs affaires ont été jointes, les rapporteurs sont ceux qui, conformément à l'article 70, sont désignés pour la première dont la Cour a été saisie".

Article 38 (devenant l'article 103).

1. La section 5 - "De la récusation" devrait comprendre l'article 38 du projet - devenant l'article 103 - et l'article 85 de la loi du 28 juin 1983, sous la forme d'un article 104.

2. L'article 38 ajoute à l'article 84 de la loi du 28 juin 1983 un alinéa selon lequel il n'y a pas de cause de récusation dans le cas où un membre de la Cour a participé à la réalisation (lire : élaboration) de la norme litigieuse. Selon l'exposé des motifs, "cette nouvelle

.../...

disposition s'impose à présent parce que, par l'extension des critères de contrôle aux articles 6, 6bis et 17 de la Constitution, la Cour d'arbitrage tombera, contrairement au régime de la loi du 28 juin 1983 (voir Cour d'arbitrage, arrêt n° 32, 29 janvier 1987), sous l'application de l'article 6, premier alinéa de la Convention européenne des droits de l'homme, même suivant l'interprétation restrictive donnée par la Cour d'arbitrage aux articles 828 et 830 du Code judiciaire".

La disposition de la Convention européenne ainsi visée est celle selon laquelle "toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue ... par un tribunal indépendant et impartial".

La thèse à laquelle l'exposé des motifs se rallie, a fortiori celle de l'arrêt n° 32 du 29 janvier 1987 de la Cour d'arbitrage, est critiquée par M. VAN COMPERNOLLE (1), dans les termes suivants :

> "C'est en effet, nous semble-t-il, réduire singulièrement la portée d'une question préjudicielle que prétendre que celle-ci ne conduirait la Cour qu'à se prononcer, de manière totalement abstraite, sur une question détachée et détachable du litige principal. Ne faut-il pas considérer au contraire que, de manière indirecte sans doute mais indissociable, la Cour d'arbitrage saisie d'une question préjudicielle intervient comme juridiction tranchant une contestation dont l'issue est déterminante pour la solution du litige portant soit sur des droits et obligations de caractère civil, soit sur le bien-fondé d'une accusation en matière pénale (2) ? De quoi s'agit-il en effet

---

.../...

(1) Voyez l'ouvrage déjà cité - "La Cour d'arbitrage - Actualité et perspectives", p. 90-91.

(2) Voyez à cet égard la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, arrêt du 26 juillet 1971. Ringeisen, série A. n° 13, arrêt du 23 avril 1977; König. série. A. n° 27, arrêt du 23 juin 1981, Le Compte, Van Leuven et De Meyere, série A. n° 43.

dans une procédure préjudicielle sinon, pour la Cour d'arbitrage, de dire qu'est constitutionnelle ou inconstitutionnelle la norme sur la base de laquelle le juge du fond aura soit à déduire l'existence de droits subjectifs, soit à constater l'existence de l'infraction reprochée au prévenu ? L'on voit mal comment pareille procédure pourrait être considérée comme détachable du procès principal alors que la Cour "rend une décision qui lie le juge de renvoi et lui apporte réponse à une question déterminante pour la solution du litige"(1).

Certes, il faut, s'agissant de l'applicabilité de l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme, avoir égard aux spécificités du contrôle qu'assure la Cour d'arbitrage. Il ne fait point de doute que la mission qu'elle assume, au contentieux de l'annulation, est effectivement abstraite et détachable d'un contentieux individuel de nature civile ou pénale. L'article 6 ne lui est pas applicable. Il en va autrement au contentieux des questions préjudicielles dans le cadre duquel la Cour est amenée à se prononcer sur la constitutionnalité et, partant, sur l'applicabilité de la norme sur la base de laquelle le juge du fond doit trancher soit la contestation civile, soit l'accusation pénale.

N'y a-t-il point du reste quelque contradiction dans l'arrêt du 29 janvier 1987 à reconnaître formellement que la période au cours de laquelle la Cour accomplit sa tâche relativement à une question préjudicielle intervient dans le calcul du délai raisonnable à prendre en considération au regard de l'article 6, § 1er, de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme (2) et à contester, dans le même moment, l'applicabilité des dispositions de cette convention à la Cour elle-même ? Dès lors qu'elle est posée, la question préjudicielle fait

---

.../...

(1) F. DELPEREE et A. RASSON-ROLAND, "Chronique. Belgique", p. 316; dans le même sens, E. KRINGS, "Propos sur les effets ..." p. 589.

(2) Comp. à propos d'un recours introduit devant la Cour constitutionnelle fédérale d'Allemagne; Cour européenne, arrêt Deumeland du 29 mai 1986, série A. volume n° 100. Sur cet arrêt et la jurisprudence de la Cour européenne, voy. P. LEMMENS, op. cit. n°s 87 et 88, p. 107 à 111.

partie intégrante du procès principal. La circonstance qu'elle est tranchée par une autre juridiction que celle amenée à se prononcer au fond nous paraît sans incidence pour déterminer le champ d'application de la Convention (1). Le lien indissociable entre le contentieux des questions préjudicielles et le jugement au fond est particulièrement étroit en matière pénale. N'est-ce point en effet de manière directe que la solution donnée par la Cour se répercutera sur la légalité même de l'incrimination pénale ? Si le prévenu est détenu, n'est-ce point de manière immédiate que la durée de la procédure préjudicielle s'intègrera dans le temps de son emprisonnement ? La réponse à ces questions nous paraît devoir être affirmative.

Dès ce moment l'on doit admettre que "lorsqu'elle devra statuer sur une question préjudicielle, la Cour d'arbitrage devra tenir compte du fait qu'elle est soumise aux règles de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, notamment à son article 6, § 1er"(2).

On ne peut dès lors qu'attirer l'attention du législateur spécial sur les réserves qu'appelle le deuxième alinéa du texte du Gouvernement et, notamment, sur le risque auquel il s'expose d'être désavoué par la Cour européenne des droits de l'homme.

.../...

(1) Voyez ainsi Cour européenne, arrêt Delcourt, 17 janvier 1970, série A. volume n° 11, qui constate l'applicabilité de cette disposition aux Cours de cassation.

(2) E. KRINGS, "Propos sur les effets ..." p. 589.

3. Sous la réserve précédente, le texte suivant est proposé :

"Section 5 - De la récusation.

Article 103.-

Les juges peuvent être récusés pour les causes qui donnent lieu à récusation aux termes des articles 828 et 830 du Code judiciaire.

Toutefois, il n'y a pas de cause de récusation dans le cas où un juge a participé à l'élaboration de la loi, du décret ou de l'ordonnance qui fait l'objet du recours en annulation ou de la décision de renvoi.

Tout juge qui sait cause de récusation en sa personne est tenu de la déclarer à la Cour qui décide s'il doit s'abstenir.

Article 104.-

Celui qui veut récuser doit le faire dès qu'il a connaissance de la cause de récusation.

La récusation est proposée par requête adressée à la Cour.

.../...

Il est statué sans délai sur la récusation, le récusant et le membre récusé entendus.

Le juge récusé est remplacé par un autre juge, tel qu'il est prévu à l'article 57, alinéa 1er, à l'article 58 et à l'article 62, selon le cas".

Article 39 (devenant l'article 105).

1. Dans le chapitre VI intitulé "De l'audience", seraient groupés :

- l'article 39 du projet devenant l'article 105;

- les articles 87 et 88 de la loi du 28 juin 1983, devenant les articles 106 et 107;

- l'article 40 du projet qui serait l'article 108.

2. A l'article 39 du projet, le Gouvernement devrait préciser s'il entend par là que le dépôt d'un mémoire suffit pour être partie devant la Cour, ce qui ne paraît pas être le cas actuellement, tout au moins en ce qui concerne les affaires introduites par un recours en annulation.

.../...

3. Le chapitre VI pourrait être rédigé comme suit :

"CHAPITRE VI. - DE L'AUDIENCE.

Article 105.-

Les parties qui ont introduit une requête ou un mémoire, leurs représentants et leurs avocats sont avisés de la date de l'audience quinze jours d'avance.

Pendant ce délai, ils peuvent consulter le dossier au greffe.

Article 106.-

Les audiences de la Cour sont publiques, à moins que cette publicité ne soit dangereuse pour l'ordre ou les moeurs; dans ce cas, la Cour le déclare par un arrêt motivé.

Article 107.-

Ceux qui assistent aux audiences se tiennent découverts, dans le respect et le silence.

Tout ce que le président ordonne pour le maintien de l'ordre est exécuté ponctuellement et à l'instant.

La même disposition est observée dans les lieux où les juges exercent des fonctions de leur état.

.../...

Article 108.-

A l'audience, le rapporteur appartenant au groupe dont la langue est celle de l'instruction résume les faits de la cause et indique les questions juridiques que la Cour doit résoudre.

Le rapporteur appartenant à l'autre groupe linguistique peut, le cas échéant, faire un rapport complémentaire.

La Cour, s'il échet, entend les personnes dont elle a décidé l'audition, ainsi que les experts.

Ne sont admises aux débats que les parties ayant introduit une requête ou un mémoire, ainsi que leurs avocats; ils ne peuvent que présenter des observations orales.

Le président prononce ensuite la clôture des débats et met la cause en délibéré".

Article 41 (devenant l'article 109).

Formant le chapitre VII - "DE LA REOUVERTURE DES DEBATS", l'article 109 serait rédigé comme suit :

"Article 109.-

La Cour peut ordonner d'office la réouverture des débats. Elle doit l'ordonner avant d'accueillir une exception ou un moyen sur lesquels les parties n'ont pas été mises en mesure de s'expliquer.

La Cour indique les délais dans lesquels les parties peuvent, quant à ces exceptions et moyens, déposer un dernier mémoire".

.../...

Article 42 (devenant l'article 112).

1. Le chapitre VIII "De l'arrêt" serait constitué :

- des articles 110 et 111 repris des articles 91 et 92 de la loi du 28 juin 1983;

- de l'article 112 provenant de l'article 42 du projet de loi;

- des articles 113 à 120 issus des articles 94 à 101 de la loi du 28 juin 1983.

2. Le texte se présenterait comme suit :

"CHAPITRE VIII - DE L'ARRET.

Article 110.-

Les délibérations de la Cour sont secrètes.

Article 111.-

Sans préjudice de l'article 26, les arrêts sont rendus dans les six mois du dépôt du recours en annulation ou de la réception du jugement de renvoi.

Néanmoins, dans le cas où une affaire n'est pas en état d'être jugée à l'expiration de ce délai, la Cour peut, par une décision motivée, le proroger dans la mesure qui s'impose. La prorogation peut, en cas de nécessité, être renouvelée sans que la durée totale des prorogations puisse excéder un an.

.../...

Article 112.-

Tout arrêt est prononcé en audience publique.

Lorsqu'un juge est légitimement empêché d'assister à la prononciation de l'arrêt au délibéré duquel il a participé, le président en exercice peut désigner un autre juge pour le remplacer au moment de la prononciation.

Article 113.-

L'arrêt contient les motifs et le dispositif. Il porte mention :

1° des nom, domicile, résidence ou siège de chacune des parties et, le cas échéant, des nom et qualité des personnes qui les représentent;

2° des dispositions sur l'emploi des langues dont il est fait application;

3° de la convocation des parties et de leurs avocats, ainsi que de leur présence éventuelle à l'audience;

4° de la prononciation en audience publique, de la date de celle-ci et du nom des membres qui en ont délibéré.

Article 114.-

Les arrêts sont signés par le président et par le greffier.

.../...

Article 115.-

Les arrêts sont notifiés par le greffier :

1° au Premier Ministre et aux présidents des Exécutifs;

2° aux présidents des Chambres législatives, du Conseil de la Communauté française, du Conseil régional wallon, du Conseil flamand, du Conseil de la Communauté germanophone et des assemblées législatives de la Région de Bruxelles-capitale;

3° aux parties;

4° à la juridiction qui a posé la question préjudicielle.

Article 116.-

Les arrêts rendus sur recours en annulation sont publiés en entier et ceux rendus sur question préjudicielle par extrait au Moniteur belge, par les soins du greffier.

La Cour en assure la publication dans un recueil officiel.

Elle en communique une copie aux juridictions qui lui en font la demande.

Article 117.-

Les arrêts sont exécutoires de plein droit. Le Roi en assure l'exécution. Le greffier appose sur les expéditions, à la suite du dispositif, et suivant le cas, l'une des formules exécutoires ci-après :

"Les Ministres, les membres des Exécutifs régionaux et de Communautés et les autorités administratives pour ce qui les concerne, sont tenus de pourvoir à l'exécution du présent arrêt. Les huissiers de justice à ce requis ont à y concourir en ce qui concerne les voies de droit commun".

.../...

"De Ministers, de leden van de Executieven van de Gemeenschappen en van de Gewesten en de administratieve overheden zijn, wat hen betreft, gehouden te zorgen voor de tenuitvoerlegging van dit arrest. De daartoe aangezochte gerechtsdeurwaarders zijn gehouden hun medewerking te verlenen wat betreft de dwangmiddelen van gemeen recht".

"Die Minister, die Mitglieder der Executiven der Gemeinschaften und der Regionen und die Verwaltungsbehörden haben, was sie anbetrifft, für die Vollstreckung dieses Beschlusses zu sorgen. Die dazu angeforderten Gerichtsvollzieher haben betreffs der gemeinrechtlichen Zwangsmittel ihren Beistand zu leisten".

Les expéditions sont délivrées par le greffier qui les signe et les revêt du sceau de la Cour, dont le Roi détermine la forme.

Article 118.-

L'arrêt de la Cour est définitif et sans recours.

Article 119.-

§ 1er. Sous réserve de l'article 120, les erreurs de plume ou de calcul ou des inexactitudes évidentes peuvent être rectifiées par la Cour, soit d'office, soit à la demande d'une partie dans un délai de deux semaines à compter de la notification de l'arrêt.

§ 2. Les parties, dûment averties par le greffier, peuvent présenter des observations écrites dans le délai fixé par le président.

§ 3. La Cour décide en chambre du conseil.

§ 4. La minute de l'ordonnance qui prescrit la rectification est annexée à la minute de l'arrêt rectifié. Mention de cette ordonnance est faite en marge de la minute de l'arrêt rectifié.

.../...

Article 120.-

La Cour, à la demande des parties au recours en annulation ou de la juridiction qui lui a posé la question préjudicielle, interprète l'arrêt. La demande d'interprétation est introduite conformément à l'article 5 ou à l'article 28, selon le cas. Elle est communiquée à toutes les parties en cause.

Pour le surplus, la procédure prévue pour la requête en annulation ou pour la question préjudicielle est applicable.

La minute de l'arrêt interprétatif est annexée à la minute de l'arrêt interprété. Mention de l'arrêt interprétatif est faite en marge de l'arrêt interprété".

Article 43 (devenant l'article 124).

1. Après l'article 120, devrait figurer un chapitre IX intitulé "Dispositions générales". Il serait constitué :

- des articles 121 à 123 provenant des articles 102 à 104 de la loi du 28 juin 1983;

- de l'article 124 qui correspondrait à l'article 43 du projet de loi.

2. L'article 43 du projet appelle une observation qui a été formulée lors de l'examen de l'article 20 du projet. La mention du règlement du personnel administratif a été transférée à l'article 44 nouveau (article 20 du projet).

.../...

3. Le chapitre IX pourrait être rédigé comme suit :

"CHAPITRE IX - DISPOSITIONS GENERALES.

Article 121.-

Le jour de l'acte qui est le point de départ d'un délai n'y est pas compris.

Le jour de l'échéance est compté dans le délai.

Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au plus prochain jour ouvrable.

Article 122.-

Les délais courent contre les mineurs, interdits et autres incapables. Toutefois, la Cour peut relever ceux-ci de la déchéance, lorsqu'il est établi que leur représentation n'était pas assurée avant l'expiration des délais.

Article 123.-

Le greffe est ouvert tous les jours à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés légaux.

Le Roi fixe les heures d'ouverture.

Article 124.-

La Cour arrête son règlement d'ordre intérieur. Elle en assure la publication au Moniteur belge".

.../...

Articles 44 et 46.

L'article 44, qui est relatif aux rémunérations doit figurer dans la loi ordinaire.

Il en est de même de l'article 46 qui concerne l'éméritat.

Ici vient se placer l'article 106 de la loi du 28 juin 1983 qui devient l'article 125.

Cet article 125, précédé du
TITRE VI - DISPOSITIONS FINALES est rédigé comme suit :

"Article 125.-
§ 1er. Les crédits nécessaires au fonctionnement de la Cour d'arbitrage sont inscrits au budget des dotations.

§ 2. Les arrêtés royaux relatifs à la Cour d'arbitrage sont délibérés en Conseil des ministres".

Article 126 (nouveau).

Sous réserve de l'observation 3 formulée sur l'article 2 du projet, l'article 126 nouveau devrait fixer l'entrée en vigueur de l'article 2 nouveau quant aux recours introduits par les présidents des assemblées législatives.

.../...

Le Conseil d'Etat ne propose pas de texte puisqu'il s'est abstenu de le faire pour le nouvel article 2.

Article 127 (nouveau).

Cette disposition abrogatoire pourrait être rédigée comme suit :

"Article 127.-

Sont abrogés :

1° dans le Code judiciaire :

a) à l'article 1082, alinéa 2, modifié par la loi du 10 mai 1985, les mots "sauf lorsque le second pourvoi invoque exclusivement l'annulation par la Cour d'arbitrage de la disposition d'une loi ou d'un décret qui a servi de fondement à la disposition entreprise";
b) le titre VIII du Livre III et l'article 1147bis, insérés par la loi du 10 mai 1985;

2° l'article 31bis des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, inséré par la loi du 10 mai 1985;

3° la loi du 28 juin 1983 portant l'organisation, la compétence et le fonctionnement de la Cour d'arbitrage, modifiée par la loi du 31 décembre 1983, à l'exception des articles 31 à 34 et 112;

4° l'article 5 de la loi du 2 février 1984 relative aux traitements des membres, des référendaires et greffiers de la Cour d'arbitrage, à leur présentation et nomination, ainsi qu'aux outrages et violences envers les membres de cette Cour;

5° la loi du 10 mai 1985 relative aux effets des arrêts d'annulation rendus par la Cour d'arbitrage".

.../...

Articles 45, 47 et 48 (devenant les articles 128, 129 et 130).

Les articles 128 à 130 pourraient être rédigés comme suit :

"Article 128.-

La disposition de l'article 43, alinéa 1er, concernant la possession du diplôme de docteur ou licencié en droit n'est pas applicable aux greffiers en fonction au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Article 129.-

La nomination des référendaires, recrutés par la Cour d'arbitrage sur base de la loi du 28 juin 1983 portant l'organisation, la compétence et le fonctionnement de la Cour d'arbitrage, devient définitive.

Article 130.-

Les affaires pendantes devant la Cour d'arbitrage au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi restent régies par les dispositions de la loi du 28 juin 1983 portant l'organisation, la compétence et le fonctionnement de la Cour d'arbitrage".

\+

\+ \+

Plusieurs dispositions de la loi en projet ne doivent pas être votées à la majorité spéciale imposée, pour certaines matières, par l'article 107ter, § 2, alinéa 4, de la Constitution. Elles peuvent dès lors former une loi ordinaire qui se présenterait comme suit :

"LOI ORDINAIRE RELATIVE AUX REMUNERATIONS ET AUX PENSIONS DES MEMBRES REFERENDAIRES ET GREFFIERS DE LA COUR D'ARBITRAGE.

Article 1er (1).-

Les traitements des membres et des référendaires de la Cour d'arbitrage sont fixés comme suit :

- Président : le traitement du Premier Président de la Cour de cassation;

- Juge : le traitement des avocats généraux à la Cour de cassation;

- Référendaire : le régime pécuniaire applicable aux membres du bureau de coordination du Conseil d'Etat.

Les articles 360, 361, 362, 363, 365 et 377 du Code judiciaire sont applicables aux présidents et aux juges. Pour l'application de l'article 365, § 2, du Code judiciaire, la durée du mandat parlementaire entre en compte pour le calcul de l'ancienneté.

En ce qui concerne les référendaires, pendant la période de stage de trois ans visée à l'article 40, alinéa premier, ils bénéficient du régime pécuniaire des référendaires adjoints du Conseil d'Etat; pendant les dix années suivantes, ils bénéficient du régime pécuniaire des référendaires; à l'expiration de la treizième année qui suit leur nomination, ils bénéficient du régime pécuniaire des premiers référendaires.

.../...

(1) Article 31 de la loi du 28 juin 1983; articles 1er à 4 de la loi du 2 février 1984, modifiés par l'article 22 du projet de loi, ce dernier étant subdivisé en deux articles.

Article 2.- (1)

Le traitement des greffiers de la Cour d'arbitrage est égal à celui du greffier en chef de la Cour de cassation.

Les articles 367, 368, 371 et 377 du Code judiciaire sont applicables aux greffiers de la Cour d'arbitrage.

Article 3.- (2)

Les articles 391, 392, 393, 395, 396 et 397 du Code judiciaire sont applicables aux présidents, aux juges, aux référendaires et aux greffiers.

Pour l'application de ces articles, la durée du mandat parlementaire entre en compte pour le calcul des fonctions prises en considération.

Article 4.- (3)

Les présidents et les juges de la Cour d'arbitrage sont mis à la retraite lorsqu'une infirmité grave et permanente ne leur permet plus de remplir convenablement leurs fonctions ou lorsqu'ils ont atteint l'âge de 70 ans.

---------- .../...

(1) Article 31 de la loi du 28 juin 1983; articles 1er à 4 de la loi du 2 février 1984, modifiés par l'article 22 du projet de loi, ce dernier étant subdivisé en deux articles.

(2) Article 32 de la loi du 28 juin 1983, modifié par l'article 23 du projet de loi.

(3) Article 33, §§ 1er à 3, de la loi du 28 juin 1983.

Article 5. (1)

Les référendaires, les greffiers et les membres du personnel administratif sont mis à la retraite lorsqu'une infirmité grave et permanente ne leur permet plus de remplir convenablement leurs fonctions ou lorsqu'ils ont atteint l'âge de 65 ans.

Article 6. (1)

La loi générale sur les pensions civiles est applicable aux membres du personnel administratif.

Article 7. (2)

Les membres du personnel administratif qui, le 24 août 1968, accomplissaient des services administratifs ou judiciaires susceptibles d'être pris en considération pour l'ouverture du droit à leur pension de retraite à charge du Trésor public mais qui, à l'âge de 65 ans révolus, ne réunissent pas les conditions légales de service pour obtenir cette pension, sont placés dans la position de disponibilité selon le même régime que celui qui est prévu pour les agents de l'Etat, à moins que, conformément aux dispositions de l'article 4, § 4, alinéas 2 et 3, de la loi du 5 août 1968 établissant certaines relations entre les régimes de pensions du secteur public et ceux du secteur privé, ils ne sollicitent l'application de l'article 4, § 1er et § 2, de la même loi.

---------- .../...

(1) Article 33, §§ 1er à 3, de la loi du 28 juin 1983.

(2) Article 34 de la loi du 28 juin 1983.

Article 8. (1)

Le Roi peut accorder l'éméritat aux présidents et aux juges en fonction au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, alors même qu'ils ne rempliraient pas les conditions fixées par l'article 4 de la présente loi, sans cependant y attacher des conséquences pécuniaires.

Article 9. (2)

A l'article 3, § 1er, alinéa 1er, 2°, de la loi du 5 avril 1955 relative aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat, modifiée par les lois des 3 juin 1971 et 2 août 1974 les mots "en ce compris en qualité de référendaire à la Cour d'arbitrage" sont insérés entre les mots "magistrature" et "de professorat".

Article 10. (3)

Sont abrogés :

1° les articles 31 à 34 et 112 de la loi du 28 juin 1983 portant l'organisation, la compétence et le fonctionnement de la Cour d'arbitrage;

2° les articles 1er à 4 de la loi du 2 février 1984 relative aux traitements des membres, des référendaires et des greffiers à la Cour d'arbitrage, à leur présentation et nomination, ainsi qu'aux outrages et violences envers les membres de cette Cour".

---

(1) Article 112 de la loi du 28 juin 1983 modifié par l'article 46 du projet de loi.

(2) Article 44 du projet de loi.

(3) Le texte proposé par le Conseil d'Etat pour la loi ordinaire ne reproduit pas le chapitre III de la loi du 2 février 1984 qui concerne les outrages et les violences envers les membres de la Cour d'arbitrage. Ces dispositions, qui sont étrangères aux objets que l'article 107ter de la Constitution réserve à une loi spéciale, sont déjà insérées dans le Code pénal.

I. ALGEMENE OPMERKINGEN.

Het doel van het voor advies aan de afdeling wetgeving van de Raad van State voorgelegde ontwerp van wet "houdende de inrichting, de bevoegdheid en de werking van het Arbitragehof" is het wijzigen van de wet van 28 juni 1983, die een gelijk opschrift draagt, alsmede van de wet van 10 mei 1985 betreffende de gevolgen van de door het Arbitragehof gewezen vernietigende arresten, van de artikelen 1082 en 1147bis van het Gerechtelijk Wetboek en van artikel 31bis van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973.

Het wetsontwerp dient om uitvoering te geven aan artikel 107ter, § 2, van de Grondwet, gewijzigd bij de grondwettelijke bepaling van 15 juli 1988, welke bepaling aldus luidt :

"§ 2. Er bestaat voor geheel België een Arbitragehof, waarvan de samenstelling, de bevoegdheid en de werking door de wet worden bepaald.

Dit Hof doet, bij wege van arrest, uitspraak over :

1° de in § 1 bedoelde conflicten;

2° de schending door een wet, een decreet of een in artikel 26bis bedoelde regel, van de artikelen 6, 6bis en 17;

3° de schending door een wet, een decreet of een in artikel 26bis bedoelde regel, van de artikelen van de Grondwet die de wet bepaalt.

De zaak kan bij het Hof aanhangig worden gemaakt door iedere bij wet aangewezen overheid, door ieder die doet blijken van een belang of, prejudicieel, door ieder rechtscollege.

.../...

De wetten bedoeld in het eerste lid, in het tweede lid, 3°, en in het derde lid, worden aangenomen met de meerderheid bepaald in artikel 1, laatste lid".

De meerderheid waarnaar wordt verwezen is "de meerderheid van de stemmen in elke taalgroep van elke Kamer, op voorwaarde dat de meerderheid van de leden van elke taalgroep aanwezig is en voor zover het totaal van de ja-stemmen in beide taalgroepen tweederde van de uitgebrachte stemmen bereikt". Een zodanige meerderheid wordt gewoonlijk een bijzondere meerderheid genoemd.

Zoals er in de memorie van toelichting opmerkzaam op gemaakt wordt, zal de ontworpen wet met die bijzondere meerderheid moeten worden aangenomen.

De fundamentele vraag is of de wetgever, bij een met een bijzondere meerderheid aangenomen wet, met name de wet van 28 juni 1983 gedeeltelijk vermag te wijzigen en bepaalde artikelen van die wet ongewijzigd vermag te laten. Wat deze betreft geeft artikel 1, § 1, van de ontworpen wet de volgende regels aan :

"De bepalingen van de wet van 28 juni 1983 houdende de inrichting, de bevoegdheid en de werking van het Arbitragehof die door de hierna volgende artikelen niet vervangen worden, worden met inbegrip van hun nummering, hernomen.

De nieuwe bepalingen en die welke krachtens het voorgaande lid worden hernomen, vormen een enkele wet die de datum en het opschrift van de huidige wet heeft".

.../...

Artikel 1 stelt in zijn paragrafen 2 en 3 soortgelijke regels vast ten aanzien van de wet van 10 mei 1985 betreffende de gevolgen van de door het Arbitragehof gewezen vernietigende arresten en ten aanzien van sommige bepalingen van de wet van 2 februari 1984 betreffende de wedden van de leden, de referendarissen en de griffiers van het Arbitragehof, hun voordracht en benoeming, evenals de smaad en het geweld tegen de leden van dit Hof.

In verband met de hierboven ter sprake gebrachte fundamentele vraag en met de in artikel 1 gehanteerde wetgevingstechniek zijn verscheidene opmerkingen te maken.

1. Artikel 107ter, § 2, van de Grondwet maakt het voorwerp uit van de op 15 juli 1988 in de Grondwet ingeschreven overgangsbepaling naar luid waarvan "tot de inwerkingtreding van de in § 2, eerste lid, bedoelde wet aangenomen overeenkomstig § 2, vierde lid, de wet van 28 juni 1983 houdende de inrichting, de bevoegdheid en de werking van het Arbitragehof en de wet van 10 mei 1985 betreffende de gevolgen van de door het Arbitragehof gewezen vernietigende arresten van toepassing (blijven)".

De Raad van State heeft in zijn advies van 27 juli 1988 over een ontwerp van wet "tot wijziging, wat de referendarissen bij het Arbitragehof betreft, van de wet van 28 juni 1983 houdende de inrichting, de bevoegdheid en de werking van het Arbitragehof, de wet van 2 februari 1984 betreffende de wedden van de leden, de referendarissen en de griffiers van het Arbitragehof, hun voordracht en benoeming, evenals de smaad en het geweld tegen de leden van dit Hof en de wet van 5 april 1955 inzake de wedden van de ambtsdragers bij de Raad van State" de volgende opmerking gemaakt :

.../...

"Met die bepaling wordt onmiskenbaar beoogd, de bij volstrekte meerderheid aangenomen wetten van 28 juni 1983 en 10 mei 1985 voorlopig hun gelding te laten behouden. Het begin van de bepaling lijkt evenwel te impliceren dat de grondwetgever de in artikel 1, laatste lid, van de Grondwet bepaalde procedure heeft willen doen gelden voor de aanneming van één of twee nieuwe wetten die in de plaats van de twee eerdergenoemde wetten zouden komen of althans de inhoud ervan zouden aanpassen aan de verruimde bevoegdheid van het Arbitragehof" (Gedr. st. Kamer van Volksvertegenwoordigers, buitengewone zitting 1988, nr. 532/2, blz. 3).

De overgangsbepaling heeft een tweevoudig oogmerk : enerzijds houdt zij de wetten van 28 juni 1983 en 10 mei 1985 voorlopig in stand, anderzijds is zij onder bepaalde voorwaarden die zij vaststelt, een bepaling waarbij die twee wetten worden opgeheven. Van het ogenblik af dat de met een bijzondere meerderheid aangenomen wet bedoeld in artikel 107ter, § 2, eerste lid, in werking treedt, worden de twee voormelde wetten, namelijk opgeheven door de Grondwet. Hieruit volgt dat de wetgever niet alleen verplicht is om een wet te maken overeenkomstig de door de Grondwet gestelde meerderheidsvereisten, maar daarbij ook op dezelfde wijze wetgevend dient op te treden met betrekking tot alle aangelegenheden die naar luid van artikel 107ter, § 2, moeten worden geregeld door middel van wetten die met een bijzondere meerderheid worden aangenomen.

Als de wetgever zou werken met gedeeltelijke wijziging van de wetten van 28 juni 1983 en 10 mei 1985, zou hij afwijken van de in de Grondwet neergelegde overgangsbepaling. Sommige artikelen van die wetten zouden dan immers toepasselijk blijven in weerwil van de inwerkingtreding van de nieuwe bijzondere wet.

.../...

Als de teksten over de verschillende in artikel 107ter, § 2, genoemde aangelegenheden daarentegen worden aangenomen op de wijze als voorgeschreven bij artikel 1, laatste lid, van de Grondwet, doet het weinig ter zake dat de bijzondere wet volkomen nieuwe bepalingen bevat of zich er toe bepaalt om de bepalingen van de wetten van 28 juni 1983 en 10 mei 1985 over te nemen en ze aan te passen aan de verruimde bevoegdheden van het Arbitragehof.

2. De door artikel 1 van het ontwerp gehanteerde wetgevingstechniek stuit op bezwaren die niet alleen te maken hebben met artikel 107ter, § 2, en met de overgangsbepaling, maar ook met de artikelen 41 en 42 van de Grondwet, waarvan het eerste een artikelsgewijze stemming voorschrijft en het tweede het recht om de artikelen te wijzigen en te splitsen waarborgt.

Volgens artikel 1 van de ontworpen wet worden die artikelen van de wetten van 28 juni 1983, 2 februari 1984 en 10 mei 1985 welke niet worden gewijzigd, "hernomen". Zo zouden zij geacht worden met een bijzondere meerderheid te zijn aangenomen, ofschoon de wetgever ze niet afzonderlijk zal hebben kunnen goedkeuren, noch wijzigen of splitsen.

Een zodanige wetgevingstechniek is dan ook strijdig met de Grondwet.

3. Aan de door artikel 1 aangewende methode zitten nog andere nadelen vast.

.../...

Zij heeft tot gevolg dat wijzigings- of opheffingsbepalingen worden "hernomen" (lees : overgenomen) door een wet aangenomen met een bijzondere meerderheid.

Dat is het geval, krachtens artikel 1, § 1, van het ontwerp voor de artikelen 107 tot 109 van de wet van 28 juni 1983, welke respectievelijk tot onderwerp hebben :

- wijzigingen en opheffingen met betrekking tot de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

- een wijziging van artikel 5, tweede lid, van de wet van 6 augustus 1931 houdende vaststelling van de onverenigbaarheden en ontzeggingen betreffende de ministers, gewezen ministers en ministers van Staat, alsmede de leden en gewezen leden van de Wetgevende Kamers;

- het wijzigen van de artikelen 479 en 483 van het Wetboek van Strafvordering.

Dat is ook zo, krachtens artikel 1, § 3, van het ontwerp, voor de artikelen 6 en 7 van de wet van 2 februari 1983, die de artikelen 275 en 278 van het Strafwetboek wijzigen.

De wijzigingen of de opheffingen waarin de wetten van 28 juni 1983 en 2 februari 1984 met betrekking tot die verschillende wetten hebben voorzien, zijn definitief. Het is dan ook niet nodig er nog op terug te komen opdat zij hun uitwerking behouden.

.../...

4. De ontworpen wet bevat verscheidene bepalingen die niet tot die aangelegenheden behoren welke overeenkomstig artikel 107ter, § 2, van de Grondwet, moeten worden geregeld door een wet aangenomen met een bijzondere meerderheid.

Het betreft met name :

- artikel 22 van het ontwerp, dat ertoe strekt de artikelen 1 tot 4 van de wet van 2 februari 1984 (1) over te nemen;

- artikel 44 van het ontwerp dat in werkelijkheid, via een wijziging van artikel 110 van de wet van 28 juni 1983 tot doel heeft artikel 3, § 3, van de wet van 5 april 1955 inzake de wedden van de ambtsdragers bij de Raad van State (1) te wijzigen;

- de artikelen 53 en 54 van het ontwerp, die de artikelen 1082 en 1147bis van het Gerechtelijk Wetboek wijzigen;

.../...

---

(1) Er komen gelijkaardige bepalingen voor in de artikelen 2, 3 en 5 van het wetsontwerp waarover de Raad van State het eerder vermelde advies van 27 juli 1988 heeft gegeven. De Raad merkt op dat die bepalingen kunnen worden aangenomen met een wet die bij volstrekte meerderheid wordt goedgekeurd (Gedr. St. Kamer van Volksvertegenwoordigers, buitengewone zitting 1988, nr. 532/2, blz. 2).

- artikel 55 van het ontwerp, dat ertoe strekt artikel 31bis van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State te wijzigen.

5. Een aantal artikelen van de ontworpen wet verwijzen naar wetten die bij volstrekte meerderheid zijn goedgekeurd.

Dit is het geval met de artikelen 24, 31, 32 en 84, die verwijzen naar bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek of van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State. De dag dat de wetgever die bepalingen wijzigt, zal de vraag aan de orde komen hoe de in de ontworpen wet vervatte verwijzingen moeten worden verstaan. Is het zó dat, waar de bijzondere wet op het Arbitragehof aldus verwijst naar wetten die aangenomen zijn bij volstrekte meerderheid, die wetten daardoor, althans ten aanzien van het Arbitragehof, vast komen te liggen zodat elke latere wijziging van die wetten door een bij volstrekte meerderheid goedgekeurde wet niet van toepassing zou zijn op het Arbitragehof ?

6. Het ontwerp, zoals het is ingekleed, heeft het nadeel dat het geen uitdrukkelijke opheffing van de thans vigerende teksten bevat terwijl het in werkelijkheid vroegere, bij volstrekte meerderheid goedgekeurde wetten vervangt door een nieuwe, met een bijzondere meerderheid aangenomen wet.

.../...

7. Een aantal artikelen van de ontworpen wet bevatten de formulering "een wet, een decreet of een in artikel 26bis van de Grondwet bedoelde regel". Luidens de memorie van toelichting heeft die uitdrukking tot doel "in elk geval rekening te houden met de uitvoering van artikel 107quater van de Grondwet met betrekking tot het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest".

Indien de wet betreffende het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest wordt goedgekeurd vóór de bijzondere wet op het Arbitragehof, zou het raadzaam zijn in de laatstgenoemde wet het woord "ordonnantie" te bezigen in plaats van de voornoemde uitdrukking, voor zover deze wet het woord "ordonnantie" effectief gebruikt.

\+

\+ \+

De Raad van State zal, bij het artikelsgewijze onderzoek van het wetsontwerp, voorstellen doen die tot doel hebben een nieuwe, zelfstandige tekst tot stand te brengen die het mogelijk maakt de thans vigerende wetten op het Arbitragehof, voor zover nodig, op te heffen. Dit zal onder meer een vernummering van de artikelen meebrengen.

\+

\+ \+

.../...

II. ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Opschrift.

Zoals het geval was met de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, dient het opschrift te preciseren dat de wet is aangenomen met de door artikel 107ter, § 2, derde lid, van de Grondwet vereiste meerderheid.

Voorgesteld wordt het opschrift als volgt te redigeren :

"BIJZONDERE WET OP HET ARBITRAGEHOF".

Artikel 2.

1. Aan het artikel dienen de volgende opschriften vooraf te gaan :

"TITEL I. BEVOEGDHEID VAN HET ARBITRAGEHOF.

HOOFDSTUK I. BEROEPEN TOT VERNIETIGING.

Afdeling I. Beroepen".

2. Het ontworpen artikel regelt twee verschillende kwesties, met name het voorwerp van de beroepen en de adiëring van het Hof.

.../...

Er wordt voorgesteld het artikel op te splitsen in twee bepalingen, waarvan de eerste artikel 1 zou worden en de tweede artikel 2.

Voor artikel 1 wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 1.-

Het Arbitragehof doet, bij wege van arrest, uitspraak op de beroepen tot gehele of gedeeltelijke vernietiging van een wet, een decreet of een ordonnantie wegens schending :

1° van de regels die door of krachtens de Grondwet zijn vastgesteld voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten;

2° van de artikelen 6, 6bis en 17 van de Grondwet".

3. Artikel 2 van het ontwerp regelt de adiëring van het Arbitragehof volgens de procedure van het annulatieberoep. Naar aanleiding hiervan worden drie gevallen onderscheiden.

In een eerste geval komt het aan de Ministerraad of aan een Gemeenschaps- of een Gewestexecutieve toe een verzoekschrift in te dienen bij het Arbitragehof. Aangenomen moet worden dat die openbare overheden wegens de opdrachten die zij uitvoeren er belang bij hebben dat een precieze verdeling van de verantwoordelijkheid over de

.../...

openbare instanties wordt gehandhaafd en dat de in de artikelen 6, 6bis en 17 van de Grondwet bedoelde rechten worden beschermd.

In een tweede geval heeft iedere natuurlijke persoon of rechtspersoon het recht om hetzelfde beroep in te stellen. Daartoe moet hij evenwel, zoals artikel 107ter van de Grondwet aangeeft en zoals in de bepalingen van de ontworpen wet in herinnering wordt gebracht, doen blijken van een belang. De Raad van State is niet bevoegd om zijn oordeel over dat punt in de plaats te stellen van dat van de stellers van het ontwerp en om bijvoorbeeld er van uit te gaan dat er aanleiding zou zijn geweest om te bepalen dat dit belang rechtstreeks en persoonlijk behoort te zijn. Hij is daarentegen wel bevoegd om erop te wijzen dat de stellers van het ontwerp zodoende ruimschoots gelegenheid willen bieden om het recht op het instellen van een annulatieberoep uit te oefenen. En dit des te meer daar in de memorie van toelichting wordt gesteld dat overeenkomstig de rechtspraak van de Raad van State "het functioneel belang" niet als belang behoeft te worden geweerd. Dit zou niet uitsluiten dat ieder lid van een wetgevende vergadering bevoegd is om zich te beklagen, in elk geval over een schending van de bevoegdheidsregels, van het ogenblik af dat zal blijken dat een wet of een decreet met veronachtzaming van die regels is aangenomen. Als men voor ogen houdt dat dezelfde personen geroepen zijn een nationaal mandaat, een Gemeenschaps- en een Gewestmandaat uit te oefenen, zal ook blijken dat zij er steeds toe bewogen zullen worden om het Arbitragehof in de ene of in de andere hoedanigheid aan te spreken.

.../...

Met het oog daarop lijkt de regeling van de procedures die in een derde geval dankbaar zijn, niet samenhangend : de voorzitter van een wetgevende vergadering van zijn kant zal er eerst toe komen een annulatieberoep in te stellen als twee derde van de leden van de vergadering daarom verzoekt.

Dat gebrek aan samenhang in de opgelegde voorwaarden kan slechts worden vermeden als de stellers van het ontwerp ofwel de vereisten inzake belang, gesteld in paragraaf 1, eerste lid, van artikel 1 van het ontwerp, zouden verduidelijken, ofwel de vereisten inzake procedure, zoals zij in uitzicht gesteld zijn in paragraaf 2 van het bewuste artikel, zouden versoepelen.

4. In de teksten die de Raad van State voorstelt, geeft hij in overweging het nieuwe artikel 2 uitsluitend te bestemmen voor het aanwijzen van de instanties en de personen die bij het Arbitragehof een annulatieberoep kunnen instellen. Gelet op de vorenstaande opmerking is hij echter niet bij machte om voor het nieuwe artikel 2 een tekst te redigeren.

Artikel 3.

1. Paragraaf 3, b), luidt als volgt :

"§ 3. ... voor de Ministerraad of voor de Executieve van een Gemeenschap of van een Gewest staat een nieuwe termijn van zes maanden open voor het instellen van een beroep tot vernietiging ..., wanneer :

.../...

b) het Hof, uitspraak doende op een prejudiciële vraag, verklaard heeft dat die wet, dat decreet of die in artikel 26bis van de Grondwet bedoelde regel een van de in artikel 1 bedoelde regels of artikelen van de Grondwet schendt. De termijn gaat in op de datum van de kennisgeving van het door het Hof gewezen arrest aan de Eerste Minister en aan de voorzitters van de wetgevende vergaderingen en van de Executieven".

De toepassing van die bepaling kan aanleiding geven tot moeilijkheden omdat niet nauwkeurig wordt aangegeven wanneer de termijn ingaat voor het geval dat de kennisgevingen aan de onderscheiden overheden van de Staat, het Gewest of de Gemeenschap op verschillende data geschieden. Zo rijst de vraag of de termijn waarover de Executieve beschikt, ingaat zodra haar van het arrest kennis is gegeven of zodra daarvan kennis is gegeven aan de Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, van de Senaat, van de Gemeenschaps- en van de Gewestraden en van de Verenigde Vergadering van de taalgroepen van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad. Aangenomen lijkt te moeten worden dat de termijn loopt vanaf het ogenblik dat de overheid die het beroep tot vernietiging zal instellen, kennis heeft gekregen van het door het Arbitragehof gewezen arrest.

Het zou beter zijn het artikel te splitsen in twee nieuwe, als volgt luidende artikelen :

"Artikel 3.-

§ 1. Onverminderd paragraaf 2 en artikel 4 zijn de beroepen strekkende tot gehele of gedeeltelijke vernietiging van een wet, een decreet of een ordonnantie slechts ontvankelijk als zij worden ingesteld binnen een termijn van zes maanden na de bekendmaking van de wet, het decreet of de ordonnantie.

.../...

§ 2. De beroepen strekkende tot gehele of gedeeltelijke vernietiging van een wet, een decreet of een ordonnantie waardoor een verdrag instemming verkrijgt, zijn slechts ontvankelijk als zij worden ingesteld binnen een termijn van zestig dagen na de bekendmaking van de wet, het decreet of de ordonnantie.

Artikel 4.-

Voor de Ministerraad of voor de Executieve van een Gemeenschap of van een Gewest staat een nieuwe termijn van zes maanden open voor het instellen van een beroep tot vernietiging tegen een wet, een decreet of een ordonnantie, wanneer :

1° een beroep is ingesteld tegen een norm die hetzelfde onderwerp heeft en die vastgesteld is door een andere wetgever dan die welke de wet, het decreet of de ordonnantie heeft aangenomen. De termijn gaat in op de datum van de bekendmaking van de in artikel 76 bedoelde vermelding;

2° het Hof, uitspraak doende op een prejudiciële vraag, verklaard heeft dat die wet, dat decreet of die ordonnantie een van de in artikel 1 bedoelde regels of artikelen van de Grondwet schendt. De termijn gaat in op de datum van de kennisgeving van het door het Hof gewezen arrest aan de Eerste Minister en aan de voorzitters van de wetgevende vergaderingen en van de Executieven;

3° het Hof een norm vernietigd heeft die, geheel of gedeeltelijk, hetzelfde onderwerp heeft en die vastgesteld is door een andere wetgever dan die welke de wet, het decreet of de ordonnantie heeft aangenomen.

.../...

De termijn gaat in op de datum van de kennisgeving van het door het Hof gewezen arrest aan de Eerste Minister en aan de voorzitters van de Executieven".

Artikel 4 (dat artikel 5 wordt).

Uit de tekst van het ontwerp blijkt dat een advocaat niet bevoegd zou zijn om het beroep tot vernietiging te ondertekenen dat wordt ingesteld door de Ministerraad, door een Executieve of door de voorzitter van een wetgevende vergadering. Het is de Raad van State niet duidelijk waarom het door een van die overheden ingediende verzoekschrift niet door een advocaat zou mogen worden ondertekend.

Onder voorbehoud van de voorafgaande opmerking, wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 5.-

Een beroep tot vernietiging wordt bij het Hof aanhangig gemaakt door middel van een verzoekschrift dat, al naar het geval, ondertekend wordt door de Eerste Minister, door een lid van de Executieve, door haar aangewezen, door de voorzitter van een wetgevende vergadering of door degene die van een belang doet blijken of zijn advocaat".

Artikel 6 (nieuw).

Het nieuwe artikel 5 zou moeten worden gevolgd door een artikel 6, dat overeenstemt met artikel 4 van de wet van 28 juni 1983 :

.../...

"Artikel 6.-

Het verzoekschrift wordt gedagtekend. Het vermeldt het onderwerp van het beroep en bevat een uiteenzetting van de feiten en middelen".

Artikel 5 (dat artikel 7 wordt).

Artikel 5, aangevuld met een derde lid, zou het nieuwe artikel 7 worden, luidend als volgt :

"Artikel 7.-

De verzoekende partij voegt bij haar verzoekschrift een afschrift van de wet, het decreet of de ordonnantie waartegen het beroep gericht is, en, in voorkomend geval, van de bijlagen ervan.

Indien het beroep wordt ingesteld door de Ministerraad, door de Executieve van een Gemeenschap of een Gewest of door de voorzitter van een wetgevende vergadering, voegt de verzoekende partij daarenboven bij haar verzoekschrift een voor eensluidend verklaard afschrift van de beslissing waarbij zij besloten heeft het beroep in te stellen.

Wanneer het beroep wordt ingesteld door een rechtspersoon, voegt de verzoekende partij daarenboven bij haar verzoekschrift een voor eensluidend verklaard afschrift van haar statuten, indien zij er heeft, en van de beslissing waarbij zij besloten heeft het beroep in te stellen".

.../...

Artikel 6 (dat artikel 8 wordt).

Het tweede lid van het ontworpen artikel biedt het Arbitragehof de mogelijkheid aan te geven in welke mate de gevolgen van de normatieve bepalingen welke zij vernietigt, gehandhaafd blijven.

Het Hof kan alleen uitspraak doen bij wege van algemene beschikking, en niet door individuele maatregelen.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 8.-

Indien het beroep gegrond is, vernietigt het Arbitragehof de wet, het decreet of de ordonnantie waartegen het beroep is gericht, geheel of ten dele.

Zo het Hof dit nodig oordeelt, wijst het bij wege van algemene beschikking die gevolgen van de vernietigde bepalingen aan welke als gehandhaafd moeten worden beschouwd of voorlopig gehandhaafd worden voor de termijn die het vaststelt".

\+

\+ \+

Er wordt in overweging gegeven op het nieuwe artikel 8 een afdeling 2 te laten volgen, met als opschrift : "Gevolgen van de vernietigingsarresten". Die afdeling zou omvatten artikel 7 van de wet van 28 juni 1983, dat zou moeten worden aangepast aan de nieuwe bevoegdheden van het Arbitragehof, en de bepalingen van de wet van 10 mei 1985 die gewijzigd worden door de artikelen 49 tot 55 van het ontwerp van wet.

.../...

Artikel 9 (nieuw).

1. Dit artikel zou overeenstemmen met artikel 7 van de wet van 28 juni 1983 en zou betrekking hebben op het gezag van gewijsde van de arresten van het Arbitragehof. De formulering van dat artikel 7 heeft nogal wat stof opgeleverd voor commentaar, waarop de Raad van State de aandacht van de Regering en van de Wetgevende Kamers vestigt. Terwijl de vernietigingsarresten "een absoluut gezag van gewijsde (hebben) vanaf hun bekendmaking in het Belgisch Staatsblad", zijn de arresten houdende verwerping van beroepen tot vernietiging "bindend voor de rechtscolleges, wat de door deze arresten beslechte bevoegdheidsvraag betreft". Het bindende karakter van die arresten geldt ook nog voor andere overheden, zoals die welke "belast zijn met de uitvoering en de toepassing van de wetten of decreten in kwestie", en wel in zodanige mate dat van het verwerpingsarrest dat een bevoegdheidsvraag beslecht, gezegd is dat het "in feite een absoluut gezag erga omnes bezit" (1).

2. Artikel 9 zou, onder voorbehoud van de bovenstaande opmerking en in zover het artikel 7 van de wet van 28 juni 1983 zou overnemen, als volgt moeten worden geredigeerd :

.../...

---

(1) R. ANDERSEN, F. DELPEREE, B. JADOT, Y. LEJEUNE, A. RASSON-ROLAND, M.-F. RIGAUX, H. SIMONART, F. TULKENS, J. VAN COMPERNOLLE : La Cour d'arbitrage - Actualité et perspectives - Bruylant, 1988, blz. 180 en 181.
Bovendien, over hetzelfde onderwerp : E. KRINGS, Propos sur les effets des arrêts rendus par la Cour d'arbitrage, J.T., 1987, blz. 630 tot 632.

"Artikel 9.-

§ 1. De door het Arbitragehof gewezen vernietigingsarresten hebben een absoluut gezag van gewijsde vanaf hun bekendmaking in het Belgisch Staatsblad.

§ 2. De door het Arbitragehof gewezen arresten waarbij beroepen tot vernietiging verworpen worden, zijn bindend voor de rechtscolleges wat de door die arresten beslechte rechtspunten betreft".

Artikelen 10 tot 19 (nieuw).

1. De nieuwe artikelen 10 tot 19 stemmen overeen met de artikelen 1 tot 10 van de wet van 10 mei 1985, die door de ontworpen wet worden gewijzigd.

2. Een moeilijkheid doet zich voor wat betreft de artikelen 7 en 8 van de wet van 10 mei 1985, die het Gerechtelijk Wetboek wijzigen, en artikel 9 van dezelfde wet, dat een artikel 31bis invoegt in de gecoördineerde wetten op de Raad van State. Het is immers niet wenselijk dat die drie artikelen, die vervat zijn in wetten welke aangenomen zijn met een volstrekte meerderheid, gewijzigd worden door een wet die wordt goedgekeurd met een bijzondere meerderheid. De volgende oplossing wordt dan ook voorgesteld :

a) in artikel 1082, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek de woorden "tenzij de tweede voorziening zich uitsluitend beroept op de vernietiging door het Arbitragehof van de bepaling van een wet of een decreet die ten grondslag heeft gelegen aan de bestreden beslissing" doen vervallen;

.../...

b) titel VIII van boek III en artikel 1147bis van het Gerechtelijk Wetboek, en artikel 31bis van de gecoördineerde wetten op de Raad van State opheffen en die opheffingsbepalingen aan het slot van de ontworpen wet plaatsen;

c) in deze afdeling 2 van titel I, hoofdstuk I, drie op zichzelf staande artikelen invoegen die inhoudelijk overeenkomen met de artikelen 7 tot 9 van de wet van 10 mei 1985, welke door de ontworpen wet worden gewijzigd.

3. Als gevolg van de bovenstaande opmerking wordt de volgende tekst voorgesteld voor de artikelen 10 tot 19 :

"Artikel 10.-

De artikelen 11 tot 19 bepalen de gevolgen van de vernietiging van wetten, decreten en ordonnanties door het Arbitragehof, ongeacht of die vernietiging zuiver en onvoorwaardelijk is dan wel of het Hof de terugwerking ervan bij wege van algemene beschikking heeft beperkt overeenkomstig artikel 8, tweede lid.

Artikel 11.-

De in kracht van gewijsde gegane beslissing van een strafgerecht kan, in zoverre zij gegrond is op een bepaling van een wet, een decreet of een ordonnantie, die naderhand door het Arbitragehof is vernietigd, of op een verordening ter uitvoering van zodanige wet, decreet of ordonnantie, geheel of ten dele worden ingetrokken door het gerecht dat die beslissing heeft gewezen.

.../...

Artikel 12.-

Het staat aan het openbaar ministerie de intrekking te vorderen.

Het recht om de intrekking te vorderen, behoort bovendien :

1. aan de veroordeelde;

2. aan degene ten aanzien van wie een beslissing is gewezen waarbij opschorting van de uitspraak van de veroordeling wordt gelast;

3. ingeval de veroordeelde of, in voorkomend geval, de persoon ten aanzien van wie een beslissing is gewezen waarbij opschorting van de uitspraak van de veroordeling wordt gelast, overleden is dan wel onbekwaam of afwezig verklaard is, aan zijn echtgenoot, aan de bloedverwanten in de nederdalende en de opgaande lijn, aan zijn broers en zusters;

4. aan de partij die burgerrechtelijk aansprakelijk is verklaard voor de veroordeelde of, in voorkomend geval, voor degene ten aanzien van wie een beslissing is gewezen waarbij opschorting van de uitspraak van de veroordeling wordt gelast.

Artikel 13.-

§ 1. De zaak wordt bij het bevoegde gerecht aanhangig gemaakt, hetzij door een vordering van het openbaar ministerie, hetzij door een verzoekschrift dat de grond tot intrekking omschrijft.

.../...

Op straffe van nietigheid wordt de vordering ingesteld binnen zes maanden na de bekendmaking van het arrest van het Arbitragehof in het Belgisch Staatsblad.

§ 2. Na kennisneming van de vordering of van het verzoekschrift benoemt dat gerecht, ingeval de veroordeelde overleden, afwezig of onbekwaam verklaard is, een curator voor zijn verdediging, die hem vertegenwoordigt bij de intrekkingsprocedure.

§ 3. Het openbaar ministerie laat het verzoekschrift betekenen aan allen die partij zijn bij de bestreden beslissing. De betekening bevat een dagvaarding om te verschijnen voor het gerecht dat de bestreden beslissing heeft gewezen, en de tekst van de artikelen 11 tot 13 van deze wet.

De beslissing waarbij een einduitspraak wordt gedaan over de intrekking, wordt geacht op tegenspraak te zijn gewezen ten aanzien van de regelmatig gedagvaarde burgerlijke partij, zelfs wanneer deze niet in het geding tot intrekking is tussengekomen vóór de sluiting van de debatten.

§ 4. Het dossier op basis waarvan de bestreden beslissing is gewezen, wordt gedurende ten minste vijftien dagen ter inzage gelegd van de partijen.

§ 5. Het gerecht waarbij de zaak aanhangig is gemaakt, kan, indien de veroordeelde zich in hechtenis bevindt krachtens de beslissing waarvan de intrekking wordt gevorderd, zijn voorlopige invrijheidstelling gelasten volgens de procedure bepaald in artikel 7, tweede, derde en vierde lid, van de wet van 20 april 1874 betreffende de voorlopige hechtenis.

.../...

Dat gerecht kan ook, indien de aangevoerde middelen ernstig lijken en van dien aard dat ze de gevorderde intrekking rechtvaardigen, de opschorting bevelen van alle maatregelen tot tenuitvoerlegging of toepassing van de beslissing die voor intrekking vatbaar is.

§ 6. De rechter kan, op verzoek van één der personen bedoeld in artikel 12, 2° tot 5°, bevelen dat zijn beslissing tot intrekking bij uittreksel wordt bekendgemaakt in een blad dat hij aanwijst.

§ 7. De procedurekosten komen ten laste van de Staat.

Artikel 14.-

§ 1. De veroordelingen in strafzaken gegrond op een vernietigde wet, een vernietigd decreet of een vernietigde ordonnantie, of op een verordening ter uitvoering van zodanige wet, decreet of ordonnantie, evenals de beslissingen tot opschorting van de uitspraak van dergelijke veroordelingen worden door de intrekking ongedaan gemaakt binnen de grenzen waarin zij is uitgesproken.

§ 2. Indien bij de bestreden beslissing slechts één straf is uitgesproken wegens verscheidene strafbare feiten waarvan ten minste één gepleegd werd met overtreding van een bepaling die niet vernietigd is, kan de rechter, op vordering van het openbaar ministerie en mits de strafvordering niet is verjaard, hetzij de veroordeling integraal handhaven, hetzij de straf verminderen, hetzij de uitspraak van de veroordeling opschorten, hetzij een vrijsprekend vonnis wijzen.

.../...

§ 3. Indien de feiten die geleid hebben tot het ingetrokken vonnis, strafbaar blijven krachtens bepalingen die tengevolge van de vernietiging opnieuw toepasselijk worden, kan de rechter die de vordering tot intrekking behandeld heeft, op vordering van het openbaar ministerie en mits de strafvordering niet is verjaard, nieuwe veroordelingen uitspreken, evenwel zonder dat daaruit een verzwaring van de straffen mag volgen.

§ 4. De rechter gelast de terugbetaling van de ten onrechte geïnde geldboete, vermeerderd met de wettelijke interest te rekenen van de inning.

Artikel 28 van de wet van 20 april 1874 betreffende de voorlopige hechtenis is mede van toepassing op de veroordeelde die ter uitvoering van het ingetrokken vonnis ten onrechte in hechtenis is gesteld.

§ 5. Indien de rechter tengevolge van de intrekking niet langer bevoegd is om uitspraak te doen op de burgerlijke rechtsvordering, verwijst hij deze naar de bevoegde rechter. De artikelen 660 tot 663 van het Gerechtelijk Wetboek en artikel 17, §§ 1 en 2, van deze wet zijn mede van toepassing op die verwijzing.

Artikel 15.-

De beslissingen tot internering van verdachten en beschuldigden in staat van krankzinnigheid, geestesstoornis of zwakzinnigheid, uitgesproken krachtens de wet tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen en gewoontemisdadigers, kunnen worden ingetrokken overeenkomstig de artikelen 11 tot 14.

.../...

Artikel 16.-

In afwijking van artikel 1082, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek kan een tweede beroep in cassatie worden ingesteld wanneer het zich uitsluitend beroept op de vernietiging door het Arbitragehof van een wet, een decreet of een ordonnantie die ten grondslag aan de bestreden beslissing heeft gelegen of van een verordening die ter uitvoering van een zodanige norm is vastgesteld.

Artikel 17.-

§ 1. De in kracht van gewijsde gegane beslissing van een burgerlijk gerecht kan, in zoverre zij gegrond is op een bepaling van een wet, een decreet of een ordonnantie die naderhand door het Arbitragehof is vernietigd, of op een verordening ter uitvoering van een zodanige norm, geheel of gedeeltelijk worden ingetrokken op verzoek van degenen die daarbij partij zijn geweest of behoorlijk opgeroepen.

§ 2. De rechter kan binnen de grenzen van de intrekking een nieuwe beslissing uitspreken die steunt op een andere grond of op een andere juridische omschrijving van een feit of een handeling waarmee de bestreden beslissing wordt gestaafd.

§ 3. De vordering tot intrekking wordt aanhangig gemaakt bij het gerecht dat de bestreden beslissing heeft gewezen; ze wordt ingeleid door een dagvaarding die de uiteenzetting van de middelen bevat en betekend aan alle bij de bestreden beslissing betrokken partijen, een en ander op straffe van nietigheid.

.../...

§ 4. Op straffe van verval moet de vordering worden ingesteld binnen zes maanden na de bekendmaking van het arrest van het Arbitragehof in het Belgisch Staatsblad.

Artikel 18.-

Een arrest van de Raad van State kan, in zoverre het gegrond is op een bepaling van een wet, een decreet of een ordonnantie die naderhand door het Arbitragehof is vernietigd, of op een verordening ter uitvoering van een zodanige norm, geheel of gedeeltelijk worden ingetrokken.

De termijn van beroep is zes maanden te rekenen vanaf de dag dat het arrest van het Arbitragehof in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

Artikel 19.-

Niettegenstaande de door de wetten en bijzondere verordeningen bepaalde termijnen verstreken zijn, kan tegen de handelingen en verordeningen van de verschillende bestuursorganen alsook tegen de beslissingen van andere gerechten dan die bedoeld in artikel 17 van deze wet, voor zover die gegrond zijn op een bepaling van een wet, van een decreet of van een ordonnantie, die naderhand door het Arbitragehof is vernietigd of op een verordening ter uitvoering van een zodanige norm, al naar het geval, elk administratief of rechterlijk beroep worden ingesteld dat daartegen open staat, binnen zes maanden na de bekendmaking van het arrest van het Arbitragehof in het Belgisch Staatsblad.

.../...

Artikelen 7, 8 en 9
(die de artikelen 20, 21 en 24 worden).

1. Aan de artikelen 7, 8 en 9 van het wetsontwerp, die de artikelen 20, 21 en 24 zouden worden, en waaraan de artikelen 10, 11, 13 en 14 van de wet van 28 juni 1983 zouden worden toegevoegd als de nieuwe artikelen 22, 23, 25 en 26, zou het opschrift "Afdeling 3. Schorsing" moeten voorafgaan.

2. De termijn van een maand waarbinnen het Arbitragehof uitspraak moet doen op de vordering tot schorsing kan in bepaalde gevallen te kort blijken, zoals, bijvoorbeeld, tijdens de gerechtelijke vakantie. Het gaat weliswaar om een niet dwingende termijn, aangezien er geen enkel rechtsgevolg verbonden is aan het overschrijden ervan.

Hetzelfde geldt voor het nieuwe artikel 26.

3. De volgende teksten worden voorgesteld :

"Artikel 20.-

Op vordering van de verzoekende partij kan het Hof, bij een met redenen omklede beslissing, de wet, het decreet of de ordonnantie waartegen een beroep tot vernietiging gericht is, geheel of ten dele schorsen.

Artikel 21.-

Tot schorsing kan slechts worden besloten als ernstige middelen worden aangevoerd en op voorwaarde dat de onmiddellijke uitvoering van de wet, het decreet of de ordonnantie, waartegen het beroep gericht is, een moeilijk te herstellen ernstig nadeel kan berokkenen.

.../...

Artikel 22.-

De schorsing wordt gevorderd in het verzoekschrift tot vernietiging of in een afzonderlijke, overeenkomstig artikel 5 ondertekende akte, die bij het verzoekschrift gevoegd of in de loop van het geding ingediend wordt.

Artikel 23.-

De vordering bevat een uiteenzetting van de feiten waaruit moet blijken dat de onmiddellijke toepassing van de bestreden norm een moeilijk te herstellen ernstig nadeel kan berokkenen.

Wanneer de vordering bij een afzonderlijke akte wordt ingesteld, wordt zij gedagtekend en vermeldt zij de norm waartegen het beroep tot vernietiging gericht is.

Artikel 24.-

Onverminderd de bepalingen van de artikelen 72 tot 75, doet het Hof binnen een termijn van een maand uitspraak op de vordering bij een met redenen omkleed arrest, na de partijen te hebben gehoord.

Artikel 25.-

Het arrest dat de schorsing beveelt, wordt in het Nederlands, in het Frans en in het Duits gesteld. Ten verzoeke van de griffier wordt het binnen vijf dagen na de uitspraak in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt.

Het heeft gevolg vanaf de dag van zijn bekendmaking.

.../...

Artikel 26.-

Het Hof wijst zijn arrest op de hoofdvordering binnen drie maanden na de uitspraak van het arrest dat de schorsing beveelt. Die termijn kan niet worden verlengd.

Indien het arrest op de hoofdvordering niet gewezen is binnen die termijn, houdt de schorsing onmiddellijk op gevolg te hebben".

Artikel 10 (dat artikel 27 wordt).

1. Aan artikel 10 van het ontwerp, dat artikel 27 zou worden, zou het volgende opschrift moeten voorafgaan : " HOOFDSTUK II. PREJUDICIELE VRAGEN".

2. De ontworpen paragraaf 2 luidt als volgt :

"§ 2. Indien een vraag te dien aanzien wordt opgeworpen voor een rechtscollege, dan moet dit college het Arbitragehof verzoeken op deze vraag uitspraak te doen.

Het rechtscollege, waarvan de beslissing vatbaar is voor, al naar het geval, hoger beroep, verzet of voorziening in cassatie, is daartoe echter niet gehouden :

a) wanneer het Arbitragehof reeds uitspraak heeft gedaan op een vraag of een beroep met hetzelfde onderwerp;

b) wanneer de vordering niet ontvankelijk is om procedureredenen die ontleend zijn aan normen die zelf niet het onderwerp uitmaken van het verzoek tot het stellen van de prejudiciële vraag;

c) wanneer het rechtscollege meent dat het antwoord op de prejudiciële vraag niet noodzakelijk is om uitspraak te doen of oordeelt dat de wet, het decreet of de in artikel 26bis van de Grondwet bedoelde regel een regel of een artikel van de Grondwet, bedoeld in § 1, klaarblijkelijk al dan niet schendt".

.../...

Deze paragraaf doet de volgende problemen rijzen :

A. Het vroegere artikel 107ter van de Grondwet bepaalde niets over de bevoegdheid van het Arbitragehof : de Grondwet liet die aangelegenheid over aan de gewone wetgever, zowel wat het rechtstreekse beroep als wat de prejudiciële vragen betreft.

De wet van 28 juni 1983 heeft dan ook in artikel 15, § 2, kunnen bepalen :

"§ 2. Indien een vraag te dien aanzien wordt opgeworpen voor een rechtscollege, dan moet dit college het Arbitragehof verzoeken op deze vraag uitspraak te doen.

Het rechtscollege is daartoe echter niet gehouden :

a) wanneer het Arbitragehof reeds uitspraak heeft gedaan op een vraag of een beroep met hetzelfde onderwerp;

b) wanneer de vordering niet ontvankelijk is om procedureredenen die ontleend zijn aan normen die zelf niet het onderwerp uitmaken van het verzoek tot het stellen van de prejudiciële vraag;

c) wanneer het rechtscollege meent dat het antwoord op de prejudiciële vraag niet noodzakelijk is om uitspraak te doen".

.../...

Uit die bepaling volgde een principiële verplichting voor elk rechtscollege, behalve ingeval de vraag reeds was opgelost door het Hof en ingeval de zaak kon worden afgedaan zonder dat uitspraak moest worden gedaan over de vraag.

Luidens het nieuwe artikel 107ter, § 2, derde lid, "kan de zaak bij het Hof aanhangig worden gemaakt ..., prejudicieel, door ieder rechtscollege". De Grondwet lijkt zodoende een loutere mogelijkheid in de plaats te stellen van de verplichting, opgelegd door de wet van 28 juni 1983.

Het door de Regering voorgelegde aanvankelijke ontwerp was dwingender. Het bepaalde : "Het Hof wordt gevat ... door een rechtscollege ten prejudiciële titel". Maar de verklarende nota verstrekte bij die tekst de volgende commentaar :

> "Om evenwel de toetsingsbevoegdheid van het Arbitragehof via de prejudiciële vragen efficiënter te maken, zal in de uitvoeringswet worden bepaald dat het rechtscollege, dat meent dat het antwoord op de voor hem opgeworpen prejudiciële vraag niet noodzakelijk is om uitspraak te doen (thans artikel 15, § 2, tweede lid, c) van de wet van 28 juni 1983), zijn beslissing ter zake moet motiveren en dat tegen zijn weigering een rechtsmiddel, zelfs afzonderlijk, kan worden aangewend (wijziging van artikel 18, tweede lid, van de thans bestaande wet van 28 juni 1983)" (1).

De regeringstekst en de commentaar erbij hebben aanleiding gegeven tot ongerustheid in de Senaatscommissie, die er gevaar voor overbelasting van het Hof in zag, als gevolg van een verruiming van de bevoegdheden van het Hof en een verlenging van de procedures nu het mogelijk zou worden

.../...

---

(1) Gedr. St. Senaat, buitengewone zitting 1988, nr. 100-3/1°, blz. 3.

in beroep te gaan tegen de rechterlijke beslissing die zou weigeren de vraag te stellen (1). De tekst is door de Commissie gewijzigd zonder nadere uitleg (2). Maar in openbare vergadering heeft Vice-Eerste Minister Dehaene het volgende verklaard : "Il est clair que lorsqu'une question préjudicielle est soulevée devant les cours et tribunaux, ces juridictions ont l'obligation de poser cette question. Le mot "peut" a malencontreusement été utilisé dans l'exposé des motifs. Toutefois, il est des cas où, dans les limites de la loi, le tribunal peut décider de ne pas poser cette question" (3). Later heeft Senator Arts, die erop bedacht was tijdrovende prejudiciële procedures te vermijden, de mening te kennen gegeven dat wanneer het klaar en duidelijk is dat het opgeworpen middel ongegrond is, de rechter het stellen van de prejudiciële vraag moet kunnen weigeren (4). Daarna heeft Senator Cerexhe, die de verklarende nota van de Regering daarbij als argument gebruikte, zich afgevraagd of er niet diende te worden teruggegrepen naar verplichte prejudiciële verwijzing vanwege het Hof van Cassatie en vanwege de Raad van State, waarvan de arresten niet vatbaar zijn voor beroep; hij heeft daarbij wel gepleit voor het behoud van het geval van de duidelijke akte, maar wees erop dat "cette notion d'acte clair (est) ... interprétée par la Cour de justice des Communautés européennes de façon extrêmement restrictive" (5). Vice-Eerste Minister Dehaene

.../...

---

(1) Gedr. St. Senaat, buitengewone zitting 1988, nr. 100-3/2, blz. 3.
(2) Ibidem, blz. 17.
(3) Handelingen Senaat, 14 juni 1988, blz. 511.
(4) Handelingen Senaat, 16 juni 1988, blz. 632.
(5) Handelingen Senaat, 16 juni 1988, blz. 637.

heeft al die opmerkingen beantwoord als volgt : "La loi actuelle ... contient le principe - qui ne semble pas devoir être motivé - selon lequel les cours et tribunaux sont tenus de poser la question préjudicielle, les trois exceptions prévues dans la loi étant fort restrictives"; hij heeft vervolgens de bepalingen aangekondigd die voorkomen in artikel 12 van het ontwerp (1).

Daaruit volgt blijkbaar dat het woord "kan", in zover het van toepassing is op de prejudiciële vragen die een rechtscollege moet stellen, niet gebruikt is met de bedoeling de verplichting die artikel 15, § 2, van de wet van 28 juni 1983 thans aan de rechtscolleges oplegt, grondig te wijzigen (2).

B. Het ontwerp bepaalt zich ertoe aan artikel 15, § 2, van de wet van 28 juni 1983 een geval toe te voegen waarin de verwijzing niet verplicht is. Het geval namelijk waarin het rechtscollege oordeelt dat de norm klaarblijkelijk een regel of artikel van de Grondwet, waaraan het Hof de hand moet houden, schendt of niet schendt. Hiermee wordt gerefereerd naar de theorie van de duidelijke akte. De memorie van toelichting verheelt dat niet en geeft daarvoor als uitleg dat de huidige tekst zulks niet gedoogt, maar dat er voortaan toepassing aan gegeven dient te worden om "overbelasting van het Arbitragehof" te vermijden. Zij beroept zich daarbij als inspiratiebronnen op de bepalingen inzake verwijzing voor het Benelux-Gerechtshof of voor het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen.

.../...

---

(1) Ibidem, blz. 644.
(2) Tijdens de behandeling in de Kamer van Volksvertegenwoordigers is geen nadere toelichting daaromtrent gegeven.

Volgens het tweede lid van paragraaf 2 van de ontworpen tekst is de verwijzing alleen facultatief voor rechtscolleges waarvan de beslissing vatbaar is voor hoger beroep, verzet of voorziening in cassatie. Volgens de memorie van toelichting wordt het ontwerp hiermee afgestemd op de bepalingen van het Benelux-Verdrag of het EEG-Verdrag, waardoor men zich heeft laten leiden.

Men moet zich evenwel afvragen of hier niet verder wordt gegaan. Uit de tekst blijkt immers dat het Hof van Cassatie en de Raad van State, om met name te noemen wat de memorie van toelichting omschrijft als "de rechtscolleges die in laatste aanleg zetelen", steeds naar het Arbitragehof zullen moeten verwijzen wanneer bij hen een vraag wordt opgeworpen die behoort tot de categorie van de prejudiciële vragen. Het doet er weinig toe of het Arbitragehof reeds uitspraak heeft gedaan op een vraag of een beroep met hetzelfde onderwerp (a), of dat de vordering niet ontvankelijk is om procedureredenen die ontleend zijn aan normen welke zelf niet het onderwerp uitmaken van een prejudiciële vraag (b), of dat het antwoord op de prejudiciële vraag niet noodzakelijk is om uitspraak te doen (c) of ook nog dat het antwoord in een of andere zin evident is (c).

Het ontwerp wil kennelijk een einde maken aan de schijnbare of eventuele terughoudendheid van de hoogste rechtscolleges om het Arbitragehof te adiëren. De memorie van toelichting verklaart de nieuwe verplichting die aan de hoogste rechtscolleges wordt opgelegd, door "het streven naar een zo ruim mogelijke rechtsbescherming, dat nu nog sterker is ingegeven omwille van de verruiming van de toetsingscriteria tot de artikelen 6, 6bis en 17 van de Grondwet". De Regering is wegens de door artikel 27 van het ontwerp ingestelde "schiftingsprocedure", niet bevreesd voor de overbelasting van de Arbitragehof.

.../...

Enerzijds dient, wat betreft de aan het Hof van Cassatie en aan de Raad van State opgelegde verplichting om aan het Arbitragehof een prejudiciële vraag te stellen zodra zodanige vraag voor die rechtscolleges wordt opgeworpen, te worden opgemerkt dat er geen enkele reden is om hen tot het stellen van de prejudiciële vraag te dwingen wanneer de vordering niet ontvankelijk is (§ 2, tweede lid, b)) of wanneer het antwoord op die vraag niet noodzakelijk is om uitspraak te doen (§ 2, tweede lid, c) - zo, bijvoorbeeld, wanneer een handeling van een administratieve overheid even vérstrekkend kan worden nietigverklaard op grond van een ander middel dat voor de Raad van State is aangevoerd - of ook nog wanneer het Arbitragehof reeds uitspraak heeft gedaan over een vraag of een beroep met hetzelfde onderwerp (§ 2, tweede lid, a).

Anderzijds behoort, met betrekking tot de regel van paragraaf 2, tweede lid, c) in fine, volgens welke andere rechtscolleges dan het Hof van Cassatie of de Raad van State, aan het Arbitragehof geen prejudiciële vraag moeten stellen wanneer zij oordelen "dat de wet, het decreet of de in artikel 26bis van de Grondwet bedoelde regel een regel of een artikel van de Grondwet bedoeld in paragraaf 1, klaarblijkelijk al dan niet schendt", te worden beklemtoond dat de ontworpen wet zodoende aanneemt dat de rechtscolleges de grondwettigheid van een wetgevende norm toetsen en hem desnoods niet toepassen op het specifieke geval. Die regel gaat aldus in tegen artikel 107ter, § 2, tweede lid, van de Grondwet, dat de bevoegdheid om de grondwettigheid van de wetten, decreten en ordonnanties te toetsen onder de voorwaarden welke dat artikel bepaalt, uitsluitend weglegt voor het Arbitragehof.

De regel vervat in paragraaf 2, tweede lid, c) in fine, is dus ongrondwettig en moet vervallen.

3. Het nieuwe artikel 27 zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 27.-

§ 1. Het Hof doet, bij wijze van prejudiciële beslissing, uitspraak in de gevallen waarin bij dat Hof een beroep tot vernietiging aanhangig kan worden gemaakt.

§ 2. Indien een vraag te dien aanzien wordt opgeworpen voor een rechtscollege, dan moet dit college het Arbitragehof verzoeken op deze vraag uitspraak te doen.

Het rechtscollege is daartoe echter niet gehouden :

a) wanneer het Hof reeds uitspraak heeft gedaan op een vraag of een beroep met hetzelfde onderwerp;

b) wanneer de vordering niet ontvankelijk is om procedureredenen die ontleend zijn aan normen welke zelf niet het onderwerp uitmaken van het verzoek tot het stellen van de prejudiciële vraag;

c) wanneer het rechtscollege meent dat het antwoord op de prejudiciële vraag niet noodzakelijk is om uitspraak te doen".

.../...

Artikel 11 (dat artikel 28 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 28.-

§ 1. Prejudiciële vragen worden bij het Hof aanhangig gemaakt door overzending van een door de voorzitter en door de griffier van het rechtscollege ondertekende expeditie van de beslissing tot verwijzing.

§ 2. De beslissing tot verwijzing vermeldt de bepalingen van de wet, het decreet of de ordonnantie die het onderwerp uitmaken van de vraag; in voorkomend geval preciseert zij bovendien welke artikelen van de Grondwet of van de bijzondere wetten ter zake dienend zijn. Het Arbitragehof kan evenwel de hem gestelde prejudiciële vraag herformuleren".

Artikel 29 (nieuw).

Artikel 17 van de wet van 28 juni 1983, dat het nieuwe artikel 29 wordt, zou als volgt luiden :

"Artikel 29.-

Het rechtscollege dat de prejudiciële vraag heeft gesteld evenals elk ander rechtscollege dat in dezelfde zaak uitspraak doet, moeten zich voor de oplossing van het geschil naar aanleiding waarvan de in artikel 27 bedoelde vragen zijn gesteld, voegen naar het arrest van het Arbitragehof".

.../...

Artikel 12 (dat artikel 30 wordt).

Er wordt in overweging gegeven paragraaf 2 zo aan te vullen dat hij mede slaat op de gevallen waarin de Raad van State administratief cassatierechter is.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 30.-

§ 1. Tegen de beslissing van een rechtscollege kan, in zover deze aan het Arbitragehof een prejudiciële vraag stelt, geen enkel rechtsmiddel worden aangewend.

§ 2. De beslissing waarbij een rechtscollege weigert een prejudiciële vraag te stellen moet de redenen van de weigering aangeven. Tegen een dergelijke beslissing kan, in voorkomend geval, hoger beroep, verzet, voorziening in cassatie of beroep tot vernietiging ingesteld worden".

Artikel 31 (nieuw).

Het nieuwe artikel 31 zou artikel 19 van de wet van 28 juni 1983 in de volgende bewoordingen overnemen :

"Artikel 31.-

De beslissing om aan het Arbitragehof een prejudiciële vraag te stellen schort de procedure en de termijnen van procedure en verjaring op vanaf de datum van die beslissing tot de datum waarop het arrest van het Arbitragehof ter kennis wordt gebracht van de partijen en van het rechtscollege dat de prejudiciële vraag heeft gesteld".

.../...

Artikel 13 (dat artikel 32 wordt).

1. Luidens de tweede volzin van het ontworpen artikel "wijst" de griffie van het rechtscollege dat de prejudiciële vraag stelt, "erop dat door die kennisgeving (van de beslissing aan de partijen) de in artikel 69 bedoelde termijn (dat wil zeggen de termijn om bij het Arbitragehof een memorie in te dienen) een aanvang neemt".

Het is niet normaal dat een termijn waarbinnen voor het Arbitragehof proceshandelingen kunnen worden verricht, afhangt van een kennisgeving die wordt gedaan door de griffie van een ander rechtscollege. Het is dan ook wenselijk dat de griffie van het Arbitragehof zelf die kennisgeving aan de partijen doet, opdat de termijn voor het indienen van de memories een vast uitgangspunt heeft dat aan het Hof zelf bekend is.

2. Artikel 29 van het wetsontwerp vervangt artikel 60 van de wet van 28 juni 1983 en bepaalt dat de griffier van het Arbitragehof de verwijzingsbeslissing ter kennis brengt van de partijen in het geding "indien het Hof de beslissing heeft geformuleerd".

Om aan de vorenstaande opmerking tegemoet te komen, is het voldoende dat het laatste zinsdeel van artikel 29 van het ontwerp wordt weggelaten.

.../...

3. Zodoende zou artikel 13 van het ontwerp - dat artikel 32 wordt - zich ertoe beperken aan de griffie van het rechtscollege dat de verwijzingsbeslissing heeft genomen, de verplichting op te leggen om die beslissing ter kennis te brengen van de partijen en zou het nieuwe artikel 79 (dat overeenstemt met artikel 60 van de wet van 28 juni 1983, gewijzigd bij artikel 29 van het wetsontwerp) betrekking hebben op de kennisgevingen welke alleen de griffier van het Arbitragehof heeft te doen; die kennisgevingen doen de termijn voor het indienen van de memories ingaan.

4. De volgende tekst wordt voorgesteld voor het nieuwe artikel 32 :

"Artikel 32.-

De griffie van het rechtscollege dat de beslissing tot verwijzing heeft gewezen, geeft van deze beslissing kennis aan de partijen".

Artikelen 14 tot 19 (die artikelen 33 tot 35 worden).

1. Na het nieuwe artikel 32 zouden moeten komen : "Titel II - Inrichting van het Arbitragehof" en "Hoofstuk I - De rechters van het Arbitragehof", zoals dat opschrift wordt gewijzigd door artikel 14 van het wetsontwerp.

2. In dat hoofdstuk I zouden artikel 21 van de wet van 28 juni 1983 en, voor zover het betrekking heeft op de rechters, artikel 5 van de wet van 2 februari 1984,

.../...

dat wordt overgenomen door artikel 19 van het ontwerp, moeten staan. Die bepalingen zouden de nieuwe artikelen 33 tot 35 vormen.

3. De volgende teksten worden voorgesteld :

"Artikel 33.-

Het Arbitragehof is samengesteld uit twaalf rechters : zes Nederlandstalige rechters, die de Nederlandse taalgroep van het Hof vormen, en zes Franstalige rechters, die de Franse taalgroep van het Hof vormen.

De hoedanigheid van Nederlandstalig rechter of Franstalig rechter van het Arbitragehof wordt, voor de in artikel 36, § 1, 1°, bedoelde rechters, bepaald door de taal van het diploma en voor de in artikel 36, § 1, 2°, bedoelde rechters, door de parlementaire taalgroep waartoe zij het laatst behoorden.

Artikel 34.-

De rechters worden voor het leven door de Koning benoemd uit een dubbeltal voorgedragen door de Senaat. Het wordt aangenomen met een meerderheid van tweederde der stemmen van de aanwezige leden.

Geen voordracht kan geschieden dan bij vacature en ten minste vijftien dagen na bekendmaking van de vacature in het Belgisch Staatsblad. Die bekendmaking mag niet vroeger dan drie maanden voor het ontstaan van de vacature geschieden.

.../...

Iedere voordracht wordt in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt; de benoeming mag niet vroeger dan vijftien dagen na die bekendmaking geschieden.

Artikel 35.-

De Nederlandstalige en de Franstalige rechters van het Arbitragehof kiezen, elk wat hen betreft, uit hun midden een Nederlandstalige en een Franstalige voorzitter".

Artikel 36 (nieuw).

Het nieuwe artikel 36 zou overeenstemmen met artikel 22 van de wet van 28 juni 1983 :

"Artikel 36.-

§ 1. Om tot rechter van het Arbitragehof te worden benoemd, moet men volle veertig jaar oud zijn en aan een van de volgende voorwaarden voldoen :

1° in België ten minste vijf jaar het ambt hebben bekleed :

a) hetzij van raadsheer, van procureur-generaal, van eerste advocaat-generaal of van advocaat-generaal bij het Hof van Cassatie;

b) hetzij van staatsraad of van auditeur-generaal, van adjunct-auditeur-generaal, van eerste auditeur of van eerste referendaris bij de Raad van State;

.../...

c) hetzij van referendaris bij het Arbitragehof;

d) hetzij van gewoon hoogleraar, buitengewoon hoogleraar, hoogleraar of geassocieerd hoogleraar in de rechten aan een Belgische universiteit;

2° ten minste acht jaar lid zijn geweest van de Senaat of van de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

§ 2. Het Hof telt, onder zijn Nederlandstalige, respectievelijk Franstalige rechters, evenveel rechters die voldoen aan de voorwaarden bepaald in § 1, 1°, als rechters die voldoen aan de voorwaarde bepaald in § 1, 2°.

Onder de rechters die voldoen aan de in § 1, 1°, bepaalde voorwaarden moet ten minste één rechter voldoen aan de voorwaarde bedoeld onder a), ten minste één rechter voldoen aan de voorwaarde bedoeld onder b) en ten minste één rechter voldoen aan de voorwaarde bedoeld onder d).

§ 3. Een kandidaat, voorgedragen op grond van de voorwaarden bepaald in § 1, 1°, kan niet worden voorgedragen op grond van de voorwaarde bepaald in § 1, 2°.

Een kandidaat, voorgedragen op grond van de voorwaarde bepaald in § 1, 2°, kan niet worden voorgedragen op grond van de voorwaarden bepaald in § 1, 1°.

.../...

§ 4. Ten minste één rechter, behorend tot de rechters die voldoen aan de voorwaarden bedoeld in § 1, 1°, moet het bewijs leveren van een voldoende kennis van het Duits. De Koning bepaalt de wijze waarop het bewijs van de kennis van het Duits wordt geleverd".

Artikel 15 (dat artikel 37 wordt).

1. Het nieuwe artikel 37 zou moeten worden voorafgegaan door het volgende opschrift :

"HOOFDSTUK II - DE REFERENDARISSEN".

2. De tekst zou als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 37.-

Het Arbitragehof wordt bijgestaan door ten hoogste veertien referendarissen, van wie de ene helft Nederlandstalig en de andere helft Franstalig is, al naar de taal van het diploma, en die het bewijs hebben geleverd van een voldoende kennis van de tweede landstaal, voor een examencommissie samengesteld door de Vaste Wervingssecretaris.

Ten minste één Nederlandstalige en één Franstalige referendaris moeten het bewijs leveren van een voldoende kennis van het Duits, voor een examencommissie samengesteld door de Vaste Wervingssecretaris.

.../...

Artikelen 16 en 17 (die de artikelen 38 tot 41 worden).

Ter wille van de duidelijkheid wordt voorgesteld de artikelen 16 en 17 te splitsen en er vier nieuwe artikelen van te maken, als volgt :

"Artikel 38.-

Niemand kan tot referendaris worden benoemd tenzij hij vijfentwintig jaar oud is en doctor of licentiaat in de rechten is.

Artikel 34, tweede lid, is van toepassing op de benoeming van de referendarissen.

Artikel 39.-

De kandidaten worden met het oog op hun benoeming gerangschikt op grond van een vergelijkend examen waarvan het Hof de voorwaarden bepaalt en de examencommissie aanstelt.

De examencommissie bestaat voor de ene helft uit rechters en voor de andere helft uit buiten de instelling staande personen, met inachtneming van het taalevenwicht.

De examenuitslag blijft drie jaar geldig.

Het vergelijkend examen wordt, wat de gevolgen ervan betreft, gelijkgesteld met de vergelijkende examens die in de Rijksbesturen en in de instellingen van openbaar nut toegang verlenen tot het ambt van bestuurssecretaris-jurist.

.../...

Artikel 40.-

De referendarissen worden door het Hof benoemd voor een stage van drie jaar volgens hun rangschikking bij het in artikel 39 bedoelde vergelijkend examen.

Na die drie jaar wordt de benoeming definitief, behoudens andersluidende beslissing van het Hof tijdens het derde stagejaar.

Artikel 41.-

Het ambt van referendaris bij het Arbitragehof wordt gelijkgesteld met de rechterlijke ambten ten aanzien van de benoemingsvoorwaarden bepaald in de artikelen 70 en 71 van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, en in de artikelen 187 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek.

De jaren, als referendaris bij het Arbitragehof doorgebracht, komen in aanmerking voor de berekening van de anciënniteit in elke administratieve en gerechtelijke functie of in een functie bij de Raad van State die de referendarissen nadien zouden bekleden".

Artikel 42 (nieuw).

Na het nieuwe artikel 41 zou een "HOOFDSTUK III - DE GRIFFIERS" moeten worden ingevoegd.

Het zou beginnen met artikel 42, dat artikel 26 van de wet van 28 juni 1983 zou overnemen, met twee wijzigingen :

.../...

- enerzijds is het onnodig nader te bepalen dat de griffiers van een verschillende taalrol zijn, aangezien de ene door één taalgroep van het Arbitragehof en de andere door de andere taalgroep van het Arbitragehof moet zijn voorgedragen en het de voordracht door de taalgroep is, die de taalrol van de griffier bepaalt;

- anderzijds zou in de nieuwe tekst rekening moeten worden gehouden met artikel 19 van het wetsontwerp.

Het nieuwe artikel 42 zou als volgt geredigeerd zijn :

"Artikel 42.-

§ 1. De Koning benoemt twee griffiers uit twee lijsten van elk twee kandidaten, de ene door de Nederlandse taalgroep, de andere door de Franse taalgroep van het Arbitragehof voorgedragen.

Artikel 34, tweede en derde lid, is op die voordracht van toepassing.

§ 2. De taalrol van een griffier wordt bepaald door zijn voordracht door de overeenstemmende taalgroep van het Arbitragehof".

Artikel 18 (dat artikel 43 wordt).

Artikel 18 van het wetsontwerp zou het nieuwe artikel 43 worden. Vastgesteld wordt dat geen van de griffiers het bewijs moet leveren van enige, zij het elementaire kennis van het Duits. De wet van 28 juni 1983 wordt op dat stuk niet gewijzigd.

.../...

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 43.-

Om tot griffier van het Arbitragehof te worden benoemd, moet men volle vijfendertig jaar oud zijn, doctor of licentiaat in de rechten zijn en ten minste één jaar het ambt van griffier bij de Raad van State, in een hof of in een rechtbank hebben uitgeoefend.

Bovendien moet de Nederlandstalige kandidaat het bewijs leveren van een voldoende kennis van het Frans en moet de Franstalige kandidaat het bewijs leveren van een voldoende kennis van het Nederlands, op de wijze bepaald in artikel 53, § 4, tweede lid, van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken".

Artikel 19.

De inhoud van dit artikel is opgenomen in de nieuwe artikelen 34, 38 en 42.

Artikel 20 (dat artikel 44 wordt).

1. Na het nieuwe artikel 43 zou er een hoofdstuk IV moeten komen met als opschrift : "HET ADMINISTRATIEF PERSONEEL".

2. Artikel 20 van het ontwerp, eventueel aangevuld met een regel die is overgenomen van artikel 43 van het ontwerp, zou het nieuwe artikel 44 worden.

.../...

Bij dit artikel zijn de volgende opmerkingen te maken :

A. Uit de memorie van toelichting blijkt, in verband met het derde lid, dat enkel voor de goede werking van de diensten van het Hof afwijkingen van het statuut van het rijkspersoneel kunnen worden toegestaan. Dat zou in de tekst duidelijk moeten uitkomen.

B. De tekst zou bovendien nader moeten bepalen of de beslissing van het Hof van reglementaire aard moet zijn, dan wel of de afwijkingen van het statuut van het rijkspersoneel individuele beslissingen mogen zijn. Uit artikel 43 van het ontwerp lijkt naar voren te komen dat de eerste interpretatie moet worden aangehouden.

Luidens dat artikel 43 zou het Hof immers "een reglement voor het administratief personeel" vaststellen. Nu blijkt uit artikel 20 van het ontwerp dat "behoudens andersluidende beslissing van het Hof, het personeel onderworpen (wordt) aan de wettelijke en statutaire regelen die van toepassing zijn op de in vast verband benoemde ambtenaren van het Rijk". Het "reglement" door het Hof vastgesteld op basis van artikel 43 van het ontwerp, zou daardoor de "andersluidende beslissing" van het Hof zijn.

De aan het Hof aangeboden mogelijkheid om het reglement van zijn personeel vast te stellen stuit op het door de beide afdelingen van de Raad van State herhaalde malen geuite bezwaar dat aan overheden zonder politieke verantwoordelijkheid een verordenende bevoegdheid wordt verleend **(Zie onder meer het arrest WAUTHIER, nr. 25.595 van 30 juli 1985).**

.../...

C. Uit de tekst blijkt dat het syndicaal statuut van het rijkspersoneel toepasselijk is op het personeel van het Hof.

D. De tekst zegt niets over de rechtsmiddelen waarover de personeelsleden van het Hof eventueel kunnen beschikken. Het is des te noodzakelijker zulks nader te bepalen daar het Hof geen administratieve overheid lijkt te zijn in de zin van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

3. Voor het nieuwe artikel 44 wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 44.-

Het Arbitragehof beschikt over eigen personeel. Het Hof stelt de personeelsformatie en het taalkader van het personeel vast, met inachtneming van de taalpariteit per niveau; het benoemt en ontslaat de leden van het personeel.

De Koning keurt de formatie en het kader, bedoeld in het eerste lid, goed bij een in Ministerraad overlegd besluit.

Behoudens andersluidende beslissing van het Hof, vereist voor de goede werking van zijn diensten en vastgelegd in een reglement, is het personeel onderworpen aan de wettelijke en statutaire regelen die van toepassing zijn op de in vast verband benoemde ambtenaren van het Rijk".

.../...

Artikel 21 (dat artikel 45 wordt).

1. Uit het eerste lid lijkt te moeten worden afgeleid dat de bepalingen van het statuut van het rijkspersoneel die betrekking hebben op de verlofregeling (koninklijk besluit van 1 juni 1964) niet van toepassing zijn op het personeel van het Hof.

2. De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 45.-

Het Hof beslist over de opdrachten, de verhindering en de vervanging, de afwezigheid, het verlof en de vakantie van de leden van het administratief personeel met toepassing van artikel 44.

Het Hof kan die bevoegdheid geheel of ten dele opdragen aan een personeelscommissie bestaande uit de twee voorzitters, twee rechters van de Franse en twee rechters van de Nederlandse taalgroep, door het Hof aangewezen voor een termijn van vier jaar. Zij zijn herkiesbaar.

Artikelen 22 en 23.

Die artikelen, die betrekking hebben op de wedden, strekken ertoe de artikelen 31 en 32 van de wet van 28 juni 1983 te wijzigen en nemen daarbij onder meer de bepalingen over welke met betrekking tot hetzelfde onderwerp voorkomen in de wet van 2 februari 1984 en in het door de Senaat aangenomen voorstel van de H. Lallemand.

.../...

De afdeling wetgeving, om advies gevraagd over een ontwerp van wet, heeft in het eerder vermelde advies van 27 juli 1988 het volgende opgemerkt (1) :

"Met de wijzigingen die artikel 2 zou aanbrengen in artikel 1 van de wet van 2 februari 1984 betreffende de wedden van de leden, de referendarissen en de griffiers van het Arbitragehof, hun voordracht en benoeming, evenals de smaad en het geweld tegen de leden van dit Hof, wordt alleen het vaststellen van de wedde van de referendarissen beoogd.

Deze aangelegenheid behoort niet tot die welke de grondwetgever uitsluitend geregeld heeft willen zien door middel van een wet aangenomen met de bijzondere meerderheid. Zij betreft geen enkel van de drie onderwerpen die limitatief zijn opgesomd in artikel 107ter, § 2, eerste lid, van de Grondwet en waarnaar het vierde lid van dezelfde paragraaf verwijst. Daarenboven is de voornoemde wet van 2 februari 1984 bewust achterwege gelaten in de opsomming van de wetten bedoeld in de overgangsbepaling die onder het enige artikel, B, van de grondwetsherziening van 15 juli 1988 opgenomen is (2)".

.../...

---

(1) Zie inzonderheid het verslag van de heren Lallemand en Leemans, (Gedr. St., Senaat, nr. 100-3/2° (B.Z. 1988), blz. 24 en 25, en de afwijzing door de Kamer van Volksvertegenwoordigers van het amendement nr. 6 van de heren Flamand, Cortois en Mahieu (Gedr. St., Kamer, nr. 10/107t-457/2-1988, blz. 4)".

(2) Gedr. St., Kamer, buitengewone zitting 1988, nr. 532/2, blz. 2.

Dit uittreksel uit het advies is niet bepalend voor de reikwijdte ervan, met name voor de vraag of het beperkt is tot de referendarissen dan wel of het slaat op het gehele Hof, althans op de rechters en de griffiers. De verwijzing naar het verslag van de heren Lallemand en Leemans over het voorstel tot wijziging van artikel 107ter, § 2, van de Grondwet en de verwijzing naar de verwerping van het amendement van de H. Flamand (lees : Flamant) c.s. door de Kamer van Volksvertegenwoordigers spreken duidelijk voor de tweede interpretatie. Toen de Commissie van de Senaat een ontwerp van amendement voorgelegd kreeg dat ertoe strekte de wetten van 2 februari 1984 en 10 mei 1985 tijdens de overgangsperiode in stand te houden, heeft zij dat amendement immers "gedeeltelijk in overweging genomen", dat wil zeggen : aangenomen; zij heeft namelijk de wet van 10 mei 1985 wel, maar de wet van 2 februari 1984 niet in stand gehouden. En tijdens de openbare vergadering van de Senaat heeft de heer Van den Bossche, Staatssecretaris voor Onderwijs, duidelijk bevestigd dat, anders dan voor de samenstelling en de rechtspleging, geen bijzondere meerderheid nodig is voor de kwestie van de wedden van de leden van het Hof (1).

De vaststelling van de wedden en pensioenen, die het onderwerp is van titel II, hoofdstuk V, artikelen 31 tot 34, van de wet van 28 juni 1983 en van de artikelen 1 tot 4 van de wet van 2 februari 1984, behoort dan ook tot

.../...

---

(1) Handelingen Kamer, 8 juli 1988, blz. 1039.

de bevoegdheid van de gewone wetgever. De artikelen 22 en 23 zouden dus losgekoppeld moeten worden van het ontwerp van bijzondere wet.

+

+ +

De hoofdstukken VI tot VIII van titel II (de artikelen 35 tot 44) van de wet van 28 juni 1983 handelen over de onverenigbaarheden, de tucht, de eedaflegging, de ambtskledij en de concordantiedienst. Zij hangen samen met de werkwijze van het Hof en moeten dan ook als hoofdstukken V tot VII van titel II (artikelen 46 tot 55), opgenomen worden in de bijzondere wet.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"HOOFDSTUK V - ONVERENIGBAARHEDEN.

Artikel 46.-

Het ambt van lid van het Arbitragehof, referendaris en griffier is onverenigbaar met een gerechtelijk ambt, met de uitoefening van een bij verkiezing verleend openbaar mandaat, met enige openbare functie of openbaar ambt van politieke of administratieve aard, met het ambt van notaris en gerechtsdeurwaarder, met het beroep van advocaat, met de militaire stand en met de functie van bedienaar van een erkende eredienst.

.../...

Van het eerste lid kan door de Koning, op gunstig en beredeneerd advies van het Hof, worden afgeweken :

1° wanneer het gaat om de uitoefening van het ambt van hoogleraar of leraar, docent, lector of assistent in een inrichting voor hoger onderwijs, voor zover het ambt gedurende niet meer dan vijf uur per week en gedurende niet meer dan twee halve dagen per week wordt uitgeoefend;

2° wanneer het gaat om de uitoefening van het ambt van lid van een examencommissie;

3° wanneer het gaat om de deelneming aan een commissie, een raad of comité van advies, voor zover het aantal bezoldigde opdrachten of ambten beperkt blijft tot twee en het geheel van de bezoldiging niet hoger is dan een tiende van de jaarlijkse bruto-wedde van het hoofdambt in het Hof.

Artikel 47.-

De voorzitters, de rechters, de referendarissen en de griffiers mogen niet voor enige andere openbare dienst worden opgevorderd, behoudens de gevallen die de wet bepaalt.

Artikel 48.-

Het is de voorzitters, de rechters, de referendarissen en de griffiers verboden :

1° mondeling of schriftelijk de verdediging van de belanghebbenden te voeren of hun consult te geven;

.../...

2° in een scheidsgerecht op te treden tegen bezoldiging;

3° hetzij persoonlijk, hetzij door een tussenpersoon, enige beroepsactiviteit uit te oefenen, enige handel te drijven, als zaakwaarnemer op te treden, deel te nemen aan de leiding, het bestuur van of het toezicht op handelsvennootschappen of nijverheids- of handelsinrichtingen.

Artikel 49.-

De bloed- en aanverwanten, tot en met de derde graad, mogen, tenzij de Koning dit verbod heeft opgeheven, niet tegelijkertijd voorzitter of rechter en referendaris zijn.

Artikel 50.-

§ 1. Artikel 46, eerste lid, en artikel 48, 1° en 2°, zijn van toepassing op de leden van het administratief personeel van het Arbitragehof.

§ 2. Afwijkingen kunnen hun door het Hof worden toegestaan in de gevallen waarin de op de Rijksambtenaren toepasselijke bepalingen aan dezen of hun echtgenoot de uitoefening van bepaalde aanvullende bezigheden toestaan.

HOOFSTUK VI - TUCHT.

Artikel 51.-

De voorzitters en de rechters die te kort geschoten zijn in de waardigheid van hun ambt of aan de plichten van hun staat, kunnen uit hun ambt ontzet of daarin geschorst worden, bij een arrest dat door het Arbitragehof wordt uitgesproken.

.../...

Artikel 52.-

§ 1. De referendarissen en de griffiers die zich aan plichtsverzuim schuldig maken, worden vermaand en berispt door de voorzitter, en geschorst en ontslagen door het Arbitragehof. Op de schorsing staat inhouding van wedde, met al de gevolgen van dien, zowel ten aanzien van het pensioen als van de latere weddeverhogingen.

§ 2. Geen dezer straffen mag worden toegepast zonder dat de betrokkene eerst gehoord of behoorlijk opgeroepen is.

§ 3. Worden zij vervolgd wegens misdaad of wanbedrijf of op tuchtrechterlijk gebied, dan kunnen de referendarissen en de griffiers, wanneer het belang van de dienst zulks vergt, bij ordemaatregel door het Arbitragehof in hun ambt gschorst worden, zolang de vervolging duurt en totdat de eindbeslissing gevallen is.

De schorsing bij ordemaatregel wordt uitgesproken voor de tijd van één maand en kan daarna van maand tot maand verlengd worden, totdat een eindbeslissing intreedt. Het Arbitragehof is bevoegd te beslissen dat deze schorsing voorlopige, algehele of gedeeltelijke inhouding van wedde meebrengt, zolang een straftijd of een gedeelte van de straftijd loopt.

HOOFDSTUK VII - DIVERSE BEPALINGEN.

Artikel 53.-

§ 1. De voorzitters en de rechters leggen in handen van de Koning de eed af die voorgeschreven is bij artikel 2 van het decreet van 20 juli 1831.

.../...

§ 2. De referendarissen en de griffiers leggen die eed af in handen van de voorzitter.

§ 3. Zij zijn gehouden tot de eedaflegging binnen een maand na de dag waarop hun benoeming hun is bekendgemaakt; anders kan in hun vervanging worden voorzien.

§ 4. De eed wordt in het Nederlands of in het Frans afgelegd naargelang de betrokkene Nederlandstalig of Franstalig is.

Artikel 54.-

De Koning bepaalt de ambtskledij die de ambtsdragers van het Arbitragehof op terechtzittingen en bij officiële plechtigheden dragen.

Hij regelt voorrang en eerbewijzen.

Artikel 55.-

De Koning richt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, een concordantiedienst bij het Arbitragehof op".

Artikel 24 (dat artikel 56 wordt).

1. Het nieuwe artikel 56 zou moeten worden voorafgegaan door het volgende opschrift : "TITEL III - WERKWIJZE VAN HET ARBITRAGEHOF".

2. Dat artikel zou als volgt geredigeerd zijn :

"Artikel 56.-

Het voorzitterschap wordt om beurten door elke voorzitter waargenomen voor een termijn van een jaar.

.../...

Deze termijn neemt een aanvang de eerste september van elk jaar".

Artikel 25.

Artikel 25 van het ontwerp zou opgesplitst moeten worden in twee nieuwe artikelen 57 en 58, als volgt :

"Artikel 57.-

Onverminderd het bepaalde in artikel 58 houdt het Arbitragehof zijn terechtzittingen, beraadslaagt het en doet het uitspraak met zeven rechters : drie Nederlandstalige, drie Franstalige en de voorzitter, of bij diens ontstentenis, de oudstbenoemde rechter of, in voorkomend geval, de oudste rechter in jaren van dezelfde taalgroep;

Onder de zeven rechters bedoeld in het eerste lid, moeten ten minste twee rechters voldoen aan de voorwaarden gesteld in artikel 36, § 1, 1°, en ten minste twee rechters aan de voorwaarde gesteld in artikel 36, § 1, 2°.

Wanneer het een zaak betreft die moet worden behandeld in de taal die niet de taal is van de taalgroep waartoe hij behoort, delegeert de voorzitter zijn bevoegdheden aan de andere voorzitter of, bij diens ontstentenis, aan de oudstbenoemde rechter of, in voorkomend geval, aan de oudste rechter in jaren van de andere taalgroep.

Elke beslissing wordt genomen bij meerderheid van stemmen van de leden.

.../...

Artikel 58.-

Het Arbitragehof komt in voltallige zitting bijeen om de nodige beslissingen te nemen met toepassing van de artikelen 39, 40, 44, 45, 46, 51, 52, 102 en 124.

Wanneer zij het nodig oordelen, kan elk van beide voorzitters een zaak voorleggen aan het Arbitragehof in voltallige zitting. Zij zijn ertoe gehouden wanneer van de zeven rechters die overeenkomstig artikel 57 de zetel samenstellen, twee rechters erom verzoeken.

In voltallige zitting kan het Hof slechts uitspraak doen voor zover er ten minste tien rechters en evenveel Nederlandstalige als Franstalige rechters aanwezig zijn. Zo aan deze laatste voorwaarden niet is voldaan, moet de jongstbenoemde rechter of, in voorkomend geval, de jongste rechter in jaren van de talrijkste taalgroep, zich van elke beslissing onthouden.

Wanneer het Hof uitspraak doet in voltallige zitting, is bij staking van stemmen, de stem van de voorzitter beslissend. Wanneer de voorzitter afwezig of verhinderd is, wordt hij vervangen door de oudstbenoemde rechter of, in voorkomend geval, de oudste rechter in jaren van dezelfde taalgroep".

De nieuwe artikelen 59 tot 68 en artikel 26 van het wetsontwerp.

1. De nieuwe artikelen 59 tot 68 zouden de artikelen 47 tot 56 van de wet van 28 juni 1983 overnemen.

.../...

2. Artikel 26 van het ontwerp vervangt artikel 52 van de wet van 28 juni 1983.

A. In het tweede lid, 2°, bepaalt het : "De Executieven gebruiken hun bestuurstaal". Die tekst mist nauwkeurigheid in zover hij toepasselijk is op de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve.

B. De bepaling onder 6°, die particulieren er in beginsel toe dwingt zich te bedienen van de taal van het taalgebied waar zij hun woonplaats hebben, is alleen dan in overeenstemming met artikel 23 van de Grondwet als men een beroep bij het Arbitragehof als een "gerechtszaak" beschouwt. Nu is het Arbitragehof noch een rechtscollege van de rechterlijke macht noch een administratief rechtscollege" (1).

Als aanwijzing zij hier gememoreerd dat volgens het arrest Pieters nr. 19907 van 13 november 1979 "iedere persoon - ook een ambtenaar - die een wettelijk tweetalig collectief orgaan toespreekt, het recht heeft dat te doen in de landstaal die zijn voorkeur heeft - normaal het Nederlands of het Frans".

Tot dusver heeft de wetgever zich gedragen naar de bedoelde grondwetsbepaling en ook naar artikel 66 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, volgens

.../...

---

(1) R. ANDERSEN, F. DELPEREE, B. JADOT, Y. LEJEUNE, A. RASSON-ROLAND, M.-F. RIGAUX, H. SIMONART, F. TULKENS, J. VAN COMPERNOLLE; "La Cour d'arbitrage Actualité et Perspectives" - BRUYLANT 1988, blz. 94.

hetwelk "de partijen die niet onderworpen zijn aan de wetgeving op het gebruik van de talen in bestuurszaken voor hun akten en verklaringen de taal mogen gebruiken welke zij verkiezen". Bovendien bepaalt artikel 54 van de wet van 28 juni 1983 : "De mondelinge verklaringen ter terechtzitting geschieden in het Nederlands, het Frans of het Duits".

Voorts is er gebrek aan overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het bedoelde 6°.

Tenslotte is in het ontwerp niet geregeld welke taal moet worden gebruikt door de in het buitenland gedomicilieerde verzoeker die de mogelijkheid heeft om het Hof te adiëren mits hij woonplaats kiest (zie artikel 31 van het ontwerp, dat artikel 64 van de wet van 28 juni 1983 wijzigt - artikel 83 van de hieronder voorgestelde tekst).

C. De voor het nieuwe artikel 64 voorgestelde tekst bevat een regel die toepasselijk is op de publiekrechtelijke personen.

3. Onder voorbehoud van hetgeen hierboven is opgemerkt, zouden de nieuwe artikelen 59 tot 68 er als volgt uitzien :

"Artikel 59.-

Artikel 258 van het Strafwetboek betreffende de rechtsweigering, is mede toepasselijk op de leden van het Arbitragehof.

.../...

Artikel 60.-

De eerste september van ieder jaar maken de voorzitters, ten behoeve van de dienst, een lijst op van de rechters van hun taalgroep. Als eerste wordt erop ingeschreven een op grond van artikel 36, § 1, 2°, benoemd rechter, als de voorzitter zelf op grond van 1°, benoemd is, of omgekeerd. Daarna volgen op de lijst beurtelings de rechters benoemd op grond van 1° en de rechters benoemd op grond van 2°.

Artikel 61.-

De voorzitters nemen zitting in alle zaken.

Voor elke zaak wijst de voorzitter in functie de leden van de zetel aan met inachtneming van de volgende regels. Uit zijn lijst neemt hij (1) :

- voor de eerste zaak, de eerste, de tweede en de derde naam;

- voor de tweede zaak, de vierde, de vijfde en de eerste naam, en zo voorts.

Uit de lijst van de andere voorzitter, neemt hij (1) :

- voor de eerste zaak, de eerste en de tweede naam;

- voor de tweede zaak, de derde en de vierde naam;

.../...

---

(1) In de oude tekst was blijkbaar een discrepantie tussen de Franse tekst "Dans sa liste, il retient ..." en de Nederlandse tekst "Op zijn lijst plaatst hij". Voorgesteld wordt "Uit zijn lijst neemt hij ...".

- voor de derde zaak, de vijfde en de eerste naam, en zo voorts.

De volgorde van de zaken is die bepaald in artikel 69.

Artikel 62.-

Bij afwezigheid of verhindering van een rechter die geen voorzitter is, wordt die rechter vervangen door degene die, benoemd op grond van dezelfde bepaling, na hem komt op de lijst of, als hij de laatste is op die lijst, door de eerste.

Artikel 63.-

Het Hof wordt bijgestaan door de griffier wiens taal die van het onderzoek is.

TITEL IV - GEBRUIK VAN DE TALEN.

HOOFDSTUK 1 - GEBRUIK VAN DE TALEN VOOR HET ARBITRAGEHOF.

Artikel 64.-

De zaken worden bij het Arbitragehof ingediend in het Nederlands, in het Frans of in het Duits.

In de akten en verklaringen :

1° gebruikt de Ministerraad het Nederlands of het Frans naar gelang van de regels bepaald in artikel 17, § 1, van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966;

.../...

2° gebruiken de Executieven hun (eigen) bestuurstaal (onder voorbehoud van hetgeen bij artikel 26 van het wetsontwerp is opgemerkt);

3° gebruiken de rechtscolleges de taal of de talen waarin zij hun beslissingen moeten stellen;

4° gebruiken de voorzitters van de Wetgevende Kamers, de voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en de voorzitter van de verenigde vergadering van de taalgroepen van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad het Nederlands en het Frans;

5° gebruiken de voorzitter van de Vlaamse Raad het Nederlands, de voorzitter van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap het Duits, en de voorzitter van de Franse Gemeenschapsraad en van de Waalse Gewestraad het Frans;

6° gebruiken publiekrechtelijke personen de taal welke bepaald is door de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966:

7° (zie de opmerking B bij artikel 26 van het wetsontwerp).

Het Hof stelt ambtshalve de nietigheid vast van de akten en verklaringen van de Ministerraad, van de Executieven, van de voorzitters van de wetgevende vergaderingen en van de publiekrechtelijke personen die niet in de voorgeschreven taal aan het Hof gericht zijn.

.../...

Artikel 65.-

§ 1. Onder voorbehoud van het bepaalde in paragraaf 2, geschiedt het onderzoek van de zaak in de taal van de aanvraag.

§ 2. Indien de zaak in het Duits of tegelijk in het Nederlands en het Frans is ingediend beslist het Hof of het onderzoek in het Nederlands of in het Frans wordt gevoerd.

§ 3. De stukken ten behoeve van het Hof worden vertaald in het Nederlands of in het Frans naar gelang van het geval.

Artikel 66.-

Mondelinge verklaringen ter terechtzitting geschieden in het Nederlands, het Frans of het Duits, met simultaan vertaling.

Artikel 67.-

De arresten van het Hof worden in het Nederlands en in het Frans gesteld en uitgesproken. Zij worden in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt op de wijze bepaald in artikel 116, met een Duitse vertaling.

De arresten worden echter in het Nederlands, in het Frans en in het Duits gesteld, uitgesproken en bekendgemaakt :

1° als het gaat om arresten gewezen op beroepen tot vernietiging;

2° als de zaak in het Duits is ingediend.

.../...

HOOFDSTUK II. - GEBRUIK VAN DE TALEN IN DE DIENSTEN VAN HET ARBITRAGEHOF.

Artikel 68.-

De administratieve werkzaamheden van het Arbitragehof en de organisatie van zijn diensten zijn onderworpen aan de bepalingen van de wetgeving op het gebruik van de talen in bestuurszaken die gelden voor de diensten waarvan de werkkring het ganse land bestrijkt".

Artikel 69 (nieuw).

1. Het nieuwe artikel 69 zou artikel 57 van de wet van 28 juni 1983 overnemen onder de volgende opschriften :

TITEL V. - RECHTSPLEGING VOOR HET ARBITRAGEHOF.

HOOFDSTUK 1. - INSCHRIJVING OP DE ROL EN AANWIJZING VAN DE VERSLAGGEVERS.

2. Het artikel zou als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 69.-

De griffier brengt de zaken op de rol van het Hof in de volgorde van ontvangst".

.../...

Artikel 32 (dat het nieuwe artikel 70 wordt).

Het nieuwe artikel 70 komt overeen met artikel 68, eerste en tweede lid, van de wet van 28 juni 1983, zoals het gewijzigd wordt door artikel 32 van het ontwerp.

Het zou de volgende tekst krijgen :

"Artikel 70.-

Voor elke zaak zijn de verslaggevers de rechters die op ieder van de in artikel 61 bedoelde lijsten als eerste vermeld staan.

Elke verslaggever heeft tot taak het dossier te behandelen en ter terechtzitting verslag uit te brengen".

Artikel 27.

1. Artikel 27 van het ontwerp - dat de artikelen 71 tot 75 zou worden - zou in een hoofdstuk II "DE BEPERKTE COMMISSIE" komen te staan.

2. Volgens artikel 27 van het ontwerp bestaat de beperkte commissie uit de voorzitter en de twee verslaggevers. Die commissie heeft dus een samenstelling die wisselt volgens de als verslaggever aangewezen rechters.

.../...

Als "het beroep tot vernietiging of de prejudiciële vraag klaarblijkelijk onontvankelijk lijkt of klaarblijkelijk niet onder de bevoegdheid van het Hof valt", kan de commissie eenstemmig een arrest in die zin wijzen.

Lijkt het beroep of de vraag klaarblijkelijk ongegrond, dan brengen de verslaggevers daarover verslag uit bij het Hof, dat bij wege van arrest kan verklaren dat het verzoek niet gegrond is.

Eensdeels is het van belang in de bijzondere wet duidelijk te doen uitkomen dat de "beperkte commissie" er een is van rechtsprekende aard. In dat verband zij erop gewezen dat in het geval van een klaarblijkelijk ongegrond verzoek de commissie generlei rol vervult want de verslaggevers brengen dan rechtstreeks verslag uit bij het Hof zelf.

De "beperkte commissie" moet een vonnissend orgaan van het Arbitragehof zijn, wil artikel 107ter, § 2, van de Grondwet, dat bevoegdheid verleent aan een rechtscollege waaraan het uitdrukkelijk de naam "Arbitragehof" geeft, ontzien zijn. De term "Rekwestenkamer" zou beter tot uitdrukking brengen wat het in het Hof opgerichte orgaan als juridische werkelijkheid moet zijn; de benaming "beperkte commissie" daarentegen is te mijden want zij doet meer aan een administratieve commissie denken dan aan een rechtscollege.

.../...

Aangezien de "beperkte commissie" een rechtscollege is, moet de ontworpen bijzondere wet, bovendien de inachtneming van een aantal procedureregels voorschrijven, onder meer de noodzaak van een openbare terechtzitting en de verplichting om de partijen in de gelegenheid te stellen gehoord te worden.

3. Het ontwerp vertoont een leemte doordat niet is bepaald in welke vorm de beperkte commissie of het Hof het voorstel van de verslaggevers zou verwerpen. Uit paragraaf 6 blijkt dat een arrest daarvoor niet nodig zou zijn, en dat is ook logisch want met zulk een beslissing wordt op geen enkele aanspraak van partijen beschikt. Er kan dan ook gepreciseerd worden dat de beslissing wordt genomen bij wege van een beschikking.

4. Paragraaf 6 zou bestaan uit de artikelen 76 en 77, die in een hoofdstuk III zouden komen met als opschrift :

"BEKENDMAKING EN MEDEDELING VAN DE BEROEPEN EN PREJUDICIELE VRAGEN".

5. Aan het slot van paragraaf 6 wordt bepaald :

"De procedure wordt verder gezet overeenkomstig de hiernavolgende bepalingen en het Hof kan de bijstand van een advocaat bevelen".

Wat is de strekking van de beschikking die een partij gelast zich te laten bijstaan door een advocaat ?

.../...

Het lijkt verkieslijk hier met een regeling te werken die reeds bekend is bij sommige justitiële gerechten, namelijk het aanwijzen van een ambtshalve aangesteld advocaat, waarbij de vraag of de bedoelde persoon bijgestaan zal worden of niet, onaangeroerd blijft. Een andere regeling zou erin kunnen bestaan, voor te schrijven dat het van een particulier uitgaande verzoekschrift ondertekend moet zijn door een advocaat. Dat zou dan een aanpassing van het nieuwe artikel 5 vergen.

Wordt voor de eerste regeling gekozen, dan moet daaraan het nieuwe artikel 77 gewijd zijn. Gelet op de bovenstaande opmerking doet de Raad van State voor dat artikel geen tekstvoorstel.

6. Artikel 27 van het wetsontwerp moet bijgevolg worden herzien. Daarom ook wordt voor de artikelen 71 tot 75 en voor het begin van artikel 76 hierna slechts als aanwijzing een tekstvoorstel gedaan :

"Artikel 71.-

Er is (een beperkte commissie), bestaande uit de voorzitter en de twee verslaggevers.

Artikel 72.-

Dadelijk na ontvangst van een beroep tot vernietiging of van de verwijzingsbeslissing, onderzoeken de verslaggevers of bij inzage van het verzoekschrift of van de verwijzingsbeslissing duidelijk is dat het beroep of de vraag klaarblijkelijk niet ontvankelijk of niet gegrond is, of dat het Arbitragehof klaarblijkelijk niet bevoegd is om er kennis van te nemen.

.../...

Artikel 73.-

Indien het beroep tot vernietiging of de prejudiciële vraag klaarblijkelijk niet-ontvankelijk lijkt of klaarblijkelijk niet tot de bevoegdheid van het Hof behoort, brengen de verslaggevers hierover bij de voorzitter verslag uit binnen een termijn van maximum dertig dagen na ontvangst van het verzoekschrift of van de verwijzingsbeslissing; indien de bestreden regel tevens het voorwerp is van een vordering tot schorsing, wordt deze termijn teruggebracht tot maximum tien dagen.

(De beperkte commissie) kan dan met eenparigheid van stemmen beslissen dat de zaak zonder verdere rechtspleging wordt afgedaan met een arrest dat de zaak niet-ontvankelijk verklaart of waarin wordt vastgesteld dat het Hof niet bevoegd is.

Wordt het voorstel van de verslaggevers niet gevolgd, dan constateert (de beperkte commissie) zulks met een beschikking.

Artikel 74.-

Indien het beroep tot vernietiging of de prejudiciële vraag klaarblijkelijk niet-gegrond lijkt, brengen de verslaggevers hierover bij het Hof verslag uit binnen een termijn van maximum dertig dagen na ontvangst van het verzoekschrift of van de verwijzingsbeslissing; indien de bestreden regel tevens het voorwerp is van een vordering tot schorsing, wordt deze termijn teruggebracht tot maximum tien dagen.

.../...

Het Hof kan dan beslissen dat de zaak zonder verdere rechtspleging wordt afgedaan met een arrest waarin, naar gelang van het geval, de zaak niet-gegrond wordt verklaard.

(De verslaggevers kunnen aan het Hof voorstellen de partijen te horen).

Wordt het voorstel van de verslaggevers niet gevolgd, dan constateert het Hof zulks met een beschikking.

Artikel 75.-

Van de arresten bedoeld in de artikelen 73, tweede lid, en 74, tweede lid, wordt kennis gegeven aan de partijen.

HOOFDSTUK III. - BEKENDMAKING EN KENNISGEVING VAN DE BEROEPEN EN DE PREJUDICIELE VRAGEN.

Artikel 76.-

Wanneer geen toepassing is gegeven aan hoofdstuk II of na inzage van de in artikel 73, derde lid, bedoelde beschikking of van de beschikking bedoeld in artikel 74, derde lid, laat de griffier in het Belgisch Staatsblad in het Nederlands, het Frans en het Duits een bericht bekendmaken waarin met name de indiener en het onderwerp van het beroep tot vernietiging of van de prejudiciële vraag worden aangegeven.

De procedure verloopt overeenkomstig de navolgende bepalingen.

.../...

Artikel 77.-

(zie opmerking 5 over artikel 27 van het ontwerp)".

Artikelen 28 tot 30 (die de artikelen 78 tot 80 worden).

1. In het ontwerp zou nader moeten worden bepaald of de wetgevende vergaderingen bedoeld in artikel 28 en in de volgende artikelen, de verenigde vergadering van de taalgroepen van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad omvatten.

2. In artikel 28, § 4, behoort het bijvoeglijk naamwoord "individuele" in de uitdrukking "individuele belanghebbende" te vervallen, aangezien het zou kunnen gaan om een publiekrechtelijk persoon, zoals een gemeente.

3. Om de redenen die bij het onderzoek van artikel 13 van het ontwerp uiteengezet zijn, zouden de woorden "indien het Hof de beslissing heeft geherformuleerd" moeten vervallen.

De volgende teksten worden voorgesteld :

"Artikel 78.-

§ 1. De griffier brengt de door de Ministerraad ingestelde beroepen tot vernietiging, ter kennis van de Gemeenschaps- en Gewestexecutieven en van de voorzitters van de wetgevende vergaderingen.

§ 2. Hij brengt de door een Gemeenschaps- of Gewestexecutieve ingestelde beroepen tot vernietiging, ter kennis van de Ministerraad, van de andere Executieven en van de voorzitters van de wetgevende vergaderingen.

.../...

§ 3. Hij brengt de door de voorzitter van een wetgevende vergadering ingestelde beroepen tot vernietiging ter kennis van de Ministerraad, van de Executieven en van de voorzitters van de andere wetgevende vergaderingen.

§ 4. Hij brengt de door een belanghebbende ingestelde beroepen tot vernietiging, ter kennis van de Ministerraad, van de Gemeenschaps- en Gewestexecutieven en van de voorzitters van de wetgevende vergaderingen.

Artikel 79.-

De griffier brengt de verwijzingsbeslissingen ter kennis van de Ministerraad, van de Gemeenschaps- en Gewestexecutieven en van de voorzitters van de wetgevende vergaderingen, alsook van de partijen in het geding voor het rechtscollege dat de verwijzingsbeslissing heeft genomen.

Artikel 80.-

Indien een zelfde bepaling het onderwerp van een beroep tot vernietiging en van een vroegere verwijzingsbeslissing is, brengt de griffier het beroep tot vernietiging ter kennis van de partijen in het geding voor het rechtscollege dat de prejudiciële vraag heeft gesteld. De kennisgeving vermeldt binnen welke termijn zij een memorie kunnen indienen overeenkomstig artikel 87.

Behoudens toepassing van artikel 102, doet het Hof eerst uitspraak op het beroep tot vernietiging".

.../...

Artikelen 81 en 82 (nieuw).

Na het nieuwe artikel 80 zou hoofdstuk IV moeten komen met als opschrift : "HET ONDERZOEK".

Dat hoofdstuk zou beginnen met de artikelen 62 en 63 van de wet van 28 juni 1983, die de nieuwe artikelen 81 en 82 worden.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 81.-

Het onderzoek is schriftelijk.

Artikel 82.-

De kennisgevingen aan de Ministerraad worden gedaan aan het kabinet van de Eerste Minister.

De kennisgevingen aan de Gemeenschaps- en Gewestexecutieven worden gedaan aan het kabinet van de Voorzitter van de Executieve.

De kennisgevingen aan de voorzitters van de wetgevende vergaderingen worden gedaan aan de griffie van de vergadering".

Artikel 31 (dat artikel 83 wordt).

Dit artikel, dat artikel 64 van de wet van 28 juni 1983 wijzigt, vertoont twee leemten :

- enerzijds doordat het een partij die haar woonplaats of zetel in België heeft, lijkt te verbieden elders woonplaats te kiezen, bijvoorbeeld bij haar advocaat;

.../...

- anderzijds doordat de sanctie waarin het voorziet, slechts toepassing vindt wanneer geen woonplaats wordt gekozen, niet wanneer geen woonplaats of zetel wordt opgegeven.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 83.-

Elke partij die geen openbare overheid is, vermeldt in het verzoekschrift of de memorie haar woonplaats of zetel in België of de woonplaats die zij in België kiest.

Bij gebreke van een zodanige vermelding behoeft de griffie generlei kennisgeving te doen en wordt de rechtspleging geacht op tegenspraak te worden gevoerd.

Elke kennisgeving wordt door de griffier aan de vermelde zetel of woonplaats gedaan, zelfs wanneer de partij overleden is".

Artikelen 84 tot 86 (nieuw).

Deze artikelen zouden overeenkomen met de artikelen 65 tot 67 van de wet van 28 juni 1983.

De tekst ervan zou aldus luiden :

"Artikel 84.-

Alle stukken van de rechtspleging worden bij een ter post aangetekende brief aan het Hof gezonden.

.../...

De verzending van elk stuk, elke kennisgeving of oproeping door het Hof wordt gedaan bij een ter post aangetekende brief met ontvangstmelding.

De termijn waarover de partijen beschikken, gaat in op de dag van ontvangst van de brief. Zo de geadresseerde de brief weigert, gaat de termijn in op de dag van de weigering.

De datum van het postmerk heeft bewijskracht zowel voor de verzending als voor de ontvangst of voor de weigering.

Artikel 85.-

Bij ieder verzoekschrift of memorie worden tien door de ondertekenaar voor eensluidend verklaarde afschriften gevoegd.

Het indienen van bijkomende afschriften kan bevolen worden.

Artikel 86.-

De tot het Hof gerichte verzoekschriften en memories bevatten een inventaris van de tot staving aangevoerde stukken.

Elk dossier wordt toegezonden met een inventaris van de stukken waaruit het samengesteld is".

Artikel 32.

De eerste twee leden zijn in het nieuwe artikel 70 ingevoegd.

.../...

Het derde lid zou moeten worden overgenomen in de bepalingen omtrent de samenhang (zie verderop artikel 102 van de voorgestelde tekst).

Artikel 33 (dat artikelen 87 en 88 wordt).

1. Dit artikel, dat artikel 69 van de wet van 28 juni 1983 vervangt, heeft betrekking op de termijnen voor het indienen van de memories van de partijen (eerste en derde lid) en op de middelen die in deze memories kunnen worden aangevoerd (tweede lid). Gelet op deze twee onderwerpen moet het artikel in twee artikelen worden opgedeeld, die de artikelen 87 en 88 van de voorgestelde tekst worden.

2. Wat de wetgevende vergaderingen betreft, behoeft bij artikel 33 dezelfde opmerking te worden gemaakt als bij de artikelen 28 tot 30 van het ontwerp.

Het zou moeten worden aangevuld met een lid waarin artikel 72 van de wet van 28 juni 1983 wordt overgenomen.

3. In zoverre artikel 33 de partijen verbiedt om "nadien" nieuwe middelen aan te voeren, zal het geen uitwerking hebben als het gaat om middelen van openbare orde die door het Hof ambtshalve moeten worden voorgedragen, zoals noodzakelijkerwijs het geval is voor de middelen ontleend aan de onbevoegdheid van degene die een betwiste norm

.../...

heeft uitgevaardigd. Wat dergelijke middelen betreft, schrijft artikel 41 van het ontwerp, dat artikel 90 van de wet van 28 juni 1983 wijzigt, het Hof trouwens voor de debatten in voorkomend geval te heropenen. Het nieuwe artikel 88 zal niettemin zeer nuttig zijn, aangezien het Hof niet alleen kan worden aangesproken wegens onbevoegdheid van degene die de norm heeft uitgevaardigd, maar ook wegens schending van de artikelen 6, 6bis en 17 van de Grondwet. De rechtspraak van het Hof in verband met de middelen ontleend aan de schending van die artikelen zal voor de overige rechtscolleges een zeer nuttige aanwijzing zijn omtrent de weg die zij zelf zullen moeten bewandelen wanneer zij zullen moeten oordelen over de wettigheid van verordeningen of individuele handelingen.

Hoewel het niet gebruikelijk is om een advies uit te brengen over de memorie van toelichting, kan hier niet nagelaten worden een opmerking te maken over de commentaar die deze memorie bij het derde lid van artikel 33 levert, met name de volgende zin : "Alleen het Arbitragehof kan zelf, ambtshalve, nog andere middelen vermelden ...". Als het gaat om een middel dat door degene die het aanvoert zogenaamd wordt omschreven als zijnde van openbare orde, ook al geschiedt dit mondeling op de terechtzitting, zal het Hof, tenzij het zijn arrest niet naar behoren motiveert, steeds moeten zeggen waarom een zodanig middel, dat het als te laat zou afwijzen, niet van openbare orde is en niet door het Hof van ambtswege behoeft te worden aangevoerd.

4. De volgende teksten worden voorgesteld :

"Artikel 87.-

Binnen dertig dagen na ontvangst van de door de griffier krachtens de artikelen 79 en 80 gedane kennisgevingen of van de in artikel 30 bedoelde verwijzingsbeslissing kunnen de Ministerraad, de Executieven, de voorzitters

.../...

van de wetgevende vergaderingen en de personen aan wie die kennisgevingen zijn gericht, een memorie bij het Hof indienen.

Wanneer de zaak een beroep tot vernietiging betreft, mogen die memories nieuwe middelen bevatten. De partijen kunnen nadien geen nieuwe middelen meer voordragen.

De in het eerste lid bepaalde termijn kan bij een door de voorzitter met redenen omklede beschikking worden verkort of verlengd.

Artikel 88.-

De memories bedoeld in artikel 87 die niet zijn ingediend binnen de door de wet bepaalde termijnen, worden uit de debatten geweerd".

Artikelen 89 en 90 (nieuw).

De artikelen 70 en 71 van de wet van 28 juni 1983 zouden in de vorm van een nieuw artikel 89 en een nieuw artikel 90 moeten worden opgenomen.

Artikel 70 heeft aanleiding gegeven tot kritiek, waarop de Raad van State de aandacht vestigt van de Regering en van de Wetgevende Kamers (zie het reeds geciteerde werk "La Cour d'arbitrage - Actualité et perspectives -", blz. 97 en volgende).

Onder dit voorbehoud worden de volgende teksten voorgesteld :

.../...

"Artikel 89.-

§ 1. Wanneer het Arbitragehof, bij wijze van prejudiciële beslissing, uitspraak doet op vragen als bedoeld in artikel 27 kan ieder die van een belang bij de zaak doet blijken voor de rechter die de verwijzing gelast, een memorie aan het Hof richten binnen dertig dagen na de bekendmaking voorgeschreven in artikel 76. Hij wordt daardoor geacht partij in het geding te zijn.

§ 2. Wanneer het Arbitragehof uitspraak doet op beroepen tot vernietiging als bedoeld in artikel 1, kan ieder die van een belang doet blijken, zijn opmerkingen in een memorie aan het Hof richten binnen dertig dagen na de bekendmaking voorgeschreven in artikel 76.

Artikel 90.-

Ieder die met toepassing van de artikelen 87 en 89 een memorie aan het Hof richt, is gehouden er het dossier bij te voegen waarover hij beschikt".

Artikel 34 (dat de artikelen 91 en 92 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 91.-

Na het verstrijken van de termijnen bepaald in de artikelen 87 en 89, doet de griffier een afschrift van de ingediende memories toekomen aan de overige partijen die een verzoekschrift of een memorie hebben ingediend. Deze beschikken dan over dertig dagen vanaf de dag van ontvangst om aan de griffie een memorie van antwoord te doen geworden.

.../...

Artikel 92.-

Na het verstrijken van de termijn bepaald in artikel 91, beslist het Hof, de verslaggevers gehoord, of de zaak al dan niet in staat van wijzen is.

De beschikking waarbij beslist wordt dat de zaak in staat van wijzen is, bepaalt de dag van de terechtzitting.

De beschikking waarbij beslist wordt dat de zaak niet in staat van wijzen is, vermeldt de verrichtingen die door de verslaggevers of door de griffiers moeten worden gedaan, vermeldt in voorkomend geval de middelen die, bij de stand van de zaak, ambtshalve lijken te moeten worden onderzocht en verzoekt de partijen te dien aanzien een memorie in te dienen binnen de termijn die ze bepaalt. Als die verrichtingen eenmaal zijn gedaan, handelt het Hof overeenkomstig het eerste en het tweede lid.

Van de beschikkingen wordt aan de partijen kennis gegeven".

Artikel 35 (dat artikel 93 wordt).

1. Volgens het ontworpen artikel 74 beschikt iedere verslaggever over uiterst ruime onderzoeks- en opsporingsbevoegdheden.

Als reden voor deze nieuwigheid wordt het verlangen opgegeven het Hof niet te overbelasten.

.../...

Een dergelijke rechtvaardiging volstaat niet om af te wijken van de regel dat de beslissingen van het Arbitragehof collegiaal worden genomen.

Wil de verslaggever zijn onderzoeksbevoegdheden kunnen uitoefenen, dan moet hij daartoe door een collegiaal genomen beschikking worden gemachtigd.

2. De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 93.-

Het Hof heeft uiterst ruime onderzoeks- en opsporingsbevoegdheden.

Het kan met name :

1° rechtstreeks briefwisseling voeren met de Eerste Minister, met de voorzitters van de wetgevende vergaderingen en van de Executieven, alsmede met elke andere openbare overheid;

2° de partijen op tegenspraak horen en zich door die partijen en door iedere openbare overheid alle de zaak betreffende stukken en gegevens doen overleggen;

3° iedere persoon horen van wie het meent dat hij op nuttige wijze kan worden gehoord;

4° elk onderzoek ter plaatse doen;

5° deskundigen aanstellen.

Het Hof kan de verslaggevers door middel van een beschikking met bepaalde opdrachten belasten".

.../...

Artikelen 94 tot 97 (nieuw).

De artikelen 94 tot 96 zouden de artikelen 75 tot 77 van de wet van 28 juni 1983 overnemen.

Onder het opschrift "HOOFDSTUK V - TUSSENGESCHILLEN" zou een afdeling 1 komen "Betichting van valsheid", die een artikel 97 zou omvatten dat overeen zou komen met artikel 78 van de wet van 28 juni 1983.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 94.-

Het Hof kan beslissen dat de in artikel 93, 3°, bedoelde personen onder ede worden gehoord, nadat de partijen en hun advocaten zijn opgeroepen.

In dat geval leggen zij de volgende eed af :

"Ik zweer in eer en geweten dat ik de gehele waarheid en niets dan de waarheid zal zeggen",

of

"Je juge en honneur et conscience de dire toute la vérité, rien que la vérité",

of

"Ich schwöre auf Ehre und Gewissen, die ganze Wahrheit und nur die Wahrheit zu sagen".

.../...

Iedere opgeroepene is gehouden te verschijnen en aan de oproeping gevolg te geven. Hij die weigert te verschijnen, de eed af te leggen of te getuigen, wordt gestraft met geldboete van zesentwintig frank tot honderd frank.

Van het niet-verschijnen of van de weigering om onder ede te getuigen wordt proces-verbaal opgemaakt; dit wordt gezonden aan de procureur des Konings van het arrondissement waar de persoon moest worden gehoord.

De bepalingen van het Strafwetboek betreffende valse getuigenis in burgerlijke zaken en betreffende verleiding van getuigen zijn mede van toepassing op de in dit artikel bepaalde onderzoeksprocedure.

Het proces-verbaal van het verhoor wordt getekend door de voorzitter of door de leden van het Hof die het verhoor hebben gehouden, door de griffier en door de gehoorde persoon.

Artikel 95.-

In geval van plaatsopneming worden de partijen en hun advocaten opgeroepen.

Artikel 96.-

Het Hof bepaalt bij beschikking de opdracht van de deskundigen die het aanstelt, alsook de termijn voor het indienen van hun verslag. De griffier geeft van die beschikking kennis aan de deskundigen en aan de partijen.

De artikelen 966 tot 970 van het Gerechtelijk Wetboek zijn mede van toepassing op de aangestelde deskundigen.

.../...

Binnen acht dagen na de in het eerste lid bedoelde kennisgeving, stellen de deskundigen, bij een ter post aangetekende brief, elke partij in kennis van de plaats, de dag en het uur waar en waarop zij hun verrichtingen zullen aanvangen.

De nodige stukken worden de deskundigen ter hand gesteld; de partijen kunnen zodanige voordrachten en vorderingen doen als zij goedvinden; melding ervan wordt gemaakt in het verslag, waarvan de inleidende gegevens ter kennis worden gebracht van de partijen.

Behoudens verhindering, door de griffier bij de indiening van het verslag vastgesteld, wordt het verslag getekend door alle deskundigen. De handtekening van de deskundigen wordt voorafgegaan door de eed :

"Ik zweer dat ik in eer en geweten, nauwgezet en eerlijk, mijn opdracht heb vervuld",

of

"Je jure que j'ai rempli ma mission en honneur et conscience, avec exactitude et probité",

of

"Ich schwöre, dass ich den mir erteilten Auftrag auf Ehre und Gewissen, genau und ehrlich erfüllt habe".

De minuut van het verslag wordt ter griffie neergelegd. De partijen worden hiervan door de griffier in kennis gesteld.

Het Hof kan, om gewichtige redenen en bij gemotiveerde beslissing, een einde maken aan de opdracht van de deskundigen en in hun vervanging voorzien na hen te hebben gehoord. De griffier geeft van de beslissing kennis aan de deskundigen en aan de partijen.

.../...

HOOFDSTUK V - TUSSENGESCHILLEN.

Afdeling 1 - Betichting van valsheid.

Artikel 97.-

Ingeval een partij een overgelegd stuk van valsheid beticht, wordt de partij die het stuk heeft overgelegd, door het Hof verzocht zonder verwijl te verklaren of zij volhardt in haar voornemen ervan gebruik te maken.

Indien de partij op dit verzoek niet ingaat of verklaart dat zij van het stuk geen gebruik wenst te maken, wordt het verworpen.

Indien zij verklaart dat zij er gebruik van wil maken en zo het stuk van wezenlijk belang is voor de oplossing van het geschil, schorst het Hof het geding tot het bevoegde rechtscollege over de valsheid uitspraak heeft gedaan; dat college doet uitspraak met voorrang boven alle andere zaken. Indien het geschil bij geen enkel rechtscollege aanhangig is gemaakt, oordeelt het Hof over de bewijskracht van het stuk.

Indien uitspraak kan worden gedaan zonder dat met het van valsheid betichte stuk rekening wordt gehouden, wordt de rechtspleging voortgezet".

Artikel 36 (dat artikel 98 wordt).

Onder het opschrift "Afdeling 2 - Hervatting van het rechtsgeding" zouden artikel 36, dat artikel 98 wordt, en artikel 80 van de wet van 28 juni 1983, dat artikel 99 wordt, komen te staan.

.../...

In afdeling 3, met als opschrift "Afstand van het geding", zouden samengebracht worden de artikelen 81 en 82 van de wet van 28 juni 1983, die de artikelen 100 en 101 zouden worden.

De artikelen zouden als volgt geredigeerd zijn :

"Afdeling 2 - Hervatting van het rechtsgeding.

Artikel 98.-

Indien vóór de sluiting van de debatten een belanghebbende die een beroep tot vernietiging heeft ingesteld of een in artikel 89 bedoelde partij komt te overlijden, wordt de rechtspleging voortgezet zonder dat er grond is tot hervatting van het rechtsgeding.

Artikel 99.-

Indien, vóór de sluiting van de debatten, een van de partijen in het geding voor het rechtscollege dat de prejudiciële vraag heeft gesteld, komt te overlijden, wordt de rechtspleging voor het Hof geschorst.

De rechtspleging wordt hervat wanneer het rechtscollege dat de prejudiciële vraag heeft gesteld, het Hof kennis geeft van de hervatting van het geding.

Afdeling 3 - Afstand van het geding.

Artikel 100.-

De Ministerraad, de Gemeenschaps- en Gewestexecutieven, de voorzitters van de wetgevende vergaderingen kunnen afstand doen van hun beroep tot vernietiging.

.../...

Bij de mededeling die de Ministerraad en de Gemeenschaps- en Gewestexecutieven van die beslissing doen aan het Hof, voegen zij een voor eensluidend verklaard afschrift van hun besluit om afstand te doen.

Indien daartoe grond bestaat, wijst het Hof de afstand toe, de andere partijen gehoord.

Artikel 101.-

Met de afstand, aanvaard of toegelaten door het rechtscollege dat de prejudiciële vraag heeft gesteld, komt een eind aan de rechtspleging voor het Hof.

Het rechtscollege zendt een expeditie van zijn beslissing aan het Hof".

Artikel 37 (dat artikel 102 wordt).

Dit artikel zou moeten worden aangevuld met artikel 68, derde lid, van de wet van 28 juni 1983, zoals dat wordt gewijzigd door artikel 32 van het ontwerp.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Afdeling 4 - Samenhang.

Artikel 102.-

De algemene vergadering van het Arbitragehof kan de beroepen tot vernietiging of de prejudiciële vragen betreffende een zelfde norm, waarover in een en hetzelfde arrest uitspraak dient te worden gedaan, samenvoegen. In dat geval worden de zaken onderzocht door de zetel bij wie de eerste zaak onder de samengevoegde zaken is aanhangig gemaakt.

.../...

De beschikking tot samenvoeging wordt door de griffier ter kennis van de partijen gebracht.

Wanneer twee of meer zaken zijn samengevoegd, zijn de verslaggevers degenen die overeenkomstig artikel 70 zijn aangewezen voor de zaak welke het eerst bij het Hof aanhangig is gemaakt".

Artikel 38 (dat artikel 103 wordt).

1. Afdeling 5 - "Wraking en verschoning" zou moeten bestaan uit artikel 38 van het ontwerp - dat artikel 103 wordt - en artikel 85 van de wet van 28 juni 1983, in de vorm van een artikel 104.

2. Artikel 38 voegt aan artikel 84 van de wet van 28 juni 1983 een lid toe, luidens hetwelk er geen reden tot wraking is ingeval een lid van het Hof heeft deelgenomen aan de totstandkoming van de betwiste rechtsnorm. Volgens de memorie van toelichting is "deze nieuwe bepaling thans nodig omdat door de uitbreiding van de toetsingscriteria tot de artikelen 6, 6bis en 17 van de Grondwet, het Arbitragehof anders dan onder de wet van 28 juni 1983 (zie : Arbitragehof, arrest nr. 32, 29 januari 1987) ongetwijfeld onder de toepassing van artikel 6, eerste lid, van het Europees Verdrag van de rechten van de mens zal vallen, zelfs bij de door het Arbitragehof gehuldigde restrictieve interpretatie van de (in de) artikelen 828 en 830 van het Gerechtelijk Wetboek" (1).

.../...

---

(1) De woorden "in de" staan blijkbaar te veel in de memorie van toelichting.

De aldus bedoelde bepaling van het Europees Verdrag is die volgens welke "eenieder recht (heeft) op een ... behandeling van zijn zaak door een onafhankelijke en onpartijdige rechterlijke instantie".

De stelling waar de memorie van toelichting zich bij aansluit, a fortiori die van het arrest nr. 32 van 29 januari 1987 van het Arbitragehof, wordt door de heer VAN COMPERNOLLE (1) in de volgende bewoordingen bekritiseerd :

> "C'est en effet, nous semble-t-il, réduire singulièrement la portée d'une question préjudicielle que prétendre que celle-ci ne conduirait la Cour qu'à se prononcer, de manière totalement abstraite, sur une question détachée et détachable du litige principal. Ne faut-il pas considérer au contraire que, de manière indirecte sans doute mais indissociable, la Cour d'arbitrage saisie d'une question préjudicielle intervient comme juridiction tranchant une contestation dont l'issue est déterminante pour la solution du litige portant soit sur des droits et obligations de caractère civil, soit sur le bien-fondé d'une accusation en matière pénale (2) ? De quoi s'agit-il en effet dans une procédure préjudicielle sinon, pour la Cour d'arbitrage, de dire qu'est constitutionnelle ou inconstitutionnelle la norme sur la base de laquelle le juge du fond aura soit à déduire l'existence de droits subjectifs, soit à constater l'existence de l'infraction reprochée au prévenu ? L'on voit mal comment pareille procédure pourrait être considérée comme détachable du procès principal alors que la Cour "rend une décision qui lie le juge de renvoi et lui apporte réponse à une question déterminante pour la solution du litige" (3).

.../...

---

(1) Zie het reeds aangehaalde werk - "La Cour d'arbitrage - Actualité et perspectives", blz. 90-91.

(2) Voyez à cet égard la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, arrêt du 26 juillet 1971. Ringeisen, série A. n° 13, arrêt du 23 avril 1977; König. série A. n° 27, arrêt du 23 juin 1981, Le Compte, Van Leuven et De Meyere, série A. n° 43.

(3) F. DELPEREE et A. RASSON-ROLAND, "Chronique. Belgique", p. 316; dans le même sens, E. KRINGS, "Propos sur les effets ..." p. 589.

Certes, il faut, s'agissant de l'applicabilité de l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme, avoir égard aux spécificités du contrôle qu'assure la Cour d'arbitrage. Il ne fait point de doute que la mission qu'elle assume, au contentieux de l'annulation, est effectivement abstraite et détachable d'un contentieux individuel de nature civile ou pénale. L'article 6 ne lui est pas applicable. Il en va autrement au contentieux des questions préjudicielles dans le cadre duquel la Cour est amenée à se prononcer sur la constitutionnalité et, partant, sur l'applicabilité de la norme sur la base de laquelle le juge du fond doit trancher soit la contestation civile, soit l'accusation pénale.

N'y a-t-il point du reste quelque contradiction dans l'arrêt du 29 janvier 1987 à reconnaître formellement que la période au cours de laquelle la Cour accomplit sa tâche relativement à une question préjudicielle intervient dans le calcul du délai raisonnable à prendre en considération au regard de l'article 6, § ler, de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme (1) et à contester, dans le même moment, l'applicabilité des dispositions de cette convention à la Cour elle-même ? Dès lors qu'elle est posée, la question préjudicielle fait partie intégrante du procès principal. La circonstance qu'elle est tranchée par une autre juridiction que celle amenée à se prononcer au fond nous paraît sans incidence pour déterminer le champ d'application de la Convention (2). Le lien indissociable entre le contentieux des questions préjudicielles et le jugement au fond est particulièrement étroit en matière pénale. N'est-ce point en effet de manière directe que la solution donnée par la Cour se répercutera sur la légalité même de l'incrimination pénale ? Si le prévenu est détenu, n'est-ce point de manière immédiate que la durée de la procédure préjudicielle s'intégrera dans le temps de son emprisonnement ? La réponse à ces questions nous paraît devoir être affirmative.

.../...

---

(1) Comp. à propos d'un recours introduit devant la Cour constitutionnelle fédérale d'Allemagne; Cour européenne, arrêt Deumeland du 29 mai 1986, série A. volume n° 100. Sur cet arrêt et la jurisprudence de la Cour européenne, voy. P. LEMMENS, op. cit. n° 87 et 88, p. 107 à 111.

(2) Voyez ainsi Cour européenne, arrêt Delcourt, 17 janvier 1970, série A. volume n° 11, qui constate l'applicabilité de cette disposition aux Cours de cassation.

> Dès ce moment l'on doit admettre que "lorsqu'elle devra statuer sur une question préjudicielle, la Cour d'arbitrage devra tenir compte du fait qu'elle est soumise aux règles de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, notamment à son article 6, § ler" (1).

Men kan dan ook alleen maar de aandacht van de bijzondere wetgever vestigen op het voorbehoud dat bij het tweede lid van de tekst van de Regering dient te worden gemaakt en in het bijzonder op het risico van afkeuring door het Europees Hof voor de rechten van de mens.

3. Onder dat voorbehoud wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Afdeling 5 - Wraking en verschoning.

Artikel 103.-

De rechters kunnen worden gewraakt om de redenen die luidens de artikelen 828 en 830 van het Gerechtelijk Wetboek tot wraking aanleiding geven.

Er is evenwel geen reden tot wraking wanneer een rechter heeft meegewerkt aan de totstandkoming van de wet, het decreet of de ordonnantie die het onderwerp zijn van het beroep tot vernietiging of van de verwijzingsbeslissing.

Elke rechter die weet dat er een reden van wraking tegen hem bestaat, moet daarvan kennis geven aan het Hof, dat beslist of hij zich van de zaak moet onthouden.

.../...

---

(1) E. KRINGS, "Propos sur les effets ..." p. 589.

Artikel 104.-

Hij die wil wraken, moet dit doen zodra hij van de wrakingsgrond kennis heeft.

De wraking wordt gevraagd bij een met redenen omkleed verzoekschrift, aan het Hof gericht.

Nadat de wrakende partij en het gewraakte lid zijn gehoord, wordt zonder verwijl over de wraking uitspraak gedaan.

De gewraakte rechter wordt vervangen door een andere rechter, zoals bepaald is in artikel 57, eerste lid, in artikel 58 en in artikel 62, al naar het geval".

Artikel 39 (dat artikel 105 wordt).

1. In Hoofdstuk VI, met als opschrift "TERECHTZITTING", zouden de volgende artikelen worden samengebracht :

- artikel 39 van het ontwerp, dat artikel 105 wordt;

- de artikelen 87 en 88 van de wet van 28 juni 1983, die de artikelen 106 en 107 worden;

- artikel 40 van het ontwerp, dat artikel 108 zou worden.

2. In artikel 39 van het ontwerp zou de Regering nader moeten bepalen of zij daarmee bedoelt dat het indienen van een memorie voldoende is om partij te zijn voor het Hof, wat thans niet het geval lijkt te zijn, tenminste wat de zaken betreft die met een beroep tot vernietiging worden ingeleid.

.../...

3. Hoofdstuk VI zou als volgt kunnen worden geredigeerd :

"HOOFDSTUK VI. - TERECHTZITTING.

Artikel 105.-

De partijen die een verzoekschrift of een memorie hebben ingediend, hun vertegenwoordigers en hun advocaten worden vijftien dagen vooraf in kennis gesteld van de datum van de terechtzitting.

Gedurende die termijn kunnen zij op de griffie inzage nemen van het dossier.

Artikel 106.-

De terechtzittingen van het Hof zijn openbaar, tenzij die openbaarheid gevaar oplevert voor de orde of de goede zeden; in dat geval wordt zulks door het Hof bij een met redenen omkleed arrest verklaard.

Artikel 107.-

De aanwezigen wonen de terechtzitting bij met ongedekten hoofde, eerbiedig en in stilte.

Alles wat de voorzitter met het oog op de handhaving van de orde beveelt, wordt stipt en terstond uitgevoerd.

Hetzelfde voorschrift wordt nageleefd in de plaatsen waar de rechters de functies van hun ambt waarnemen.

.../...

Artikel 108.-

Op de terechtzitting vat de verslaggever die behoort tot de groep waarvan de taal die van het onderzoek is de feitelijke toedracht van de zaak samen en vermeldt hij de rechtsvragen die het Hof moet oplossen.

De verslaggever die behoort tot de andere taalgroep kan, in voorkomend geval, een bijkomend verslag maken.

Indien daartoe grond bestaat, hoort het Hof de personen die het besloten heeft te horen, alsook de deskundigen.

Alleen de partijen die een verzoekschrift of een memorie hebben ingediend, alsmede hun advocaten worden tot de debatten toegelaten; zij mogen alleen mondelinge opmerkingen voordragen.

De voorzitter verklaart daarna de debatten voor gesloten en stelt de zaak in beraad".

Artikel 41 (dat artikel 109 wordt).

Artikel 109, dat hoofdstuk VII - "HEROPENING VAN DE DEBATTEN" vormt, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 109.-

Het Hof kan de heropening van de debatten ambtshalve bevelen. Het moet ze bevelen alvorens te bewilligen in een exceptie of een middel waaromtrent partijen niet in staat zijn gesteld zich te verklaren.

Het Hof bepaalt de termijnen waarbinnen de partijen, wat die excepties en middelen betreft, een laatste memorie kunnen indienen".

.../...

Artikel 42 (dat artikel 112 wordt).

1. Hoofdstuk VIII "Het arrest" zou bestaan uit :

- de artikelen 110 en 111, overgenomen van de artikelen 91 en 92 van de wet van 28 juni 1983;

- artikel 112, dat voortkomt van artikel 42 van het ontwerp van wet;

- de artikelen 113 tot 120, die voortkomen van de artikelen 94 tot 101 van de wet van 28 juni 1983.

2. De tekst zou eruit zien als volgt :

"HOOFDSTUK VIII. - HET ARREST.

Artikel 110.-

De beraadslagingen van het Hof zijn geheim.

Artikel 111.-

Onverminderd artikel 26, worden de arresten gewezen binnen zes maanden na de indiening van het beroep tot vernietiging of na de ontvangst van het verwijzingsvonnis.

Evenwel, wanneer een zaak na afloop van die termijn niet in staat van wijzen is, kan het Hof, bij een met redenen omklede beslissing, deze termijn voor de nodige tijd verlengen. Desnoods kan de verlenging worden hernieuwd, zonder dat de totale duur der verlengingen een jaar mag overschrijden.

.../...

Artikel 112.-

Elk arrest wordt in openbare terechtzitting uitgesproken.

Wanneer een rechter wettig verhinderd is de uitspraak bij te wonen van een arrest waarover hij mede heeft beraadslaagd kan de voorzitter in functie een andere rechter aanwijzen om hem op het ogenblik van de uitspraak te vervangen".

Artikel 113.-

Het arrest bevat de gronden en het beschikkend gedeelte. Het vermeldt :

1° de naam, de woonplaats, de verblijfplaats of de zetel van elk van de partijen en, in voorkomend geval, de naam en de hoedanigheid van de personen die hen vertegenwoordigen;

2° de bepalingen op het gebruik van de talen die zijn toegepast;

3° de oproeping van partijen en van hun advocaten, alsmede hun eventuele aanwezigheid op de terechtzitting;

4° de uitspraak in openbare terechtzitting, de datum daarvan en de naam van de leden die erover hebben beraadslaagd.

Artikel 114.-

De arresten worden door de voorzitter en de griffier getekend.

Artikel 115.-

Van de arresten wordt door de griffier kennis gegeven :

.../...

1° aan de Eerste Minister en aan de voorzitters van de Executieven;

2° aan de voorzitters van de Wetgevende Kamers, van de Vlaamse Raad, van de Franse Gemeenschapsraad, van de Waalse Gewestraad, van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap en van de wetgevende vergaderingen van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest;

3° aan de partijen;

4° aan het rechtscollege dat de prejudiciële vraag heeft gesteld.

Artikel 116.-

De arresten, gewezen op beroepen tot vernietiging, worden in hun geheel, en de arresten, gewezen op prejudiciële vragen, bij uittreksel in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt door toedoen van de griffier.

Het Hof draagt zorg voor de bekendmaking ervan in een officiële verzameling.

Het deelt een afschrift mee aan de rechtscolleges die erom verzoeken.

Artikel 117.-

De arresten zijn van rechtswege uitvoerbaar. De Koning draagt zorg voor de tenuitvoerlegging. De griffier brengt op de expedities, na het beschikkend gedeelte, en naar gelang van het geval, een der hierna volgende formulieren van tenuitvoerlegging aan :

"De Ministers, de leden van de Executieven van de Gemeenschappen en van de Gewesten en de administratieve overheden zijn, wat hen betreft, gehouden te zorgen voor de tenuitvoerlegging van dit arrest. De daartoe aangezochte gerechtsdeurwaarders zijn gehouden hun medewerking te verlenen wat betreft de dwangmiddelen van gemeen recht".

.../...

"Les Ministres, les membres des Exécutif régionaux et de Communauté et les autorités administratives pour ce qui les concerne, sont tenus de pourvoir à l'exécution du présent arrêt. Les huissiers de justice à ce requis ont à y concourir en ce qui concerne les voies de droit commun".

"Die Minister, die Mitglieder der Executiven der Gemeinschaften und der Regionen und die Verwaltungsbehörden haben, was sie anbetrifft, für die Vollstreckung dieses Beschlusses zu sorgen. Die dazu angeforderten Gerichtsvollzieher haben betreffs der gemeinrechtlichen Zwangsmittel ihren Beistand zu leisten".

De expedities worden afgegeven door de griffier die ze tekent en bekleedt met het zegel van het Hof, waarvan de vorm door de Koning wordt bepaald.

Artikel 118.-

Het arrest van het Hof is definitief en niet vatbaar voor beroep.

Artikel 119.-

§ 1. Onder voorbehoud van artikel 120 kan het Hof, hetzij ambtshalve hetzij op verzoek van een der partijen, binnen twee weken na de kennisgeving van het arrest, de schrijf- en rekenfouten of klaarblijkelijke onnauwkeurigheden doen herstellen.

§ 2. De griffier geeft hiervan aan partijen voorafbehoorlijk bericht; zij kunnen binnen een door de voorzitter te bepalen termijn schriftelijke opmerkingen indienen.

§ 3. Het Hof beslist in raadkamer.

§ 4. De minuut van de beschikking waarbij de verbetering wordt bevolen, wordt aan de minuut van het verbeterde arrest gehecht. Van die beschikking wordt melding gemaakt op de kant van de minuut van het verbeterde arrest.

.../...

Artikel 120.-

Op vordering van de partijen bij het beroep tot vernietiging of van het rechtscollege dat de prejudiciële vraag heeft gesteld, geeft het Hof een uitlegging van het arrest. De vordering tot uitlegging wordt ingesteld overeenkomstig artikel 5 of artikel 28, naar gelang van het geval. Zij wordt medegedeeld aan alle partijen in het geding.

Voor het overige is de voor het verzoekschrift tot vernietiging of voor de prejudiciële vraag voorgeschreven rechtspleging toepasselijk.

De minuut van het uitleggend arrest wordt aan de minuut van het uitgelegde arrest gehecht. Van het uitleggend arrest wordt melding gemaakt op de kant van het uitgelegde arrest".

Artikel 43 (dat artikel 124 wordt).

1. Na artikel 120 zou een Hoofdstuk IX moeten komen, met als opschrift "ALGEMENE BEPALINGEN". Het zou bestaan uit :

- de artikelen 121 tot 123, die voortkomen van de artikelen 102 tot 104 van de wet van 28 juni 1983;

- artikel 124, dat zou overeenstemmen met artikel 43 van het wetsontwerp.

2. In verband met artikel 43 van het ontwerp is een opmerking te maken die geformuleerd is bij het onderzoek van artikel 20 van het ontwerp. De verwijzing naar het reglement voor het administratief personeel is verplaatst naar het nieuwe artikel 44 (artikel 20 van het ontwerp).

.../...

3. Hoofdstuk IX zou als volgt geredigeerd kunnen worden :

"HOOFDSTUK IX. - ALGEMENE BEPALINGEN.

Artikel 121.-

De dag van de akte die het uitgangspunt is van een termijn wordt er niet in begrepen.

De vervaldag wordt in de termijn meegerekend.

Is die dag echter een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag, dan wordt de vervaldag verplaatst tot de eerstvolgende werkdag.

Artikel 122.-

De termijnen lopen tegen de minderjarigen, de onbekwaamverklaarden en andere onbekwamen. Het Hof kan dezen echter van het verval ontheffen wanneer vaststaat dat hun vertegenwoordiging niet was verzekerd vóór het verstrijken van de termijnen.

Artikel 123.-

De griffie is open alle dagen behalve op zaterdagen, zondagen en wettelijke feestdagen.

De Koning bepaalt de openingsuren.

Artikel 124.-

Het Hof stelt zijn reglement van orde vast. Het draagt zorg voor de bekendmaking ervan in het Belgisch Staatsblad".

.../...

Artikelen 44 en 46.

Artikel 44, dat betrekking heeft op de bezoldiging, moet in de gewone wet komen.

Hetzelfde geldt voor artikel 46, dat handelt over het emeritaat.

Hier wordt artikel 126 van de wet van 28 juni 1983 overgenomen dat artikel 125 wordt.

Dit artikel 125 voorafgegaan door
TITEL VI. - SLOTBEPALINGEN luidt als volgt :

"Artikel 125.-

§ 1. De kredieten die nodig zijn voor de werking van het Arbitragehof worden uitgetrokken op de begroting van de Dotaties.

§ 2. De koninklijke besluiten betreffende het Arbitragehof worden in Ministerraad overlegd".

Artikel 126 (nieuw).

Onder voorbehoud van de bij artikel 2 van het ontwerp gemaakte opmerking 3, zou het nieuwe artikel 126 de inwerkingtreding van het nieuwe artikel 2 moeten regelen ten aanzien van de beroepen ingesteld door de voorzitters van de wetgevende vergaderingen.

.../...

De Raad van State stelt hier geen tekst voor, nu hij dat ook niet voor het nieuwe artikel 2 heeft gedaan.

Artikel 127 (nieuw).

Die opheffingsbepaling zou als volgt geredigeerd kunnen worden :

"Artikel 127.-

Opgeheven worden :

1° in het Gerechtelijk Wetboek :

a) in artikel 1082, tweede lid, gewijzigd bij de wet van 10 mei 1985, de woorden : "tenzij de tweede voorziening zich uitsluitend beroept op de vernietiging door het Arbitragehof van de bepaling van een wet of een decreet die ten grondslag heeft gelegen aan de bestreden beslissing";

b) titel VIII van boek III en artikel 1147bis, ingevoegd door de wet van 10 mei 1985;

2° artikel 31bis van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd door de wet van 10 mei 1985;

3° de wet van 28 juni 1983 houdende de inrichting, de bevoegdheid en de werking van het Arbitragehof, gewijzigd bij de wet van 31 december 1983, met uitzondering van de artikelen 31 tot 34 en 112;

.../...

4° artikel 5 van de wet van 2 februari 1984 betreffende de wedden van de leden, de referendarissen en de griffiers van het Arbitragehof, hun voordracht en hun benoeming, evenals de smaad en het geweld tegen de leden van dit Hof;

5° de wet van 10 mei 1985 betreffende de gevolgen van de door het Arbitragehof gewezen vernietigende arresten".

Artikelen 45, 47 en 48 (die de artikelen 128, 129 en 130 worden).

De artikelen 128 tot 130 zouden als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Artikel 128.-

De bepaling van artikel 43, eerste lid, betreffende het bezit van een diploma van doctor of licentiaat in de rechten is niet van toepassing op de griffiers in dienst op de datum van inwerkingtreding van deze wet.

Artikel 129.-

De benoeming van de referendarissen aangeworven door het Arbitragehof op basis van de wet van 28 juni 1983 houdende de inrichting, de bevoegdheid en de werking van het Arbitragehof, wordt definitief.

.../...

Artikel 130.-

De zaken die bij het Arbitragehof aanhangig zijn op de datum van inwerkingtreding van deze wet blijven beheerst door de bepalingen van de wet van 28 juni 1983 houdende de inrichting, de bevoegdheid en de werking van het Arbitragehof".

\+

\+ \+

Een aantal bepalingen van de ontworpen wet moeten niet worden aangenomen met de bijzondere meerderheid die voor bepaalde aangelegenheden wordt voorgeschreven door artikel 107ter, § 2, vierde lid, van de Grondwet. Ze kunnen dan ook een gewone wet vormen, die eruit zou zien als volgt :

"GEWONE WET BETREFFENDE DE BEZOLDIGING EN HET PENSIOEN VAN DE RECHTERS, DE REFERENDARISSEN EN DE GRIFFIERS VAN HET ARBITRAGEHOF.

Artikel 1 (1).-

De wedden van de leden en van de referendarissen van het Arbitragehof worden bepaald als volgt :

- Voorzitter : de wedde van de Eerste Voorzitter van het Hof van Cassatie;

- Rechter : de wedde van de advocaten-generaal bij het Hof van Cassatie;

.../...

---

(1) Artikel 31 van de wet van 28 juni 1983; artikelen 1 tot 4 van de wet van 2 februari 1984, gewijzigd bij artikel 22 van het wetsontwerp, welk artikel verdeeld wordt in twee artikelen.

- Referendaris : de bezoldigingsregeling die van toepassing is op de leden van het Coördinatiebureau van de Raad van State.

De artikelen 360, 361, 362, 363, 365 en 377 van het Gerechtelijk Wetboek zijn toepasselijk op de voorzitters en de rechters. Voor de toepassing van artikel 365, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek, komt de duur van het parlementair mandaat mede in aanmerking bij de berekening van de anciënniteit.

De referendarissen genieten gedurende de in artikel 40, eerste lid, bedoelde stageperiode van drie jaar de bezoldigingsregeling van de adjunct-referendarissen van de Raad van State; gedurende de tien daarop volgende jaren genieten zij de bezoldigingsregeling van de referendarissen; na het dertiende jaar volgend op hun benoeming, genieten zij de bezoldigingsregeling van de eerste referendarissen.

Artikel 2.-(1)

De wedde van de griffiers van het Arbitragehof is gelijk aan die van de hoofdgriffier van het Hof van Cassatie.

De artikelen 367, 368, 371 en 377 van het Gerechtelijk Wetboek zijn toepasselijk op de griffiers van het Arbitragehof.

.../....

---

(1) Artikel 31 van de wet van 28 juni 1983; artikelen 1 tot 4 van de wet van 2 februari 1984, gewijzigd bij artikel 22 van het wetsontwerp, welk artikel verdeeld wordt in twee artikelen.

Artikel 3.-(1)

De artikelen 391, 392, 393, 395, 396 en 397 van het Gerechtelijk Wetboek zijn toepasselijk op de voorzitters, de rechters, de referendarissen en de griffiers.

Voor de toepassing van die artikelen wordt met de duur van het parlementair mandaat rekening gehouden bij de berekening van de in aanmerking genomen ambten.

Artikel 4.- (2)

De voorzitters en de rechters van het Arbitragehof worden in ruste gesteld wanneer zij wegens zware en blijvende gebrekkigheid niet meer in staat zijn hun ambt naar behoren te vervullen of wanneer zij de leeftijd van 70 jaar hebben bereikt.

Artikel 5.- (2)

De referendarissen, de griffiers en de leden van het administratief personeel worden in ruste gesteld wanneer zij wegens zware en blijvende gebrekkigheid niet meer in staat zijn hun ambt naar behoren te vervullen of wanneer zij de leeftijd van 65 jaar hebben bereikt.

Artikel 6.- (2).

De algemene wet op de burgerlijke pensioenen is mede van toepassing op de leden van het administratief personeel.

.../...

---

(1) Artikel 32 van de wet van 28 juni 1983, gewijzigd door artikel 23 van het wetsontwerp.

(2) Artikel 33, §§ 1 tot 3, van de wet van 28 juni 1983.

Artikel 7.- (1).

De leden van het administratief personeel die op 24 augustus 1968 administratieve of gerechtelijke diensten vervulden die in aanmerking komen voor een rustpensioen ten bezware van de Openbare Schatkist, maar die, op de leeftijd van volle 65 jaar, niet de wettelijke dienstvoorwaarden vervullen om dat pensioen te verkrijgen, worden in disponibiliteit gesteld volgens dezelfde regeling als die voor het Rijkspersoneel, tenzij wanneer zij, overeenkomstig de bepalingen van artikel 4, § 4, tweede en derde lid, van de wet van 5 augustus 1968 tot vaststelling van een zeker verband tussen de pensioenstelsels van de openbare sector en die van de particuliere sector, om de toepassing van artikel 4, § 1 en § 2, van dezelfde wet verzoeken.

Artikel 8.- (2)

De Koning kan het emeritaat verlenen aan de voorzitters en de rechters in functie op de datum van de inwerkingtreding van deze wet, zelfs indien zij niet in de bij artikel 4 van deze wet vastgestelde voorwaarden mochten verkeren, zonder evenwel hieraan geldelijke gevolgen te verbinden.

Artikel 9.- (3).

In artikel 3, § 3, eerste lid, 2°, van de wet van 5 april 1955 inzake de wedden van de ambtsdragers bij de Raad van State, gewijzigd bij de wetten van 3 juni 1971

.../...

---

(1) Artikel 34 van de wet van 28 juni 1983.

(2) Artikel 112 van de wet van 28 juni 1983, gewijzigd door artikel 46 van het wetsontwerp.

(3) Artikel 44 van het wetsontwerp.

en 2 augustus 1974, worden tussen het woord "magistratuur" en de woorden "als professor" de woorden "het ambt van referendaris bij het Arbitragehof inbegrepen" ingevoegd.

Artikel 10.- (1).

Opgeheven worden :

1° de artikelen 31 tot 34 en 112 van de wet van 28 juni 1983 houdende de inrichting, de bevoegdheid en de werking van het Arbitragehof;

2° de artikelen 1 tot 4 van de wet van 2 februari 1984 betreffende de wedden van de leden, de referendarissen en de griffiers van het Arbitragehof, hun voordracht en benoeming, evenals de smaad en het geweld tegen de leden van dit Hof".

---

(1) In de tekst die door de Raad van State wordt voorgesteld voor de gewone wet, is hoofdstuk III van de wet van 2 februari 1984, dat handelt over smaad en geweld tegen leden van het Arbitragehof, niet overgenomen. Die bepalingen, die niets te maken hebben met de onderwerpen welke artikel 107ter van de Grondwet voor een bijzondere wet bestemt, zijn al in het Strafwetboek opgenomen.

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

J.-C. GEUS, conseillers d'Etat,
M. HANOTIAU, staatsraden,

F. RIGAUX, assesseurs de la section de législation,

F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.
Le rapport a été présenté par M. M. DUMONT, auditeur général adjoint.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.
Het verslag werd uitgebracht door de H. M. DUMONT, adjunct-auditeur-generaal

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.